



RAPPORT PENELOPE SUR LA VIOLENCE DOMESTIQUE AU SUD DE L'EUROPE

PENELOPE, dans la mythologie grecque était la reine consort de Ithaque¹ et de Dulichie², deux petites îles grecques et aussi l'épouse du roi Ulysse³ et mère du prince Télémaque. Pénélope, femme très belle, attendit le retour de son mari à l'occasion de la Guerre de Troie⁴ ignorant s'il était vif ou mort. Disputée par plusieurs prétendants qui aspiraient à sa main, elle occupait ses jours à tisser une toile très grande qui, une fois terminée, Pénélope serait disposée à se marier de nouveau. La nuit elle déformait le tissu en le reprenant le matin, afin de retarder son travail. Elle est le symbole de la femme du Sud de l'Europe et la protectrice du foyer.

¹ C'est une des îles ioniennes de la Grèce. Selon l'Odyssée, Ulysse était le roi d'Ithaque avant la Guerre de Troie.

² Dulichie est aussi le nom d'un mont d'Ithaque.

³ En grec *Odusseus*. Héros grec, roi légendaire d'Ithaque, fils de Laërte, époux de Pénélope, père de Télémaque et l'un des principaux acteurs des deux poèmes d'Homère. L'Illiade le présente comme un guerrier habile et rusé, auteur du stratagème du cheval de Troie. Le retour d'Ulysse dans sa patrie est le thème de l'Odyssée.

⁴ Ou Ilion, cité antique de l'Asie Mineure, située à l'emplacement de l'actuelle Hisarlik, près des Dardanelles. Elle a été découverte au XIX^{ème} siècle par Schliemann. Troie évoque aussi les expéditions des Achéens (un autre nom pour les Grecs) sur les côtes d'Asie Mineure et son fameux cheval.



Associations de Partenariat du Projet Pénélope - Sur la Violence Domestique au Sud de l'Europe

Associação Portuguesa de Apoio à Vítima - APAV (Association Portugaise d'Aide aux Victimes) - Portugal

Association privée de solidarité sociale, personne morale reconnue d'utilité publique et organisation de volontariat social. Elle a pour but de protéger et d'aider les victimes de crime et/ou leurs familles, en développant des démarches d'orientation notamment dans les domaines juridique, psychologique et social sur un réseau national de quatorze bureaux d'aide aux victimes. Membre du Forum Européen des Services d'Aide aux Victimes⁵, du Forum Européen de Justice Restaurative et de Médiation Victime/Agresseur⁶ et de la Société Mondiale de Victimologie⁷.

Comisión para la Investigación de Malos Tratos a Mujeres (Commission pour l'Investigation des Mauvais Traitements exercés sur les Femmes) - Espagne

Organisation non gouvernementale pour les femmes qui entreprend des actions dans les domaines de la violence domestique, du trafic de femmes pour l'exploitation sexuelle, de l'égalité des chances et de la violence sexuelle. Elle supervise la réalisation d'études et d'actions de formation de professionnels et l'accueil aux femmes victimes de violence, en apportant une aide juridique, psychologique et sociale surtout à travers un service d'assistance téléphonique gratuit sur 24 heures.

Accueil et Reclassement Féminin - Œuvre des Gares - Centre Baudricourt - France

Organisation non gouvernementale qui entreprend un programme d'action en faveur des femmes victimes de violence domestique, à travers les centres d'accueil et d'urgence. Elle travaille en

⁵ Le Forum Européen des Services d'Aide aux Victimes a été créé en 1990. Ses objectifs sont de favoriser la création de réseaux d'aide aux victimes, d'améliorer leurs conditions d'indemnisation et de renforcer leurs droits dans leur relation avec l'institution judiciaire et les autres administrations.

⁶ La médiation auteur-victime qui rassemble les deux protagonistes impliqués directement dans un conflit afin de leur permettre de se concerter pour aborder et solutionner leur problème, s'apparente, dans le concept, au mouvement que la littérature internationale appelle *Restorative Justice* et que l'on peut traduire par Justice Restaurative ou Droit à la Réparation.

⁷ Créée en 1979 à Münster (Westphalie), cette société regroupe des experts de toutes les régions du monde, visant à promouvoir la recherche en victimologie, le développement de programmes, de politiques ou de législations en faveur des victimes et le respect de leurs droits.



liaison avec la Police française et l'Urgence Médico-Judiciaire (UMJ) et dispose d'un service d'assistance téléphonique gratuit sur 24 heures. Elle forme aussi des professionnels d'autres associations sur la violence domestique.

Università del Terzo Settore (Université du Troisième Secteur) - Italie

Organisation non gouvernementale orientée vers la formation et en liaison avec l'ANPAS⁸, une organisation nationale de volontariat social qui vise le développement du secteur à but non lucratif et le volontariat en Italie. Elle vient de mettre en place des projets européens divers sur la violence domestique.

Research Center of Women's Affairs (Centre de Recherches pour les Causes des Femmes)- Grèce

Centre d'études sur les femmes en liaison avec des réseaux internationaux de femmes. Elle met en place surtout sur un champ théorique des actions qui visent promouvoir leurs droits: des études, des publications, des conférences entre autres.

Universidade Católica Portuguesa - Centro Regional do Porto (Université Catholique Portugaise - Centre Regional de Porto) - Portugal

Université privée qui vient de mettre en oeuvre des études et des événements sur la violence domestique, en particulier dans le champ juridique et qui collabore avec autres associations diverses dans ce domaine.

Instituto Superior de Polícia Judiciária e Ciências Criminais - ISPJCC (Institut Supérieur de Police Judiciaire et Sciences Criminelles) - Portugal

Il dépend du Ministère de la Justice portugais et il est chargé de la formation des professionnels d'investigation criminelle, de la Police Technique et de la Police Judiciaire. Il met en oeuvre des

⁸ Associazione Nazionale Pubbliche Assistenze.



études, des recherches et des investigations sur la réalité criminelle et policière, notamment sur les victimes de crime.



Equipe du Projet PENELOPE - Sur La Violence Domestique au Sud de l'Europe

Manuel António Ferreira Antunes

Rapporteur au Portugal et Rapporteur principal
Associação Portuguesa de Apoio à Vítima (APAV)

Juriste. Procureur Général adjoint et docteur émérite. Fondateur et Président de l'Association Portugaise d'Aide aux Victimes (APAV), Président du *Centro Português de Direito Penal e Financeiro Comunitário*⁹ et de la Section Scientifique Portugaise du Centre International de Recherches et d'Etudes Sociologiques, Pénales et Pénitentiaires. Professeur à plusieurs universités portugaises. Il a accompli de diverses fonctions auprès de la Police Judiciaire, celles de Directeur Général et de Directeur de l'*Instituto Superior de Polícia Judiciária e Ciências Criminais*.

Milagro Rodriguez Marín et Sara Vicente Collado

Rapporteuses en Espagne
Comisión para la Investigación de Malos Tratos a Mujeres

Psychologue. Fondatrice et membre de la *Comisión para la Investigación de Malos Tratos a Mujeres* depuis 1983. Coordinatrice des Programmes Internationaux au sujet de la Violence de Genre¹⁰. Coordinatrice de divers rapports, études et guides de prévention et d'intervention pour les professionnels sur la violence contre les femmes. Formatrice en Genre et en Violence de Genre en Espagne et à l'échelle internationale.

Juriste. Coordinatrice de la *Comisión para la Investigación de Malos Tratos a Mujeres* depuis 1996. Formatrice en Genre et en Violence de Genre en Espagne et à l'échelle internationale. Elle élabore, conçoit et réalise des actions et des programmes sur la violence de genre. Elle élabore aussi des

⁹ Centre Portugais de Droit Pénal et Financier Communautaire.

¹⁰ Depuis quelques années, plusieurs organisations humanitaires, au sein desquelles l'*International Amnesty*, ont uni leur force pour attirer l'attention de l'opinion publique sur les violences perpétrées quotidiennement à l'encontre des femmes. Ces organisations s'efforcent de mettre en lumière ce qui, dans les comportements traditionnels, les valeurs communes à une société, les croyances, les rites ou même les attitudes, engendre ce qu'il est convenu d'appeler la «violence de genre» ou la «violence sexuée».



rapports sur la violence de genre et collabore surtout dans l'élaboration du Rapport sur le Trafic des Femmes et la Prostitution chez la Communauté de Madrid.

Efraim García

Rapporteur en France

Accueil et Reclassement Féminin - Œuvre des Gares - Centre Baudricourt

DEUG en Sciences Sociales et spécialisation en Psychologie Sociale et Sciences d'Education. Directeur du centre d'accueil pour les femmes victimes de violence qui assure l'aide, l'information et l'abri.

Antonella Cardone

Rapporteuse en Italie

Università del Terzo Settore

Directrice à l'Università del Terzo Settore.

Fotini Stergiopoulou

Rapporteuse en Grèce

Research Center of Women's Affairs

Juriste. Elle a été Président de l'Union des Femmes Grecques des Carrières Juridiques et Représentante des Organisations Non Gouvernementales des Femmes en Grèce et du Lobby Européen des Femmes. Aujourd'hui elle est Vice-Président du Conseil National des Femmes Hellènes.



CONSULTANTS

Teresa Féria

Associação Portuguesa de Mulheres Juristas¹¹ (AMJ)

Juriste. Juge et Président de l'Association Portugaise de Femmes Juristes et Vice-Président de la Fédération Internationale des Femmes de Carrière Juridique¹².

Elza Pais

Universidade Nova de Lisboa (UNL)

Assistante Sociale et Sociologue. Investigatrice surtout dans le domaine de la Violence contre les Femmes et de la Violence Domestique dans le groupe SociNova¹³ à l'Université Nouvelle de Lisbonne. Professeur à l'Université Nouvelle de Lisbonne, à l'Université Catholique Portugaise (Lisbonne) et à l'Instituto Superior de Serviço Social de Lisboa¹⁴.

José Pires Leonardo

Polícia de Segurança Pública¹⁵ (PSP)

DEUG en Sciences Criminelles et DEA en Sociologie du Crime et de la Violence. Actuellement, il occupe le poste de Commissaire de Police Divisionnaire de la *Polícia de Segurança Pública*, à la *Divisão de Prevenção da Criminalidade e da Delinquência da Direcção Nacional*¹⁶.

¹¹ L'Association Portugaise des Femmes Juristes est une organisation non gouvernementale de juristes, créée en 1988, ayant pour but d'apporter sa contribution pour l'étude critique du droit sous une perspective de la défense des droits des femmes.

¹² Fondée en 1929, elle a permis une avancée substantielle tant dans le droit des femmes que celui de l'enfant. Elle regroupe 72 associations nationales dans les cinq continents (l'Asie et l'Océanie sont peut représentées). Dans l'exercice de ses activités, la fédération s'inspire des principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et consacrés dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

¹³ Bureau d'études en sciences sociales et humaines.

¹⁴ Institut Supérieur d'Assistance Sociale à Lisbonne.

¹⁵ Police de Sécurité Publique.

¹⁶ Division de Prévention de la Criminalité et de Délinquance de la Direction Nationale.



Maria Clara Sotto-Mayor e Elizabete Ferreira

Universidade Católica Portuguesa (Porto)

Juristes. Professeurs à la Faculté de Droit de l'Université Catholique Portugaise (Porto) et investigatrices dans la branche du Droit de la Famille et de la Violence Conjugale.



SECRETARIAT EXECUTIF

José Félix da Silva

Technicien chargé du Projet PENELOPE
Associação Portuguesa de Apoio à Vítima (APAV)

Faye Farr

Assesseur pour les Relations Internationales
Associação Portuguesa de Apoio à Vítima (APAV)

AVALISEUR

Eduardo Viegas Ferreira

Instituto Superior de Polícia Judiciária e Ciências Criminais (ISPJCC)



INTRODUCTION

Le Projet PENELOPE - Sur la Violence Domestique au Sud de l'Europe a été développé par l'Association Portugaise d'Aide aux Victimes (APAV), association privée de solidarité sociale ayant pour but d'aider et de protéger les victimes de crime et à l'appui de la Commission Européenne, à travers le Programme DAPHNE¹⁷ - Des Mesures Préventives visant à Lutter contre la Violence exercée sur les Enfants, les Jeunes et les Femmes, entre novembre 2002 et novembre 2003.

Le Projet PENELOPE s'est proposé de dresser un rapport présentant la situation de la violence domestique chez les pays du Sud de l'Europe - au Portugal, en Espagne, en France, en Italie et en Grèce - en examinant d'un point de vue quantitatif et qualitatif dans chaque pays son intensité, sa durée et les conséquences personnelles, professionnelles et sociales des victimes. Il se propose aussi de dresser le profil de l'intervention menée dans chaque pays au niveau gouvernemental et non gouvernemental et surtout au niveau de l'accueil des victimes en entretien relativement aux projets spécifiques sur les lieux d'action, à la sensibilisation et à l'information, aux mesures politiques et législatives, à la formation des professionnels, aux philosophies sous-jacentes et au plan/à la systématisation des projets.

Il a aussi voulu dresser un profil de la législation, de l'instruction procédurale en ce qui concerne les victimes de chaque pays et les considérations dans l'avenir par rapport au travail développé, dont il faut tenir compte du contexte politique et de l'intervention dans l'encadrement européen.

Au rang des pays du Sud de l'Union Européenne, on constate une information insuffisante centrée sur le problème social de la violence domestique, sur ses contours et sur l'intervention menée à plusieurs niveaux - politique, juridique, social, etc.. Cette insuffisance ne permet pas une connaissance adéquate sur le phénomène et elle ne permet pas la perspective d'une intervention exacte et efficace. D'autre part, elle ne favorise la prise en compte des efforts, ni la concertation de politiques sociales et policières, ni la préparation du système juridique, pour répondre de façon adéquate à la situation sous toutes ses faces - soit à l'échelle national soit à l'échelle de l'Union Européenne surtout.

Les pays du Sud de l'Europe manifestent encore un bas développement de leurs mécanismes de compréhension, d'intervention et de maîtrise du problème de la violence domestique, ce que les éloigne du développement des pays du Nord, dont ils disposent d'un contexte historique et culturel plus favorable à cette question. En rassemblant des rapporteurs de chaque pays pour rendre disponible des informations et des perspectives, le Projet PENELOPE a cherché à collecter des

¹⁷ Programme d'action communautaire pluriannuel couvrant quatre années et prévoyant des mesures préventives visant à lutter contre la violence envers les enfants, les jeunes et les femmes. Il est né de l'initiative Daphné qui a existé de 1977 à 1999.

données sur un rapport - le présent Rapport Pénélope sur la Violence Domestique au Sud de l'Europe - disponible à tous ceux qui étudient ou travaillent dans ce domaine et qui expriment ses réflexions pour mettre en place des axes décisifs opportunément.

L'engagement des associations nationales (institutions, universités, centres de recherche, organisations non gouvernementales etc.) dans chaque pays et de chaque rapporteur, a favorisé leur accès à toute information pour atteindre les objectifs du Projet. Chacun des rapporteurs a rédigé des rapports intérimaires et a échangé des informations diverses sur le problème de la violence domestique dans son pays, dont le rapporteur principal s'en est servi pour rédiger le présent Rapport Pénélope. Les assises internationales des rapporteurs se sont tenues à Lisbonne à l'occasion du Jour Européen des Victimes de Crime - le 22 février 2003 - de façon à entreprendre les activités du Projet. Au cours de la réunion, ils ont accordé de mettre en lumière la réalité de la violence domestique, en prenant le sens restreint d'un concept qui dans chaque pays, semblait dominer et correspondre à la réalité juridique en vigueur. Là encore, ils n'ont pas écarté le sens plus large de la violence domestique - y compris une multiplicité de victimes et d'agresseurs possibles: épouse, mari, parents, enfants, grands-parents, etc. - comme l'a proposé le rapporteur portugais. Donc, le Rapport Pénélope ne mettrait en relief que le sens restreint accordé par les autres rapporteurs: la femme apparaît comme la victime et le mari ou le compagnon comme l'agresseur. En ce sens, les rapporteuses espagnoles et la rapporteuse grecque étaient d'accord. D'ailleurs, restreindre le Rapport à un sens plus strict pourrait aussi favoriser plus largement la continuité de l'ensemble d'informations et soutenir la réalisation du Projet.

Après cette réunion, on ne s'est pas rencontré non plus et chaque rapporteur a agencé une rencontre ou bien il est entré en contact lui-même avec autres individualités et institutions de son pays, qu'il a choisi comme les plus pertinentes pour collecter des informations sur la violence domestique à l'échelle nationale. En contact avec le Secrétariat Exécutif du Projet, dont le siège est à Lisbonne, chaque rapporteur a rédigé des rapports intérimaires d'après une structure générale accordée aux assises internationales. Avec ces rapports intérimaires et l'échange d'autres informations via téléphonique et électronique, le rapporteur portugais - à ce moment jouant le rôle de rapporteur principal - a dressé le Rapport Pénélope, avec la participation de quatre individualités portugaises qui connaissent bien la réalité de la violence domestique au Portugal et au niveau international.

Le Rapport Pénélope est présenté en trois sections différentes qui correspondent à la structure générale accordée à la réunion internationale.

Pour la première section (Point I) qui s'intitule ***Du concept de violence domestique et ses dispositions légales, réglementaires et administratives dans les pays du Sud de l'Europe***, et

d'après la structure générale, on a essayé d'obtenir des informations dans chaque pays sur le concept de violence que chacun des rapporteurs sentait s'imposer chez lui, ainsi que dresser un inventaire des dispositions légales, réglementaires et administratives des Etats Membres, permettant d'identifier les comportements/les conduites qui intègrent le concept de violence domestique. On a aussi essayé d'établir un rapport entre les comportements/les conduites et les textes législatifs et leurs publications dans le but de définir le point suivant. Là encore, on a tenté de mettre en liste les incriminations (en mettant en relief des incriminations spécifiques); le genre d'entité/d'organisation qui peut influencer le classement des conduites dans le cadre de la violence domestique de chaque pays; ainsi que les sanctions prévues pour ces crimes et indiquer les entités/les organisations qui prennent la décision de les exécuter. Cette section contient aussi des informations sur l'élément intentionnel (si la preuve d'intention de l'auteur présumé de l'infraction s'agit d'un élément nécessaire pour l'infraction ou s'il suffit que le délit soit matériellement constaté, pour que l'auteur présumé soit inculpé), ainsi que des informations sur les faits et les actes constitutifs et quant à la tentative (elle présente les conditions où l'activité matérielle peut être considérée comme un engagement irréparable de la part de l'auteur) et sa répression (si la tentative est réprimée ou non et si oui de quelle façon). On a aussi tenté de fournir des informations relativement à la complicité (en présentant les formes de complicité connues, en mentionnant s'il est nécessaire ou non d'avoir un texte dont la complicité est considérée un crime et si l'auteur moral est sanctionné comme auteur ou complice) et à la responsabilité d'autrui (en montrant de quelle façon elle est prévue par la loi: par l'exécution de la peine ou par la responsabilité plénière d'une condamnation personnelle, en mentionnant s'il y a présomption de l'échec simple ou irréfragable de la part de l'auteur).

Dans cette partie, on a encore fourni des informations sur la démonstration de preuve et le fardeau de la preuve, en mentionnant si l'autorité publique chargée de l'affaire doit définir la culpabilité de l'auteur présumé, si celui doit prouver sa bonne foi ou son innocence et s'il y a une présomption irréfragable contre lui qu'on ne peut pas invertir, avant que la matérialité de son comportement soit établie.

Cette section nous renvoie aussi aux circonstances atténuantes et aggravantes (si elles sont impératives ou facultatives), au classement de sanctions (et ses effets juridiques), au cumul de sanctions (y compris celles de nature différente), au type de sanctions applicables en général aux agresseurs, à la lumière de la jurisprudence (en signalant éventuellement des distinctions dans des cas où les agresseurs sont primaires ou récidives) et à l'exécution des sanctions (en comptant le pourcentage de sanctions non exécutées ou exécutées partialement et en signalant leurs causes). On a aussi observé s'il existait un *fichier d'agresseurs* dans chaque pays.

On a aussi cherché à indiquer les pouvoirs de décision des autorités administratives/policières ou criminelles chargées et les rapports entre les pouvoirs respectifs: quant à la participation des organisations dans la médiation/réparation au niveau national et local et leurs rôles et les autorités/services engagés dans le procès décisore (en indiquant celui qui prend la décision finale) et quant aux faits qui influencent la décision de médiation (en précisant les critères nationaux applicables, afin de proposer ou non la médiation). On a cherché à fournir des informations sur les enquêtes judiciaires (procédure pénale), sur le procédé employé pour leur instruction (en expliquant comment une affaire passe à la phase judiciaire) et sur les organisations engagées dans les différentes phases et leurs rôles (en précisant celui qui prend la décision finale de l'instruction des procès) ainsi que les Tribunaux compétents pour juger les cas de violence domestique.

Ce rapport contient aussi des informations sur l'application territoriale dans chaque pays: sanctionner une infraction commise dans un territoire par un agresseur qui n'est pas son ressortissant; sanctionner un ressortissant qui commet une infraction dans un autre Etat Membre; sanctionner une infraction dont le ressortissant est victime sans égard à la nationalité de l'auteur du crime (principe de la personnalité active); sanctionner des actes blâmables dès que la détention de l'auteur du crime a lieu dans son pays (principe de la personnalité passive); fournir des informations sur: le système de compétence universelle (en présentant des combinaisons possibles); la transmission des procès; les conventions bilatérales ou multilatérales dont les Etats Membres sont signataires (en indiquant si ces conventions ont été ratifiées et si l'on en a déjà recouru et en signalant ses actions: exécution d'une commission/commission rogatoire, communication des éléments de preuve, renvoi du casier judiciaire, entre autres).

Finalement, on a tenté de fournir des informations quant au délai de prescription de l'action publique (étant donné le type d'infraction et le début du délai), aux actes et facteurs dus à l'arrêt du cours de la prescription (acte d'instruction ou d'accusation, enquête, mort, amnistie) et aux actes et faits suspensifs. On a encore vu les mesures de protection et de réparation de chaque pays et leur déroulement (y compris les mesures de conservation ou de précaution et la nature volontaire ou forcée de ce déroulement, en donnant du sens à la sanction établie - mentionner et annexer les textes applicables); l'information relative aux organisations nationales compétentes à ces affaires (en décrivant leur rôle et leur responsabilité); l'existence d'une procédure d'intervention pendant le procès pénal ou civil; la possibilité d'une intervention d'organisations d'aide aux victimes non gouvernementales en procès pénal (y compris la capacité d'instruire l'action publique) et la possibilité d'une intervention d'organisations d'aide aux victimes non gouvernementales en procès non pénal.

Dans la deuxième section (Point II) qui s'intitule ***De la situation de la violence domestique dans chaque pays du Sud de l'Europe: des données quantitatives et qualitatives pour le profil de la victime et de l'agresseur et le type d'aide apportée***, le Rapport Pénélope a cherché à fournir des informations sur les données quantitatives et qualitatives à l'égard de la victime (en indiquant le sexe, l'âge, l'état civil, le type de famille, la nationalité, le niveau scolaire, le niveau de vie, le principal moyen de subsistance/profession, le lieu du domicile, les revenus; par rapport à l'agresseur (en indiquant sa relation avec la victime, le sexe, l'âge, l'état civil, le principal moyen de subsistance/profession, les antécédents de l'accusé, les revenus, le type de victimation, les actes exercés - la typologie des crimes, le lieu du crime, la déposition de plainte - lieu où elle a été déposée, le nombre de plaintes déposées et la situation du procès) et sur le type d'aide apportée aux victimes de violence domestique (y compris un soutien/orientation en général et un soutien spécialisé juridique, psychologique, social et financier). En termes qualitatifs, on a surtout fourni des informations sur les conséquences personnelles, professionnelles et sociales subies par les victimes.

En ce qui concerne la troisième section (Point III) qui s'intitule ***Des aspects pour un profil de prévention et d'intervention gouvernementale et non gouvernementale sur le problème de violence domestique dans les pays du Sud de l'Europe***, le Rapport a fourni des informations sur l'écoute en entretien des victimes de violence domestique (en mettant l'accent sur l'existence d'un réseau national de bureaux d'aide aux victimes dans chaque pays, d'un réseau national de centres d'accueil et d'un service national d'information/aide aux victimes de violence domestique); l'existence de mesures gouvernementales et non gouvernementales d'intervention et de prévention; les campagnes d'information et de sensibilisation publique (en indiquant le type et l'impact de ces campagnes et en particulier son origine et les principaux messages transmis, la principale source de financement et le rôle joué par les médias); l'existence de mesures politiques et législatives dans un futur proche (en indiquant l'existence des plans nationaux/régionaux pour lutter contre la violence domestique et pour définir ses priorités principales); ainsi qu'élaborer des projets spécifiques d'intervention et de prévention sur la violence domestique, au niveau national, régional et/ou local.

Toutefois, le Rapport Pénélope surtout à cause des dissemblances de chaque pays, présente des différences en ce qui concerne tous les aspects qu'il prétendait mettre en place, en observant des défauts et des différences significatives dans chaque domaine. Tout de même, il fournit un ensemble de renseignements pertinents et viables pour qu'on prenne connaissance de la réalité européenne dans le Sud qui, dans le Nord, comme nous l'avons déjà vu, des structures d'intervention sont chaque fois plus développées et orientées par des politiques nationales

adéquates, en cherchant chaque fois plus à obtenir des résultats de prévention positifs et à long terme.

A la fin du Rapport, le rapporteur principal chargé des informations transmises par les autres rapporteurs a posé ses conclusions en exprimant ses réflexions sur l'avenir.

Ayant pour but de porter à la connaissance ces informations à l'Union Européenne, le Projet enverra des exemplaires du Rapport Pénélope en portugais et en anglais à un bon nombre d'institutions et aux décideurs politiques des Etats Membres. Ses résultats seront évalués par l'Institut Supérieur de Police Judiciaire et Sciences Criminelles (ISPJCC), un des partenaires du Projet.

I. Du concept de violence domestique et ses dispositions légales, réglementaires et administratives dans les pays du Sud de l'Europe

PORTUGAL ¹⁸

¹⁸ Retiré des rapports intérimaires du rapporteur portugais.

D'après le rapporteur portugais¹⁹, le concept de violence domestique qui domine au Portugal s'exprime dans la définition, désignant *«toute conduite ou omission infligeant des souffrances physiques, sexuelles, psychologiques et financières réitérées, directement ou indirectement (par des menaces, des fautes, des contraintes ou tout autre acte) sur une personne qui habite le même foyer ou qui ne l'habite pas mais qui est conjoint ou concubin, ex-conjoint ou ex-concubin, ascendant ou descendant»*. D'ailleurs, cette définition a été proposée par la Commission d'Experts pour le Rapport, étant donné qu'elle s'adapte aux dispositions du Code Pénal portugais en ce qui concerne la typologie des conduites criminelles prévues à l'article 152²⁰ (le crime de mauvais traitements et l'infraction des normes de sécurité). Dit d'une autre manière, le concept de violence domestique comprend des comportements agressifs entre les conjoints, les concubins et chez les enfants et les vieux.

Le II Plan National contre la Violence Domestique du XV^{ème} Gouvernement de la République portugaise reconnaît aussi, que la violence domestique est le type de violence qui s'exerce entre les membres d'une même famille ou qui partagent le même foyer. Hors les mauvais traitements, la violence domestique est toute violence physique, sexuelle ou psychique qui a lieu au sein de la famille et qui entraîne l'abus sexuel de femmes et d'enfants, le viol d'un des conjoints, les crimes passionnels, la mutilation sexuelle féminine et toutes autres pratiques néfastes courantes, comme l'inceste, la menace, la privation de liberté et l'exploitation sexuelle et à profits lucratifs. Le II Plan avertit que la violence domestique bien qu'elle soit exercée la plupart des fois sur des femmes, elle touche aussi de façon directe et/ou indirecte des enfants, des vieux et d'autres personnes plus vulnérables, tels que les handicapés.

Tous les textes mentionnés découlent du domaine législatif et revêtent le caractère d'une Loi (émanant de l'Assemblée de la République), d'un Décret-Loi (émanant du Gouvernement) ou d'une Résolution (émanant du Gouvernement et d'origine juridique normative douteuse). Les textes des alinéas a), b) e f) sont généraux mais ils ne sont applicables qu'au domaine de la violence domestique en particulier. Les autres diplômes ont été élaborés spécialement pour faire face au problème de la violence domestique et surtout de la violence conjugale et para-conjugale.

¹⁹ Cf. Commission d'Experts chargés de l'exécution du Plan National contre la Violence Domestique, composée d'individualités indépendantes, rendue par l'Arrêt de la Ministre pour l'Égalité, dans le XIV^{ème} Gouvernement de la République Portugaise, le 12 janvier 2000 et qui accompagne ledit Plan National, le premier qui a été approuvé au Portugal, par Résolution du Conseil de Ministres n.º 55/1999, le 15 juin.

²⁰ Cf. *«Celui qui est chargé ou qui veille, sous la responsabilité... de l'éducation... d'une personne mineure ou victime en particulier, étant donné son âge, son infirmité, sa maladie... et a) et lui infliger des mauvais traitements physiques ou psychiques et commettre des actes de barbarie sur elle;... La même peine est applicable à celui infligeant des mauvais traitements physiques ou psychiques au conjoint ou au concubin. La même peine est applicable à celui infligeant des mauvais traitements physiques ou psychiques au géniteur d'un descendant commun en premier degré»*.

Historiquement, l'expression «violence domestique», un des soucis du législateur portugais, a été introduite dans le Code Pénal depuis 1982, en raison des crimes de mauvais traitements, d'exploitation de mineurs, de subordonnés ou exercés entre les conjoints, passibles et prévus à l'article 153. En fait, l'intervention de l'Etat Portugais dans le domaine de la violence domestique repose presque uniquement sur le recours par voie pénale, à travers le jugement de certaines conduites considérées violentes. L'intervention civile a un caractère purement résiduel, soit par la rupture des liens conjugaux qui découle du divorce prononcé par le Juge et légalement acceptée depuis 1977 dans ces cas (et fondée sur la violation du droit de respect), soit par la condamnation de l'agresseur à payer une indemnisation à la victime pour torts subis. Au Portugal, la victime ne dispose d'aucun mécanisme de protection civile ressemblant les *civil protection orders* anglo-saxonnes.

Quant à la liste d'incriminations sur la violence domestique, le crime de base d'après la loi, est le crime de mauvais traitements exercé sur le conjoint ou le concubin en conditions analogues à celles des conjoints (article 152, n.º 2 du Code Pénal).

Là encore, on observe beaucoup d'autres infractions en milieu conjugal dans lesquelles les conjoints jouent les rôles de l'agresseur et de la victime. On mentionne ensuite les plus courantes:

1. Crime portant atteinte à l'intégrité physique (article 143 et suivants)²¹;
2. Homicide (article 131 et suivants);
3. Crime de coercition sexuelle/crime de viol (articles 163 et 164);
4. Crime de menace/crime de coercition (articles 153 et 154);
5. Crime de diffamation/crime d'injures (articles 180 et 181);
6. Crime de violation de la pension d'aliments (article 250).

Relativement aux infractions (surtout les infractions spécifiques), elles revêtent toutes un caractère criminel, c'est à dire elles constituent des crimes illicites d'origine pénale. Donc, en ce qui concerne le type d'entités/d'organisations qui peuvent influencer le classement des conduites dans le cadre de la violence domestique, on y trouve les autorités policières suivantes: la *Polícia de Segurança Pública*²² (PSP), la *Guarda Nacional Republicana*²³ (GNR) et la *Polícia Judiciária*²⁴ (PJ), chargées de la réception des dénonciations et/ou des plaintes dues à la pratique des faits particuliers et applicables à un autre type de crime prévu par la loi. Cette question se pose en

²¹ Tous les articles sont retirés du Code Pénal.

²² Police de Sécurité Publique.

²³ Garde Nationale Républicaine.

²⁴ Police Judiciaire.

particulier par rapport à l'application de certaines conduites adoptées: le crime d'atteinte à l'intégrité physique ou le crime de maltraitance, si l'on prend ou non en considération l'occurrence antérieure d'autres actes semblables. Le Ministère Public, responsable de l'action pénale, est chargé de requérir l'accusation et en dernier ressort de classer les faits dont il a pris connaissance au cours de la phase d'enquête et de les appliquer à un autre crime prévu par la loi. Tout de même, cela ne sera pas définitif, étant donné que le Juge au stade du jugement peut réformer le classement de ces faits (article 358 du Code de Procédure Pénale Portugais).

Les sanctions prévues pour ces crimes sont:

1. Crime de mauvais traitements exercés sur le conjoint ou le concubin ayant le statut d'un couple (article 152, n.º 2): d'un à cinq ans d'emprisonnement; de deux à huit ans d'emprisonnement, lorsque les mauvais traitements résultent des atteintes graves à l'intégrité physique et de dix ans lorsqu'ils entraînent la mort de la victime²⁵;
2. Crime portant atteinte à l'intégrité physique (article 143 et suivants): d'un à trois ans d'emprisonnement ou d'amende; de deux à dix ans d'emprisonnement dans le cas d'atteinte grave à l'intégrité physique;
3. Homicide (article 131 et suivants): de huit à seize ans d'emprisonnement; de douze à vingt cinq ans d'emprisonnement dans le cas d'homicide qualifiable;
4. Crime de coercition sexuelle/crime de viol (articles 163 et 164): d'un à huit ans et de trois à dix ans d'emprisonnement, respectivement;
5. Crime de menace/crime de coercition (articles 153 et 154): un an d'emprisonnement du moins ou cent vingt jours d'amende et trois ans d'emprisonnement ou d'amende, respectivement;
6. Crime de diffamation/crime d'injures (articles 180 et 181): six mois d'emprisonnement du moins ou deux cent quarante jours d'amende; trois mois d'emprisonnement ou d'amende de cent vingt jours, respectivement;
7. Crime de violation de la pension d'aliments (article 250): deux ans d'emprisonnement du moins jusqu'à deux cent quarante jours.

C'est au Juge qu'il incombe de déterminer les sanctions applicables aux crimes commis par le contrevenant.

²⁵ Idem.

En ce qui concerne l'élément intentionnel, le Code Pénal de 1982 prévoyait les crimes de mauvais traitements d'après la conduite méchante ou insensible de l'agresseur. Aujourd'hui, le même Code prévoit en règle générale que la conduite de l'auteur soit dolosive, c'est à dire intentionnelle, en admettant, selon les termes de la législation pénale trois grades de dol: directe, nécessaire et éventuel. D'après les termes du Code Pénal Portugais, les crimes ne sont punis qu'à titre dolosif, sauf si la loi les prévoit expressément à titre négligent. Ce n'est pas le cas dans les crimes susmentionnés. On doit s'enquérir de l'élément intentionnel en matière de procédure pénale. Les faits constitutifs varient selon le crime en question, prévu par la loi.

Donc, en ce qui concerne:

1. Le crime de mauvais traitements exercés sur le conjoint ou le concubin ayant le statut d'un couple (article 152, n.º 2): la conduite définie à cet article est la pratique de mauvais traitements physiques et psychologiques²⁶;
2. Le crime portant atteinte à l'intégrité physique (article 143 et suivants): est défini à cet article comme toute conduite selon laquelle l'auteur cause des dommages sur le corps ou sur la santé de la victime;
3. L'homicide (article 131 et suivants): est défini comme toute conduite dont il résulte la mort de la victime;
4. Le crime de coercition sexuelle/crime de viol (articles 163 et 164): constitue une contrainte de la victime toute atteinte sexuelle commise avec violence ou menace grave par l'agresseur, comme la pratique d'actes sexuels tels que l'accouplement, le coït oral ou le coït anal;
5. Le crime de menace/crime de coercition (articles 153 et 154): constitue une menace à la victime toute pratique d'atteinte à la vie, à l'intégrité physique, à la liberté de soi-même, à la liberté et à l'autodétermination sexuelle et aux biens patrimoniaux considérables, en lui causant de la peur ou l'angoisse. Dans le cas de coercition, la victime est forcée à exercer un acte en particulier ou à s'en abstenir et à supporter une activité ponctuelle, avec violence ou menace grave;
6. Le crime de diffamation/crime d'injures (articles 180 et 181): dans le premier cas, on suppose l'allégation d'un fait précis ou on exprime un jugement sur la victime, portant atteinte à sa dignité ou considération ou on reproduit publiquement ces allégations et jugements; dans le deuxième cas, on profère des expressions outrageantes ou on suppose l'allégation d'un fait imprécis, portant atteinte à la dignité ou considération de la victime;

²⁶ Idem.

7. Le crime de violation de la pension d'aliments (article 250): constitue le non-paiement de la pension d'aliments à laquelle le contrevenant est légalement obligé, mettant en danger la satisfaction des besoins essentiels de la victime elle-même, lorsqu'il est en conditions pour s'acquitter des ses obligations.

En règle générale, les conduites qu'on décrit ci-dessus traduisent les actions du contrevenant. Dans l'article 250 du Code Pénal l'omission est prévue comme un acte punissable du point de vue criminel.

La tentative d'homicide au sein d'un couple est passible dans les dispositions générales (articles 22 à 25 du Code Pénal). Il y a tentative lorsqu'il y a volonté de commettre une infraction manifestée par un commencement d'exécution, interrompu par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur. La tentative n'est punissable que dans les crimes où la peine encourue est portée à plus de trois ans d'emprisonnement²⁷. La tentative est passible de l'application et de l'atténuation de la peine conformément à l'infraction.

Dans le cas de complicité, l'article 27 du Code Pénal punit celui qui participe intentionnellement par assistance matérielle ou morale à la faute commise par autrui. Le complice encoure la même peine que celle de l'auteur, bien qu'elle soit atténuée.

Quant à la démonstration de preuve et le fardeau de la preuve, ce que se vérifie est la présomption d'innocence du prévenu jusqu'à preuve du contraire. En matière pénale, il appartient au Ministère Public et éventuellement à la partie civile de rapporter la preuve de l'infraction commise par l'auteur, ainsi que son caractère délictuel, sa culpabilité et toute autre implication qui condamne le contrevenant.

En ce qui concerne les causes d'atténuation et d'aggravation, les dispositions de l'article 71 du Code Pénal Portugais déterminent que le régime de la peine est renfermé dans les cas prévus par la loi et en fonction de la culpabilité de l'auteur et des exigences de prévention. Lorsque le Juge détermine la peine, toutes les circonstances indépendantes du crime et qui sont pour ou contre le prévenu sont dignes d'attention, notamment: le degré du fait illicite; la façon dont celui s'est produit et la gravité de ses conséquences; ainsi que la violation des droits; l'intensité du dol ou de la négligence; les sentiments exprimés par l'auteur pendant le crime et les buts ou les raisons que lui ont poussé; ses conditions de vie et sa situation financière; sa conduite antérieure et postérieure

²⁷ Peine criminelle (portant à plus de trois ans d'emprisonnement).

au crime, en particulier dans le cas de réparation et le manque de préparation pour adopter une bonne conduite, observé lors du crime et punissable à travers l'application des peines.

D'autre part, outre les cas expressément prévus par la loi, l'article 72 du même Code détermine en particulier l'atténuation de la peine par le Tribunal, lorsqu'il existe de circonstances qui se développent auparavant, ensuite ou au cours du crime et qui atténuent de façon remarquable le caractère délictuel du fait, la culpabilité de l'auteur ou l'application de la peine. On considère, entre autres, les circonstances suivantes par rapport à l'auteur: des menaces graves exercées par autrui sur la personne dont il dépend ou à qui il doit obéir; la réaction par des motifs impliquant sa dignité, par incitation de façon pressante et continue de la victime elle-même ou par provocation injuste ou offenses indues; le vif regret qu'il peut ressentir surtout en réparant ses fautes autant qu'il lui est possible et la bonne conduite qu'il maintient depuis qu'il a commis le crime.

Les sanctions prévues par le Code Pénal Portugais pour les crimes mentionnés ci-dessus sont les peines d'emprisonnement et d'astreinte, étant donné que le Tribunal doit choisir la deuxième et à condition que celle-ci atteigne les buts de la punition. En ce qui concerne le crime de mauvais traitements exercés sur le conjoint ou le concubin, le Code Pénal prévoit la peine accessoire qu'interdit le contact de l'agresseur avec la victime y compris son éloignement du lieu de domicile.

Le Code prévoit aussi un cumul de sanctions, car la peine d'emprisonnement est applicable alternativement à la peine d'astreinte. Dans le cas de la peine accessoire qu'interdit le contact de l'agresseur avec la victime et l'éloignement du lieu de domicile, elle peut cumuler une autre peine à titre principal.

Bien qu'on ne dispose pas de chiffres relativement au type de sanctions applicables aux agresseurs en général, conformément à la jurisprudence, l'expérience pratique semble admettre la tendance suivante: lorsque le crime est puni d'amende ou d'emprisonnement, le Tribunal choisit plutôt l'amende s'il s'agit d'un prévenu primaire surtout. Cette disposition est contrariée en particulier dans les cas graves. Dans le cas de récidive ou de gravité sérieuse le Tribunal choisit l'emprisonnement, bien qu'il accorde une importance particulière autant que possible à la suspension de son exécution, obligeant le condamné à adopter certaines règles de conduite. Le choix assorti de l'obligation de l'emprisonnement est effectué en dernier ressort et il n'est utilisé que dans les cas où les faits et la culpabilité de son auteur revêtent une gravité particulière.

Quant à l'exécution de sanctions, si le prévenu est condamné à une peine d'amende, il doit la purger en paiement obligatoirement. Le non-paiement volontaire après la frustration de son

recouvrement forcé, porte sur le contrevenant la conversion automatique des jours d'amende non-payés, en jours qu'il devra purger en prison (réduits à deux tiers).

En ce qui concerne la peine d'emprisonnement, le condamné pourra seulement reculer devant son obligation dès qu'il s'enfuit des autorités policières. A tout moment, il pourra être découvert et obligé à purger sa peine lorsqu'elle n'est pas prescrite.

Enfin, quant à la peine accessoire d'interdiction du contact de l'agresseur avec la victime et l'éloignement du lieu de domicile, il semble que la seule conséquence dont résulte sa défaillance est le crime par désobéissance, qui pourra amener le contrevenant à s'assujettir à une nouvelle procédure pénale par une telle faute.

Il n'existe aucun fichier d'agresseurs en particulier au Portugal.

Quant à la participation d'organisations en médiation/réparation aux niveaux national et local et leurs rôles, le législateur portugais n'a pas encore envisagé la possibilité de recourir à ce mécanisme.

Relativement à l'opportunité ou légalité du procès, l'Institut de Suspension Provisoire du Procès prévu par l'article 281 du Code de Procédure Pénale Portugais, représente l'adhésion dans notre juridiction du principe d'opportunité, nonobstant la prépondérance du principe de légalité parmi nous. Les solutions d'opportunité mitigées par le système procédurale portugais et par la Suspension Provisoire du Procès *maxime*, présente des avantages du point de vue politique-criminel, surtout en ce qui concerne les intérêts de la victime, de l'Etat et du délinquant en général et les cas de violence conjugale en particulier.

La Suspension Provisoire du Procès ne pourra être déterminée que par le Ministère Public, sauf si l'on vérifie certaines implications et à condition que:

- Le crime soit puni d'une peine d'emprisonnement portée jusqu'à cinq ans (ou d'une sanction différente);
- Le prévenu et la partie civile donnent leur accord à la suspension;
- L'accusé n'ait pas d'antécédents;
- Le degré de sa culpabilité soit minimal;

- Les injonctions et les règles de conduite auxquelles il est obligé soient suffisantes devant les exigences de prévention dont il est question.

Le choix de cette solution ressort de l'arbitrage du Ministère Public qui peut décider ou non, d'après ses implications, la suspension provisoire du procès dont dépendra la décision du Juge d'Instruction. Tout cela déroulera comme si le Ministère Public n'avait pas décidé de suspendre le procès, devant celui être mené à bon terme.

Lorsque le crime de mauvais traitements exercés sur le conjoint est en question, la victime peut prendre l'initiative de requérir la suspension provisoire du procès, à condition que *«le prévenu n'encoure pas une peine ressemblant une infraction de la même nature»*, une hypothèse qui ne se vérifie pas dans d'autres types de crimes. Etant donné que la suspension provisoire du procès n'est pas soumise à un registre, on se pose le problème de savoir comment faire son contrôle.

Le jugement un peu ambigu de l'image de la suspension provisoire du procès sous demande de la victime est encore critiquable, surtout en ce qui concerne l'expression *«en tenant compte de sa situation en particulier»* (celle de la victime). Quelle sera la situation de la victime qui justifie la décision de cette suspension, lorsqu'on a déjà présenté sa requête?

Nonobstant la confiance qu'on peut avoir dans cet institut, on rencontre beaucoup d'obstacles du point de vue théorique et du point de vue pratique, l'impact que la suspension provisoire du procès a eu depuis sa création par le Code de Procédure Pénale de 1987 jusqu'à nos jours. Entre 1989 et 1995 ces suspensions touchaient presque 1% des griefs d'accusation; de 1996 à 1998 elles touchaient 0,30% du nombre total d'enquêtes closes par année; en 2000 on a prononcé la suspension provisoire de 1861 procès seulement. Ces chiffres sont dus, entre autres facteurs, à la nécessité d'un accord entre les divers individus engagés dans les procès et aussi au manque de sensibilisation de la part des Magistrats sur cette question. La victime elle-même, outre la faculté dont dispose le Ministère Public, peut de sa propre initiative demander la suspension provisoire, ce qui est un grand pas dans la recherche des solutions amiables entre les parties en conflit.

Relativement aux autorités à qui incombent l'application des sanctions (y compris les voies de recours et la nature des recours) c'est au Juge de l'application des peines qui appartient l'exécution des décisions pénales. Selon la législation en vigueur, le recours en cassation pourra être demandé par: le Ministère Public qui intervient dans l'intérêt du prévenu et dans toute sorte de décisions; le prévenu et la partie civile soumis à la décision judiciaire; les parties civiles et ceux qui sont condamnés à la réparation de sommes dues ou qui veulent défendre leurs droits en raison d'une décision injuste. Après la décision du Tribunal *singulier*, on pourra d'habitude former un pourvoi devant la Cour d'Appel compétente territorialement. Si la décision est prononcée par le Tribunal *collectif*, on pourra se pourvoir devant la Haute Cour de Justice, à condition qu'on vise

uniquement une nouvelle évaluation de la question de droit. Les Cours d'Appel ont une connaissance de la question de fait et de droit et la Haute Cour n'a que une connaissance de la question de droit. Les sentences condamnatoires ont généralement des effets suspensifs.

Au Portugal, en ce qui concerne les enquêtes judiciaires, la procédure pénale comprend trois stades dont deux sont obligatoires et l'autre facultatif: la poursuite, l'instruction et le jugement. Le stade facultatif est le stade intermédiaire désignant l'instruction. Le Ministère Public a pour mission de veiller à la poursuite et le Juge est chargé d'instruire et de juger les affaires.

Dès la survenance d'un crime, la procédure pénale se déroule à partir d'une des deux voies suivantes: de déposition de plainte par le titulaire d'un bien dans le cas des crimes semi-publics ou de dénonciation du crime par toute personne ou entité dans le cas des crimes publics. La dénonciation est obligatoire pour les entités policières et pour les fonctionnaires (conformément à l'article 386 du Code Pénal). Ces derniers doivent se prononcer quant aux crimes dont ils ont connaissance dans l'exercice et en raison de leurs fonctions.

La poursuite comprend toutes les démarches visant à l'investigation d'un crime, des auteurs et leur culpabilité et permettent de découvrir et d'établir les preuves qui seront portées devant l'accusation. La poursuite est menée par le Ministère Public, bien que la pratique de certains actes ait besoin de l'intervention et de la présidence d'un Magistrat judiciaire quand même - le Juge d'Instruction. Toutefois, lorsque la poursuite est terminée, il appartient au Parquet de soutenir l'accusation ou non. Cette autorité est compétente pour requérir l'accusation ou le classement sans suite d'une affaire, au cas où elle aurait des preuves suffisantes ou non de l'acte commis par le contrevenant.

L'instruction se déroule devant le Juge d'Instruction et avec la participation des organes de la Police Judiciaire. Elle vise confirmer judiciairement la décision d'accusation ou de classement sans suite du dossier soumis ou non au jugement. Elle a aussi un caractère facultatif.

C'est le Juge qui préside au jugement. A la fin de ce stade une sentence d'acquit ou de condamnation (ou un arrêt) est rendue par le Juge qui en principe met un terme à l'affaire.

En règle générale, le Tribunal matériellement compétent est le Tribunal de *compétence générique* à qui incombe de préparer et de juger les affaires qui dépassent le pouvoir d'un autre Tribunal, d'après l'article 77, n.º 1, alinéa a) du Code d'Organisation Judiciaire (loi n.º 3/1999 du 13 janvier), mais qui ne portent pas préjudice aux Tribunaux de compétence civile, criminelle et

spécifique. Dans des cas de divorce et de séparation de corps seulement, le Tribunal compétent est le Tribunal de compétence spécifique: le Tribunal aux affaires familiales. Cependant, nous devrions envisager dans notre juridiction la création de Tribunaux spécialisés capables de juger les affaires de violence familiale ou du moins, insérer dans les Tribunaux aux affaires familiales l'action pénale et civile, lorsqu'elles résultent d'une situation de violence domestique.

Le fait que les Magistrats sont peu sensibilisés au problème de la violence familiale, ainsi qu'ils ont une formation insuffisante dans ce domaine, est en effet la critique la plus courante faite à l'intervention judiciaire. On rencontre encore beaucoup d'obstacles techniques et logistiques: les personnes impliquées dans ce type d'affaires (les victimes en particulier) ont des besoins spécifiques surtout au niveau de soutien et d'assistance psychologique, ainsi que la nécessité de ne pas s'exposer en public et de voir le succès de leurs démarches.

Selon le Code Pénal, la loi pénale portugaise à laquelle est attaché le principe de la territorialité²⁸ est applicable aux faits commis dans le territoire national, quelle que soit la nationalité de l'auteur.

Le système juridique-pénal portugais est consacré dans le principe de nationalité active.

Cela veut dire que toute infraction commise par un auteur de nationalité portugaise hors du territoire national est punie d'après notre système juridique, à condition que:

- Le contrevenant soit portugais;
- Le fait soit punissable aussi par la législation pénale du pays où il a été commis;
- Le contrevenant soit arrêté au Portugal;
- Le crime permette l'extradition et elle soit refusée par une raison quelconque.

Le système juridique-pénal portugais est aussi consacré dans le principe de nationalité passive. Cela veut dire que tout acte exercé sur une victime de nationalité portugaise hors du territoire national est puni d'après notre système juridique, à condition que:

- La victime soit portugaise;
- Le fait soit aussi punissable par la législation pénale du pays où il a été commis;
- Le contrevenant soit arrêté au Portugal;

²⁸ «*Locus regit actum*» (le lieu détermine l'acte). Expression latine couramment employée dans le langage juridique et qui est son synonyme.

- Le crime permette l'extradition et elle soit refusée par une raison quelconque.

La loi pénale portugaise n'est pas immédiatement applicable aux contrevenants détenus au Portugal. Cela impliquera deux choses: on remet en question soit le principe de la territorialité, soit tout autre principe subsidiaire de la loi pénale portugaise applicable aux faits qui ne sont pas commis dans le territoire national.

La loi portugaise n'est applicable qu'aux faits commis hors du territoire national en raison des principes suivants: de la protection d'intérêts nationaux importants, de l'universalité de la défense du bien juridique et de la nationalité active et passive.

Les cas de violence conjugale ne sont pas prévus à ces principes.

Relativement au délai de prescription il suit celui de la prescription pénale en général:

- a) Des crimes passibles d'une peine d'emprisonnement supérieure à dix ans - quinze ans;
- b) Des crimes passibles d'une peine d'emprisonnement égale ou supérieure à cinq ans et inférieure à dix ans - dix ans;
- c) Des crimes passibles d'une peine d'emprisonnement égale ou supérieure à un an²⁹ et inférieure à cinq ans - cinq ans;
- d) Deux ans dans les autres cas.

Le délai de prescription court à partir de la date du crime. Le délai de prescription pénale court aussi à partir de la date du crime. Le délai de prescription ne commence à courir qu'à partir de:

- a) La date où la consommation des infractions instantanées cesse;
- b) La date où s'est produite la dernière action dans des infractions continues et habituelles;
- c) La date où s'est produite la dernière action dans des infractions tentées³⁰.

Dans le cas de complicité, on accorde une attention particulière au fait de l'auteur. Lorsqu'on n'est pas sûr du résultat d'un crime, le délai de prescription ne court qu'à partir de la date où ce résultat se vérifie.

La prescription pénale est interrompue par:

²⁹ Peine correctionnelle (portant à moins de deux ans d'emprisonnement).

³⁰ Sans être consommées.

- La constitution de la partie opposante;
- L'assignation de la partie poursuivante ou l'assignation du jugement d'instruction traduisant le prévenu;
- L'assignation visant à l'application d'une sanction dans la procédure sommaire;
- Le procès par contumace;
- L'arrêt désignant la date de l'audience en absence du prévenu.

Après chaque interruption, un nouveau délai de prescription commence à courir. La prescription pénale a lieu, lorsque le délai de prescription court dans le laps de temps normal et s'éteint jusqu'à moitié. En application des dispositions spéciales, lorsque le délai de prescription est inférieur à deux ans, le délai de prescription double.

Outre les cas prévus légalement par la loi, la prescription pénale s'interrompt lorsque:

- On ne peut pas commencer ou donner suite à la procédure pénale, faute d'une autorisation légale ou d'une sentence prononcée par un Tribunal dont la compétence n'est pas pénale;
- On renvoie à un Tribunal dont la compétence n'est pas pénale une demande portant dommage;
- La procédure pénale dépend de l'assignation de la partie poursuivante, de l'assignation du jugement d'instruction du prévenu ou de la requête pour ordonner une sanction en procédure sommaire;
- Le procès en contumace entre en vigueur;
- On ne peut pas citer le prévenu de la sentence en raison de sa non-comparution au jugement;
- Le délinquant purge sa peine à l'étranger.

La prescription court une autre fois à partir de la date où cesse la suspension.

En ce qui concerne les procédures de protection et de réparation au Portugal, il n'existe aucun type de procès applicable aux cas de violence domestique en particulier. La possibilité de protection et de réparation en faveur de la victime apparaît dans les circonstances d'une procédure pénale: d'abord par voie d'une mesure de coercition exercée sur le prévenu et ayant pour but la protection, qui à ce moment-là, revêt un caractère provisoire et ensuite par une condamnation éventuelle du contrevenant d'une peine accessoire, qui l'éloigne de la victime ou par l'application d'une peine d'emprisonnement qui l'oblige à adopter certaines règles de conduite fixées par la loi

et qui est soumise au paiement de la réparation du préjudice causé à la victime et à l'éloignement de son lieu de domicile.

Finalement, au cas où la victime aurait besoin et les conditions requises seraient satisfaites, elle pourra être accueillie dans un centre d'hébergement d'après les dispositions prévues au Décret-Loi n.º 323/2000 du 19 décembre.

En ce qui concerne la réparation, elle apparaît en règle générale dans les circonstances d'une procédure pénale.

Le principe d'adhésion en vigueur entre nous, signifie que le fait criminel entraîne la responsabilité civile et que la demande d'indemnisation doit être requise sur l'action pénale elle-même. D'autre part, la victime peut demander une réparation civile en raison du préjudice subi, prévue à la loi n.º 129/1999 du 20 août qui adopte le régime d'indemnisation anticipée versée par l'Etat, en faveur des victimes de violence conjugale. Les conjoints victimes de mauvais traitements en sont les bénéficiaires.

Pour allouer une indemnisation trois conditions s'imposent: des personnes qui ont été victimes de mauvais traitements exercés par le conjoint passible par l'article 152, n.º 2 du Code Pénal, des personnes démunies financièrement et que l'indemnisation soit vraiment vérifiée. La victime elle-même, les associations d'aide aux victimes par leur demande ou en leur représentation et le Ministère Public pourront obtenir l'indemnisation anticipée. Le Juge décide en équité l'indemnisation anticipée ou non ainsi que la somme fixée. L'Etat ne peut pas verser à la victime de violence conjugale un montant supérieur au salaire minimum interprofessionnel garanti (S.M.I.G.), pendant trois mois et dont le délai de prorogation est le même et, pendant six mois dans les cas exceptionnels où les victimes sont totalement dépourvues.

L'indemnisation anticipée en faveur des victimes de violence conjugale relève de la compétence du Garde des Sceaux d'après la loi n.º 129/1999.

Outre la nature publique ou semi-publique d'un crime, le système portugais de procédure pénale admet que la personne offensée, jouissant des mesures pénales protectrices de ses intérêts, puisse se constituer partie civile et en même temps collaborer avec le Ministère Public. En ce qui concerne les crimes de mauvais traitements et ceux dont le conjoint est protégé par la loi, il pourra se constituer partie civile conforme à la loi de procédure pénale compte tenu du pouvoir qui lui est conféré. D'autre part, la personne offensée pourra demander là encore l'action de partie civile en réparation du dommage subi et dans l'intérêt de la protection de ses droits.

Le paragraphe vingt-quatre du Rapport n.º A4-0250/97 - *Rapport sur la nécessité d'une campagne européenne de tolérance zéro à l'égard de la violence contre les femmes* du Parlement européen révèle: «On appelle les Etats Membres à faire intervenir les associations des femmes et des

organismes institutionnels en faveur des victimes auprès des Tribunaux, dans les cas plus graves et lorsqu'elles ne se sentent pas capables d'agir».

Depuis que la loi n.º 61/1991 du 13 août est entrée en vigueur, cette question était résolue du point de vue de la non-admissibilité sur ce type d'intervention. L'article 12 de ce diplôme assure aux associations d'aide et de défense des droits des femmes, à les représenter au procès pénal dans le cadre d'une constitution de partie civile, à travers une déclaration les autorisant pour cet effet, lorsqu'il est en question: des crimes sexuels, des mauvais traitements, l'enlèvement, la séquestration ou des offenses corporelles. Le I Plan National contre la Violence Domestique allait plus loin en assurant aux associations la constitution de partie civile: *«sauf si la victime ou la personne chargée légalement de la représenter s'oppose»*. Il n'existe aucune législation dans ce domaine.

Au titre de la loi n.º 61/1991, les associations des femmes agissant en représentation des victimes, peuvent requérir la demande d'indemnisation conformément les dispositions prévues à la législation. Là encore, elles peuvent requérir l'indemnisation anticipée versée par l'Etat, lorsque le conjoint victime n'a pas de conditions physiques et/ou psychiques pour intervenir dans le procès ou actionner lui-même les mécanismes de justice dont il dispose visant à l'indemnisation.

Toutefois, il semble que le législateur a conféré ce droit pas seulement aux associations des femmes, mais aussi aux associations d'aide aux victimes d'une manière générale. Cela est stipulé au titre de la loi n.º 129/1999 du 20 août qui adopte le régime d'indemnisation anticipée par l'Etat en faveur des victimes de violence conjugale. D'après l'article 3, alinéa b) de la même loi, on assure aux associations d'aide aux victimes (et pas non plus aux associations des femmes) le droit pour demander l'indemnisation anticipée en représentation de la victime.

ESPAGNE³¹

Les rapporteuses espagnoles ont expliqué que le concept de violence domestique en Espagne est lié nécessairement et d'une façon structurale au concept de violence de genre. Il englobe le concept de la violence exercée en général sur les femmes dans la société, parce qu'elles sont des femmes tout simplement. L'origine de la violence de genre découle du pouvoir, de l'obéissance et de la domination de l'homme sur une personne (épouse ou concubine maritale) qu'il considère sa propriété. Elles ont encore signalé que ce concept de violence domestique s'est fortement répandu dans l'Espagne touchant tous les membres d'une famille comme par exemple les enfants, les parents, les grands-parents etc.. Les rapporteuses ont mis en lumière le concept de violence domestique dans leurs rapports préliminaires, concernant seulement les femmes qui vivent en couple et qui suivent les idées des mouvements féministes en Espagne. De ce fait, elles ont entendu qu'il serait important de définir la violence de genre pour expliquer celui de la violence domestique. Donc, la définition de l'article premier de la Déclaration sur l'Élimination de la Violence à l'égard des Femmes (Résolution 48/104 de l'Assemblée Générale du 20 décembre 1993) dit que l'expression «violence à l'égard des femmes» désigne: *«Tous actes de violence dirigés contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée»*. Dans ce contexte, les rapporteuses ont souligné que la violence domestique revêt différentes formes ou typologies telles que: la mort, les agressions physiques, psychologiques et sexuelles, la *maltraitance financière*, la contrainte, la menace, l'humiliation, les injures, entre autres.

Donc, en considérant les dispositions du système juridique et pénal, toutes les formes et typologies de ces actes violents prévues par le Code Pénal sont:

³¹ Retiré des rapports préliminaires des rapporteuses espagnoles.

- a) La maltraitance psychique et physique. Elle appartient à la typologie du délit de lésion, des mauvais traitements et leurs *fautes*³² corrélatives;
- b) La maltraitance psychique. Elle appartient aux délits contre l'intégrité morale, les injures, la menace, la contrainte et leurs *fautes* corrélatives;
- c) Les agressions sexuelles. Elles appartiennent aux délits contre la liberté sexuelle;
- d) La maltraitance financière. Elle appartient aux délits d'abandon de famille et du non-paiement des pensions. Dans ce cas il n'existe pas de *fautes* corrélatives.

Les rapporteuses nous ont averti que pour comprendre ces catégories, il fallait distinguer les *délits* et les *fautes* conformément à la classification retenue par le Code Pénal Espagnol. Etant donné que cette distinction suppose pour quelques délits (dont la peine est plus sévère que dans les fautes) une peine maximale portant vingt-cinq ans d'emprisonnement, les fautes peuvent aller jusqu'à six fins de semaines. D'autre part, les fautes ne supposent pas des antécédents pénaux contrairement aux délits. Les Juges sont censés appliquer une aggravante de récidive avec ses conséquences, du fait que la réitération d'une conduite suppose une peine aggravée. A la date du 30 septembre 2003, il fallait distinguer ces deux types d'infractions portant sur les pratiques illicites de la violence domestique.

Maintenant, avec la réforme de divers articles du Code Pénal introduite en vertu de la Loi Organique n.º 11/2003 du 29 septembre, qui adopte des mesures précises en matière de sécurité, de violence domestique et d'insertion des étrangers dans la société, a fait dans la typologie des conduites sur les mauvais traitements physiques et psychologiques les altérations suivantes:

- a) Jusqu'à cette réforme les conduites considérées comme fautes de lésions dans le cadre de la violence domestique ont été qualifiées de délit;
- b) Le délit de mauvais traitements répétés ou réitérés a augmenté l'éventail de victimes possibles, qui interdit les agresseurs du permis de port d'arme et incombe le Juge ou le Tribunal de déterminer l'interdiction de l'autorité parentale, la tutelle, la curatelle, la garde ou l'accueil.

Les mauvais traitements physiques et psychiques appartiennent donc aux délits contre la vie proprement dit. L'homicide poussé à une situation extrême dans les cas de violence domestique, est le premier délit mentionné par les rapporteuses. L'article 138 établit que «*Celui qui tue autrui*

³² Le terme espagnol «*faltas*» peut être traduit en français par des «délits mineurs».

sera puni d'une peine d'emprisonnement de dix à quinze ans, comme coupable puni et coupable d'homicide». La forme plus grave d'homicide est l'assassinat, prévu aux articles 139 et 140 du Code Pénal dont les circonstances aggravent la peine: «Sera puni d'une peine d'emprisonnement de quinze à vingt ans, comme coupable d'assassinat, celui qui tue autrui dans les circonstances suivantes: par trahison, par paiement, récompense ou promesse; par méchanceté augmentant la souffrance de la personne offensée de façon délibérée et inhumaine. Lorsque l'assassinat se reproduit davantage dans ces circonstances, on appliquera une peine d'emprisonnement de vingt à vingt-cinq ans».

Quant au délit de lésion auquel appartient la maltraitance psychique et physique, l'article 147 du Code Pénal Espagnol établit que: *«Celui qui, par quelque moyen ou procédé que ce soit, aura causé à autrui une lésion qui porte atteinte à son intégrité corporelle ou à sa santé physique ou mentale, sera puni, comme coupable du délit de lésion, d'une peine d'emprisonnement de six mois à trois ans, dès lors que la lésion requiert objectivement pour sa guérison, outre une première assistance sanitaire, un traitement médical ou chirurgical. La simple surveillance ou le suivi par un professionnel de la santé de l'évolution de la lésion ne sera pas considéré comme traitement médical. Sera puni de la même peine celui qui dans un délai d'un an a commis par quatre fois l'acte décrit dans l'article 617 de ce Code. Cependant, le fait décrit dans l'alinéa précédent sera puni d'une peine d'arrêt de trois à six mois ou d'une amende de six à douze mois, quand il sera de gravité mineure, compte tenu du moyen employé ou le résultat obtenu».*

Les éléments constitutifs du délit de lésion configurent les aspects suivants:

- Une lésion subie par la personne (on entend par lésion un dommage de l'intégrité corporelle ou de la santé physique ou mentale);
- Une assistance sanitaire ou un traitement médical ou chirurgical (ce traitement consiste en un système ou procédé de guérison);
- Le caractère habituel des lésions considérées légères en se manifestant par quatre fois au cours d'une année (au cas où un traitement médical ou chirurgical ne serait pas nécessaire et au cas où une incapacité de l'intégrité corporelle ou de la santé physique ou mentale ne serait pas produite);
- Des lésions légères compte tenu du moyen employé ou le résultat obtenu.

L'article 148 du même texte légal établit une circonstance aggravante compte tenu du risque produit, par exemple l'utilisation d'armes et la minorité de la victime. Les articles 149 et 150 font référence aux lésions causant l'infirmité ou la perte d'un organe.

Les rapporteuses ont aussi fait référence à la catégorie du délit de mauvais traitement physique et psychologique et de menace. La réforme du 29 septembre 2003 a introduit dans le Code Pénal Espagnol une nouvelle rédaction de l'article 153 qui établit la conversion des fautes de mauvais traitements en délit compte tenue de: la peine aggravée, le rapport de la maltraitance physique, psychologique et psychique, les menaces lorsqu'elles sont produites par le même auteur, conjoint ou ex-conjoint ou les personnes en situations semblables. Le texte dispose que: *«Celui qui, par quelque moyen ou procédé que ce soit, aura causé à autrui un dommage psychique ou une lésion non définis comme délit dans ce Code; ou qui aura frappé ou maltraité physiquement une personne sans lui causer aucune blessure; ou exercer des menaces légères sur autrui à l'aide d'armes ou d'objets dangereux, lorsque la victime est son conjoint, son ex-conjoint, son concubin ou ex-concubin conformément à l'article 173.2, sera puni d'une peine d'emprisonnement de trois mois à un an ou d'une activité dans l'intérêt de la communauté de trente et un à quatre-vingts jours et dans d'autres cas, d'un an à trois ans pour le permis de port d'arme, lorsque le Juge ou le Tribunal décident en faveur du mineur ou de l'incapable, de prononcer l'inhibition de l'autorité parentale, la tutelle, la curatelle, la garde ou l'accueil. Le Juge infligera une peine aggravée, lorsque le délit se produit en présence des mineurs, à l'aide d'une arme, dans le lieu du domicile commun ou de la victime ou lorsqu'une peine, une mesure de conservation ou de précaution de la même nature prévues à l'article 48 de ce Code ne sont pas respectées».*

D'après cette rédaction on conclut que:

- a) Le délit de maltraitance ne requiert pas de lésion, il suffit qu'il se produit à l'aide de la violence physique, psychique ou par menace;
- b) Le délit ne requiert pas le caractère habituel ou la répétition des conduites;
- c) L'application des peines prévues dans le Code Pénal stipule comme des peines accessoires de caractère général, l'inhibition du permis de port d'arme et l'inhibition de l'autorité parentale, de la tutelle, de la curatelle, de la garde ou de l'accueil.

Selon les rapporteuses, cette dernière peine qui est facultative pour le Juge ou le Tribunal, a été réclamée pendant plusieurs années par le mouvement féministe espagnol, à travers leurs organisations des femmes non gouvernementales.

Les rapporteuses ont révélé que l'article 617 du Code Pénal Espagnol prévoit la faute de lésion et de maltraitance. La réforme pénale du 30 septembre 2003 dernier, a supprimé la faute de maltraitance et a introduit une altération dans les articles 147.1 et 147.2 du Code Pénal sur la faute de lésion, qui prévoit la conversion automatique de la répétition de quatre fautes pendant un an en délit de lésion.

Toutefois, les rapporteuses ont averti qu'on aura de grandes difficultés à les appliquer, vu que les femmes auront du mal à prouver qu'elles étaient des victimes durant ces quatre fois au cours d'un an.

Quant à la faute de lésion le premier paragraphe de l'article établit que: *«Celui qui, par quelque moyen ou procédé que ce soit, aura causé à autrui une lésion non définie comme délit dans ce Code, sera puni d'une peine d'emprisonnement de trois à six fins de semaines ou d'amende d'un ou deux mois»*. La faute de lésion ainsi que le délit requièrent une infirmité physique ou psychique, mais la différence du délit ne requiert pas un traitement médical ou chirurgical du dommage subi. Les rapporteuses ont signalé qu'en général il s'agit de coups de pieds, de bousculades et d'autres actes similaires.

La différence entre *délit* et *faute* est que le premier requiert un caractère habituel et le deuxième ne le requiert pas.

La faute de maltraitance était prévue au deuxième paragraphe de l'article 617. Depuis la réforme pénale elle figure comme le délit de maltraitance avec peine aggravée, prévu à l'article 153 du Code Pénal.

Les rapporteuses nous ont révélé que depuis que l'article 173 du Code Pénal de 1995 a été introduit, visant au préjudice de l'intégrité morale, la réforme pénale du 29 septembre 2003 dernier a ajouté la violence physique et psychique comme caractère habituel, sous la catégorie de délit contre l'intégrité physique et morale au deuxième paragraphe du même article.

L'article 173.1 stipule que: *«L'individu qui inflige à une personne un traitement indigne méprisant sérieusement son intégrité morale, sera puni d'une peine d'emprisonnement de six mois à deux ans»*. Au deuxième paragraphe de cet article, l'ancien délit de maltraitance habituelle a été modifié et prévu dans l'article 153, introduit par la réforme du Code Pénal de 1989 d'après la Loi Organique n.º 3/1989 du 21 juin. Dès lors, ce délit maintient quelques modifications prévues dans l'article 153 du Code Pénal dans le but de faire face *«à la protection insuffisante des membres du*

milieu familial les plus faibles physiquement envers les conduites systématiquement agressives des autres membres».

Depuis la dernière réforme du Code Pénal une nouvelle modification de cette catégorie pénale s'est produite. Maintenant, il s'agit de l'article 173.2 qui fait partie du Titre VII - Des tortures et d'autres délits contre l'intégrité morale. Les rapporteuses ont signalé que cela est le résultat de la persévérance des organisations des femmes espagnoles dans le changement.

Dans l'ensemble, l'article 173.2 dispose que: *«Celui qui se livre de façon habituelle à des actes de violence physique sur qui que ce soit, sur son conjoint, concubin ou ex-concubin ou sur des ascendants, descendants ou sur des frères germains, adoptifs ou demi-frères ou sur des mineurs ou incapables qui habitent le même foyer et qui sont confiés à l'autorité parentale, à la tutelle, à la curatelle, à l'accueil ou à la garde du conjoint ou du concubin ou sur une personne vivant sous le même toit et qui a besoin d'être protégée, ainsi que sur des personnes qui par vulnérabilité spéciale sont confiées à la garde des centres publics ou privés, sera puni d'une peine d'emprisonnement de six mois à trois ans, de l'inhibition du port d'arme de deux à cinq ans et en particulier, lorsque le Juge prononce dans l'intérêt du mineur ou de l'incapable, l'inhibition de l'autorité parentale, la tutelle, la curatelle, la garde ou l'accueil d'un an à cinq ans, sans préjudice des peines correspondantes aux délits ou aux fautes dont résultent les actes de violence physique ou psychique. Le Juge imposera une peine aggravée lorsqu'un de ces actes se produit en présence des mineurs, à l'aide d'une arme ou dans le lieu du domicile commun ou dans le domicile de la victime ou lorsqu'une peine, une mesure de conservation ou de précaution de la même nature prévues à l'article 48 de ce Code ne sont pas respectées».*

Ce précepte est caractérisé par un délit précis et spécifique qui touche les rapports familiaux. Son élément essentiel vise la répétition des actes de violence physique ou psychique, indépendamment du fait matériel qui le constitue selon le cas. Par conséquent, le délit de lésion et les autres types de délit concourent au même but et en fonction du fait matériel qui constitue les actes.

Cette nouvelle disposition prévoit spécifiquement et conformément à l'article 153 antérieur le concept d'habituel: *«L'appréciation du caractère habituel des actes de violence figurant au dernier paragraphe repose sur leur nombre et sur leur fréquence, sans qu'il soit tenu compte de la multiplicité des victimes et de l'existence de procédures judiciaires antérieures».*

D'autre part, la catégorie déjà prévue des personnes actives du délit se maintient: le concubin et l'ex-concubin. La nouvelle réforme introduit à la fois une autre catégorie de personnes actives: les personnes qui entretiennent des rapports amoureux, par exemple.

En résumé, les rapporteuses ont signalé les modifications introduites dans cette réforme:

- a) Les nouvelles catégories des personnes passives du délit: «... *tout autre personne vivant sous le même toit et qui a besoin d'être protégée*»;
- b) Les peines expressément prévues quant à: «... *l'inhibition de l'autorité parentale, la tutelle, la curatelle, la garde ou l'accueil et l'inhibition du port d'arme*»;
- c) La peine aggravée lorsque: «... *les actes se produisent en présence des mineurs, à l'aide d'une arme ou dans le lieu du domicile commun ou dans le domicile de la victime ou lorsqu'une peine, une mesure de conservation ou de précaution de la même nature prévues à l'article 48 du Code Pénal ne sont pas respectées*».

D'après les rapporteuses cette réforme est très importante, surtout parce qu'elle prévoit des peines aggravées selon les circonstances prévues et parce qu'elle est le résultat d'une réclamation historique de la part du mouvement féministe espagnol.

Les rapporteuses ont aussi fait référence aux infractions pénales comprenant les mauvais traitements psychiques dans le cadre de la violence domestique.

Alors, les délits d'injure, de menace et de contrainte prévus dans le Code Pénal Espagnol aux chapitres VI et XI sont qualifiés de délits contre la dignité et la liberté. L'article 208 définit le délit d'injure par: «... *tout acte ou expression causant des dommages à la dignité d'autrui en méprisant sa réputation et portant atteinte à l'estime de soi-même*».

Le délit ne sera qualifié que par la nature, les effets et les circonstances de ses actions considérées graves du point de vue du concept public.

Les rapporteuses ont souligné l'importance de l'article 215 du Code Pénal Espagnol, selon lequel une plainte est formée par la personne offensée ou par son représentant légal. L'article 169 définit le délit de menace par: «*Celui qui menace autrui lui causant et à sa famille ou à toute autre personne à laquelle il est lié intimement, des dommages qui constituent des délits d'homicide, des lésions, d'avortement, d'actes contre la liberté, de la torture, des actes contre l'intégrité morale, la liberté sexuelle, l'intimité, la dignité, le patrimoine et le pouvoir socioéconomique*».

La sanction est appliquée lorsque la menace est faite avec l'ordre de remplir une condition ou non.

L'article 172 stipule que le délit de contrainte est commis par la conduite suivante: «*Celui n'étant pas légitimement autorisé, empêche autrui de façon violente à faire ce que la Loi n'interdit pas ou l'oblige à faire ce qu'il ne veut pas, que ce soit juste ou injuste*». Les contraintes sont également une atteinte contre la liberté à partir du moment où la violence est exercée: si l'on empêche autrui

de façon violente à faire ce que la Loi n'interdit pas; si l'on oblige qui que ce soit à faire ce qu'il ne veut pas, que ce soit juste ou injuste; si l'on recourt à la violence physique et psychique quand même.

L'article 620 prévoit les infractions relatives à ces délits dans les cas de menace, d'injure, de contrainte ou d'humiliation ayant un caractère léger. Par conséquent, le délit s'établit en fonction de l'intensité ou de la gravité de l'acte, en admettant que la liberté et la tranquillité de la personne ne soient pas touchées.

Relativement à cet article, les rapporteuses ont attiré notre attention sur la modification récente introduite par la Loi Organique n.º 14/1999 du 9 juin, en vertu de laquelle le dernier paragraphe a été remplacé par un autre dont les dispositions sont les suivantes: *«(...) Lorsque la personne offensée est une des personnes mentionnées à l'article 153, elle sera punie d'une peine d'emprisonnement de deux à quatre fins de semaine ou d'amende de dix à vingt jours, compte tenu de la répercussion que la peine imposée peut avoir sur la victime elle-même ou sur le revenu. Dans ces cas la plainte mentionnée au paragraphe précédent de cet article ne sera pas exigée, sauf s'il y a des injures».*

D'après les dispositions antérieures, il faut remarquer bel et bien que l'exigence de plainte de la part de la victime ait disparu, sauf dans le cas des injures. Cela envisage la possibilité de déposition de plainte par quelqu'un qui a pris connaissance des faits.

En conséquence et en ce qui concerne les catégories pénales mentionnées, soit les délits soit les infractions sont d'une importance capitale, à condition qu'au dépôt de la plainte:

- La victime traduise expressément des mots, des expressions, des phrases qui lui ont été dirigés, dans le but de déterminer la peine à appliquer ainsi que l'intensité ou la gravité de l'infraction;
- On constate qu'une arme, un instrument ou tout autre objet similaire a été utilisé au moment du délit;
- On constate aussi que l'agresseur possède une arme, ayant donc son permis de port d'arme, dont il peut l'utiliser contre la victime dans des circonstances futures. En effet, toute personne au courant des menaces et des contraintes laissant supposer l'existence d'une infraction peut les dénoncer, en supposant que la plainte de la victime ne soit pas nécessaire dans ce cas.

Les rapporteuses ont aussi fait référence aux conduites qui visent les mauvais traitements sexuels. Quant aux délits contre la liberté sexuelle, on a prétendu la mise en rapport entre les bénéfices pénaux et le bien juridique protégé par le législateur, vu l'importance de la décence de la femme comme l'on considérait autrefois, ainsi que sa propre liberté sexuelle.

La femme a cessé d'être le sujet passif et le *pardon* accordé à la personne offensée n'entraîne pas l'extinction ni de l'action ni de la responsabilité pénale.

Sans entrer dans le détail et à titre d'exemple, les rapporteuses ont mis en relief que le présent Code Pénal Espagnol est en conformité avec la réforme effectuée d'après la Loi Organique n.º 11/1999, du 30 avril qui a modifié la plupart de son articulé. Donc, le délit d'agression sexuelle décrit à l'article 178 établit que: *«Celui qui porte atteinte à la liberté sexuelle d'autrui, par violence ou intimidation, sera puni comme coupable d'agression sexuelle d'une peine d'un an à quatre ans d'emprisonnement»*.

L'article 179 dispose spécifiquement que le délit de viol est puni d'une peine d'emprisonnement de six à douze ans, lorsqu'il a entraîné une agression sexuelle avec pénétration du pénis dans le vagin, anale ou orale ou avec pénétration d'objets.

Le délit d'abus sexuel décrit en particulier à l'article 181 du Code Pénal dispose que: *«Celui qui sans violence ou intimidation et sans qu'il y ait du consentement, commet des actes qui portent atteinte à la liberté ou à l'intégrité sexuelle d'autrui, sera puni comme coupable d'abus sexuel d'une peine d'emprisonnement d'un à trois ans ou d'amende de dix-huit à vingt-quatre mois»*.

En vue de cela, on entend par *abus sexuels sans consentement* ceux qui sont commis contre les mineurs de treize ans, les personnes qui subissent une perte de leur sensibilité ou les personnes souffrant des troubles mentaux.

La même peine sera applicable si l'on obtient le consentement de la part de la victime et si une situation de supériorité limitant sa liberté s'impose.

L'agression se distingue fondamentalement de l'abus sexuel par toute conduite portant atteinte à la liberté et à l'intégrité de la personne offensée avec violence ou intimidation sans qu'il y ait du consentement. Au cas où les actes seraient exercés sans violence ou intimidation et sans qu'il y ait du consentement de la part de la victime, on dit qu'il s'agit d'un délit d'abus sexuel.

Relativement au délit d'abus sexuel, les rapporteuses ont mis en évidence l'âge de treize ans, modifié par la réforme déjà mentionnée de la Loi Organique n.º 11/1999 du 30 avril du Code Pénal Espagnol, qui dispose le consentement du mineur dans le cas d'abus sexuels.

Pour donner suite à ces délits, il est nécessaire la déposition de plainte par la victime selon l'article 191 du Code Pénal Espagnol. Par conséquent et relativement aux catégories pénales décrites, il est important de:

- Orienter la victime vers les services médicaux, afin d'effectuer son examen médical sans retard et avant que des marques éventuelles du délit disparaissent;
- Réunir des faits ou des preuves, tels que la lingerie de la victime ou les objets employés;
- Faire constater le nom de l'agresseur dans le rapport lors de la déclaration de la victime;
- S'assurer s'il y a eu des actes de violence ou d'intimidation;
- S'assurer si des armes ou tout autre sorte d'objet ont été utilisés.

En ce qui concerne les délits qui font partie du chapitre sur la *maltraitance financière*, les rapporteuses ont attiré notre attention sur les délits contre les droits et les devoirs familiaux et les délits d'abandon de famille prévus dans le Code Pénal Espagnol.

L'article 226 dispose que: *«Celui qui manque à ses devoirs légaux d'assistance concernant l'autorité parentale, la tutelle, la garde ou l'accueil familial ou qui cesse d'apporter une aide légale nécessaire pour assurer l'entretien de ses descendants, descendants ou conjoint, sera puni d'une peine d'emprisonnement de huit à vingt fins de semaine».*

Le Juge ou le Tribunal pourra prononcer une peine de quatre à dix ans privant l'accusé de l'exercice de l'autorité parentale, de la tutelle, de la garde ou de l'accueil familial en raison de son incapacité.

L'article 227 dispose le manque du paiement de pensions de la façon suivante: *«Celui qui cesse de payer pendant deux mois consécutifs ou quatre mois interpolés quelque sorte de pension en faveur de son conjoint ou de ses enfants, fixée au préalable par la convention accordée judiciairement ou par la décision rendue par le Juge dans le cas de séparation légale, divorce, nullité du mariage, procès liés à la filiation ou à la pension d'aliments en faveur de ses enfants, sera puni d'une peine d'emprisonnement de huit à vingt fins de semaine».* Sera puni de la même peine, celui qui cesse de payer toute autre pension accordée sur demande conjointe ou exclusivement par l'un des conjoints dans les cas prévus au dernier paragraphe. Les dommages-intérêts en réparation du délit impliquent toujours le paiement des sommes dues.

Ces délits d'omission de nature instantanée et semi-publique supposent nécessairement la plainte par la victime ou par son représentant légal ou par le Ministère Public, lorsqu'il s'agit d'une personne mineure, incapable ou invalide. Le *pardon* accordé à la personne offensée ne produit pas d'effets dans le cas de ces délits, contrairement aux dispositions précédentes.

Ces délits s'étendent dans les cas des enfants nés hors ou dans le mariage. Dans le premier cas, le délit suppose le manque de la pension alimentaire fixée par la décision de justice en séparation, divorce, nullité du mariage, procès liés à la filiation ou à la pension d'aliments en faveur des enfants. Dans le deuxième cas, le délit suppose l'abandon des devoirs d'assistance en générale.

Les rapporteuses on fait référence à l'existence d'une loi relative à l'aide aux victimes de délits violents et d'infractions sexuelles. Cette loi, la loi n.º 35/1995 du 11 décembre, relative à l'aide et à l'assistance aux victimes de délits violents et d'infractions sexuelles, est née pour exprimer la reconnaissance dans le Code Pénal Espagnol des victimes de violence. Tout d'abord, il a été nécessaire d'apporter une aide prioritaire aux victimes de terrorisme, aux victimes de violence de genre et enfin à toutes les victimes de délits violents en Espagne.

Cette loi établit un système d'aides publiques en faveur des victimes directes et indirectes de délits pénibles et violents commis en Espagne, entraînant la mort, des lésions corporelles graves ou de dommages de la santé physique ou mentale graves, ainsi qu'aux victimes d'infractions sexuelles.

Cette loi fait encore l'objet d'une aide financière en faveur des victimes. Elle définit les personnes considérées victimes directes et indirectes, le concept de dommages et de lésions, le montant maximum de l'aide, les incompatibilités avec autres aides et les moyens et le délai pour savoir comment les demander.

Les rapporteuses ont aussi souligné l'importance de la *Orden de Protección de las Víctimas de la Violencia Doméstica*³³ espagnole. Elle a été adoptée le 31 juillet 2003 dernier sur le consensus de tous les groupes parlementaires, vu qu'en septembre 2002 le Projet-Loi Intégral à l'égard de la Violence de Genre a été rejeté à la majorité absolue par le groupe populaire dans toutes les chambres. L'Ordre de Protection envisage la possibilité des mesures de protection du type pénal et civil en faveur des victimes par le Juge d'Instruction, sur demande de la victime ou d'autre personne avec laquelle elle a une relation familiale (par exemple, des enfants, des parents etc.) ou par le Ministère Public.

Relativement aux mesures du type pénal on peut accorder des mesures de protection avec éloignement de l'agresseur du lieu de domicile de la victime.

Les mesures du type pénal sont prises dans un délai de trente jours avec une prorogation de trente jours plus et visent la jouissance du domicile familial par usufruit, la décision du régime de garde, de visites et convivialité vis à vis des enfants, la prestation de la pension alimentaire, ainsi que

³³ Ordre de Protection des Victimes de Violence Domestique.

toute autre décision que l'on considère convenable pour que le mineur ne soit pas exposé à aucun danger, sans lui causer des dommages.

Du reste, un système de coordination entre les institutions et le registre centrale des plaintes est prévu, ce qui permettra d'agir avec rapidité dans la poursuite du délit et de ne pas accumuler le nombre de plaintes à la même chambre. En ce sens et bien que les rapporteuses aient réagi positivement à cette modification législative, elles pensent qu'il serait plus adéquat d'adopter une Loi Intégrale à l'égard de la Violence de Genre.

Quant aux aspects juridiques des affaires en Espagne, aux infractions principales dans le cadre de la violence domestique déjà analysées et afin de terminer ce chapitre, les rapporteuses ont accordé une importance capitale au traitement de certaines questions concernant le procès. De ce fait, on entend qu'il est important de tenir en considération et signaler tout d'abord les difficultés et détecter les délits commis au sein de la famille dans les circonstances où ils surviennent. En conséquence, la plupart des événements ont lieu parce qu'ils profitent de la situation d'intimité du foyer: loin des yeux d'autres personnes qui à la fois sont éloignées des membres de la famille.

Nonobstant et contrairement aux délits contre la liberté sexuelle, ces infractions peuvent être dénoncées par toute personne qui a pris connaissance des faits, ce qu'implique nécessairement la plainte par la Police, le corps ou les forces de sécurité.

Semblablement dans ces cas et par les mêmes raisons déjà mentionnées, les rapporteuses ont attiré notre attention sur l'importance de la preuve: dès que *la femme fait péniblement son pèlerinage* sur les différents stades et instances judiciaires, un gros nombre de décisions de justice prononcent l'acquittement au bénéfice du doute. Dans ce cas-là, les démarches d'investigation et de rassemblement de preuves effectuées par la Police sont d'une grande importance.

Étant donné la difficulté de la déclaration de preuves en ce moment, il est nécessaire de traiter plus soigneusement les témoins des victimes et le rassemblement des preuves.

Parmi les démarches mentionnées il y a des priorités à respecter:

- Accepter la déclaration de la victime et de toutes les personnes, tels que les voisins et les proches qui puissent fournir quelque information en vue d'éclaircir les faits;
- Faire une perquisition au lieu de l'événement afin de rapporter les circonstances de l'accident et rassembler des objets ou des faits concernant le délit;
- Enquêter sur l'existence d'actes de violence éventuels dans le passé et enquêter sur les dénonciations ou démarches possibles antérieures si oui.

En ce qui concerne la dénonciation, les rapporteuses ont révélé que les mauvais traitements susmentionnés, tels que les lésions, les mauvais traitements habituels à l'exception des délits contre la liberté sexuelle et les délits d'abandon de famille, sont qualifiés de délit public. En vue de cela, tout professionnel qui a connaissance du mauvais traitement a l'obligation de le dénoncer, excepté les dispositions prévues sur le secret professionnel par la Loi de la Chambre Criminelle. En ce sens, l'article 284 dispose que dès que les fonctionnaires de Police Judiciaire auront connaissance d'un délit public, (dans ce cas les mauvais traitements) ils en feront part à l'autorité judiciaire ou au Ministère Public.

Toute information sur le délit devra être communiquée à la Police par appel téléphonique, soit par l'intéressé, les voisins, les proches ou toute autre personne qui a connaissance des faits.

Relativement aux questions de dénonciation et de réception de la déclaration de la part de la victime, les rapporteuses nous ont avertis qu'il était nécessaire de rapporter lors de la dénonciation:

- L'identité de la victime et de l'agresseur;
- Les liens ou le rapport de parenté entre les deux, au cas où ils seraient encore mariés (ces cas arrivent très souvent) ou au cas où l'ex-mari ou l'ex-compagnon déciderait de dissoudre le mariage;
- L'existence d'actes de violence antérieurs et si oui l'indication de leurs dates et de leur répétition et l'existence de démarches judiciaires;
- Les témoins et les moyens employés pour identifier le délit;
- Les mots ou les expressions proférés par l'agresseur.

En ce qui concerne les questions sur les démarches de l'investigation des faits, les rapporteuses ont souligné que pour avoir de la fermeté dans la résolution du procès et pour rassembler des données et des preuves qui apportent à leur éclaircissement, il faut suivre quelques conditions requises. D'abord, il faut recevoir la déclaration de la victime et après recevoir la déclaration de toute autre personne qui a connaissance des faits, à savoir les voisins, les proches et les amis. Ensuite, il faut faire la perquisition au lieu de l'événement et rassembler des objets ou des faits concernant le délit. Tous les résultats des ces démarches devront être inclus dans la déclaration.

La circulaire n.º 2/1998 dernière, édictée par le Secrétariat d'Etat pour la Sécurité du Ministère de l'Intérieur Espagnol, rappelle aux corps et aux forces de sécurité de l'Etat leurs devoirs d'informer les victimes, aussi prévus dans des circulaires précédentes.

Parmi ces devoirs il faut rappeler que:

- On doit éviter toute sorte d'attitudes qui puissent dissuader les femmes de dénoncer les faits du délit qu'elles ont subi;
- En arrivant aux installations de la Police, on doit éviter que la victime et l'agresseur présumé partagent le même espace physique;
- On devra maintenir l'agresseur hors la présence d'autres personnes;
- L'orientation aux victimes devra être faite de préférence par des professionnels spécialisés et des femmes dans la mesure du possible, du *Servicio de Atención a la Mujer*³⁴ (SAM) de la Police Nationale et par les *Equipos de Atención a Mujeres y Menores de La Guardia Civil*³⁵ (EMUMES) ayant une formation spécifique et adéquate aux fonctions requises.

Au cas où il ne serait pas possible de les orienter, l'accueil sera effectué par les professionnels plus qualifiés de la Police Judiciaire qui seront chargés de l'investigation. Les acteurs du procès pénal doivent informer les victimes de la possibilité de solliciter une assistance et une aide prévues dans la Loi n.º 35/1995 du 11 décembre, relative à l'aide et à l'assistance aux victimes de délits violents et d'infractions sexuelles, ainsi que les moyens à suivre pour obtenir tels services.

La Police ne doit pas intervenir seulement dans l'investigation, la protection des victimes et l'objet du délit ou les comportements violents, mais elle doit agir aussi dans la détention et la prévention des conduites violentes qui puissent survenir.

Lors de l'admission d'une dénonciation, on devra vérifier si l'agresseur présumé a port ou licence d'arme et en supposant qu'il y en ait, on devra les appréhender. Au cas où l'agresseur ne délivrerait pas ses armes volontairement, on devra faire part à l'autorité judiciaire pour qu'elle prenne les mesures nécessaires.

Lorsqu'il existe plus qu'une dénonciation de la part de la victime, seront prises toutes les démarches requises pour cette nouvelle dénonciation, sans préjudice d'autres diligences effectuées auparavant. Dans ce cas, on dressera un rapport en faisant constater un résumé des mesures effectuées auparavant et en mentionnant les Juges qui les ont pris. Dans le cas des femmes mariées ou vivant maritalement qui demandent de la protection parce qu'elles se sentent menacées et contraintes de rentrer chez elles, on fera leur orientation sans qu'il soit nécessaire l'autorisation judiciaire.

La victime restera en contact permanent avec le fonctionnaire qui l'a orientée et reçu sa dénonciation, afin d'être informée sur les mesures de suspension, de privation de liberté ou de

³⁴ Service d'Accueil aux Femmes.

³⁵ Équipes de Femmes et de Mineurs de la Garde Civile.

L'éloignement relativement à son agresseur, d'autre part on peut prendre des mesures préventives plus adéquates. La personne intéressée sera aussi informée de l'état des investigations.

Il faudra une coordination avec autres institutions, telles que les autorités judiciaires, sociales et sanitaires dans le but de traiter intégralement tous les sujets relatifs à l'affaire.

Une étude statistique contenant des données sur la violence domestique et les agressions à l'égard des femmes sera réalisée, afin de permettre aux autorités policières une connaissance plus large de la réalité et de la prise de mesures en vue d'une orientation plus adéquate.

Depuis 1984, on a remarqué que l'intervention des fonctionnaires qui appartiennent aux corps et forces de Sécurité de l'Etat, demeure très faible relativement aux fonctions requises pour la violence de genre:

- Investigation du délit;
- Protection de la victime;
- Rassemblement des données statistiques.

D'après les rapporteuses, en 1984, à la suite d'une activité menée en Espagne avec l'intervention du Ministère Public dans la poursuite des mauvais traitements dans le cadre familial, des objectifs et des plans d'action précis ont été définis. En 1998, sont tracées quelques lignes directrices ayant un caractère obligatoire, en fonction de promouvoir l'action de la justice par la défense de la légalité, des droits des citoyennes et de l'intérêt public protégé par la loi et de satisfaire les demandes de la société face aux Tribunaux.

Depuis cette année, le concept de caractère habituel et de récidive sont dissociés: on a mis de côté le règlement qui exigeait la condamnation de l'individu par délits de la même nature et on en a adopté un qui exigeait la condamnation de l'individu par commission de trois actes de violence ou plus habituels contre les personnes impliquées.

Les rapporteuses ont rappelé les obligations dont les subordonnés du Procureur Général sont chargés relativement au traitement de la violence de genre dans le cadre familial:

- Une suite et une procédure rapides de ces cas surtout s'il s'agit de personnes mineures ou invalides;
- Réaliser un jugement ayant la garantie des procédures nécessaires et admettant des preuves pertinentes;

- Etre attentif à l'application des résolutions judiciaires.

Lorsque les actes sont commis par une même personne en présence des mineurs, des actions adéquates pour poursuivre le délit d'abandon de famille et l'inhibition de l'autorité parentale sont mises en pratique, ainsi que rassembler des preuves insuffisantes de l'investigation de ces procès et faire une statistique annuelle en détail de tous les délits et infractions causant des lésions et mauvais traitements aux femmes, dans le but de connaître la réalité sociale de ce problème.

Les rapporteuses croient que les procédés qui s'inscrivent dans le temps de l'intervention sur les cas de violence domestique sont faibles faute de:

- Célérité dans la procédure;
- Investigation;
- Demande de qualification du délit de mauvais traitements de caractère habituel;
- Poursuite du délit d'abandon familial;
- Demande d'inhibition de l'autorité parentale.

Les rapporteuses ont annoncé qu'il existe des études réalisées en Espagne sur les procès judiciaires. Ces études, faites par l'*Asociación de Mujeres Juristas Themis*³⁶ avec le récent Observatoire sur la Violence Domestique du Conseil Général du Pouvoir Judiciaire, reconnaissent que les procès judiciaires entamés en raison de la violence domestique présentent des insuffisances.

Ces études révèlent qu'en 2001, 29 femmes ont été assassinées et en 2002 ont été tuées 46 dans le contexte de violence domestique.

En 2001, 42% des femmes qui ont été assassinées avaient porté plainte aux autorités le même jour ou le jour avant leur mort, 34% l'avaient fait pendant la semaine, 7% dans les quinze jours précédents et 10% pendant le mois. En 2002, 48% de ces femmes avaient porté plainte aux autorités le même jour ou le jour avant leur mort, 24% l'avaient fait pendant la semaine, 11% dans les quinze jours précédents, 9% pendant le mois et les mois précédents et 4% quelque temps avant leur mort.

En ce qui concerne le nombre de fois qu'elles ont dénoncé leurs situations aux autorités: en 2001, 47% d'entre elles l'avaient fait une seule fois, 15% deux fois et trois fois et 23% l'avaient fait plus que trois fois. En 2002, 64,8% avaient porté plainte une seule fois, 11% trois fois et 23,5% plus que trois fois.

³⁶ Association des Femmes Juristes Thémis.

Les rapporteuses ont souligné qu'il y a beaucoup de difficultés connues de tout le monde, relativement à la preuve dans les cas de violence domestique. Les crimes sont commis en général dans le contexte domestique et au sein de la famille. Toutefois, les témoins constituent un moyen de preuve. Très souvent, il n'y a que la propre victime ou ses enfants qui se constituent témoins. D'ailleurs, il y a aussi des témoins qui n'interviennent pas dans l'affaire judiciaire, de peur de s'immiscer dans un sujet strictement privé.

La majorité des jugements d'infractions ne reçoit autres preuves que la déclaration de la victime et de l'agresseur et le cas échéant les rapports médicaux joints au dossier. Dans les cas peu nombreux où il existe un autre moyen de preuve, la victime est presque toujours accompagnée d'un avocat. A l'inverse, la victime elle-même rassemble toutes les preuves de façon à démontrer la culpabilité de l'agresseur. Ce type d'exigence faite aux personnes offensées, qui ne se trouvent pas dans les meilleures conditions pour agir et ne disposent pas de connaissances légales requises du reste, signifie qu'il y a une grave limitation de leurs droits constitutionnels face à la tutelle judiciaire effective. Et là encore, si l'on remarque que le Délégué du Ministère Public ne tient pas compte de l'instruction de la preuve, étant donné que le premier contact avec la victime est seulement verbal.

Les rapporteuses ont mentionné l'audition de témoins comme moyen de preuve efficace pour établir l'existence des faits, à laquelle les Juges accordent une grande importance dans leurs décisions judiciaires et rendent un jugement de condamnation définitif. D'après les études de l'Association des Femmes Juristes Thémis, le pourcentage de procès soutenus par témoins est de 12% seulement, semblablement au pourcentage de ceux joints dans l'accusation par la victime.

Les rapports médicaux sont un autre moyen de preuve. Selon les mêmes études, le rapport médical du centre médical où la victime est consultée est très important pour démontrer l'existence d'une lésion. Dans ce rapport, on doit spécifier si la lésion de la victime est physique ou psychologique et si elle a été causée par des agressions.

La nature de la lésion sera déterminée par le légiste d'après son rapport médical dans lequel il mentionnera: le nombre de consultations ou de traitements, la jouissance ou non d'un traitement médical ou chirurgical, le temps de guérison de la victime ainsi que le temps d'incapacité totale de travail (I.T.T) et l'existence ou non de séquelles physiques ou psychologiques de la lésion.

En Castille-la Manche dans 35% des cas de dénonciations par agressions physiques il n'y a pas de rapport médical. Dans la communauté de Madrid dans 59% des cas qui arrivent au stade de jugement, la dénonciation est accompagnée du *rapport de lésions* précisant le jour de l'agression ou les jours immédiatement après l'agression. Nonobstant, il faut signaler qu'il y a des agressions

physiques qui ne causent pas de lésions, mais qui sont considérées comme des infractions pénales également.

De toute façon, le rapport médical est une preuve fondamentale. Il est important alors que les victimes s'adressent au centre médical le plus proche lorsqu'elles font objet d'une agression, pour que le médecin fasse l'attestation des lésions dans son rapport et transmette les faits au Commissariat. Lorsque le rapport de lésions est joint à la dénonciation, l'intervention du Délégué du Ministère Public devient plus puissante dans les jugements par agressions physiques.

D'après les procès judiciaires analysés, dans lesquels le rapport de lésion ainsi que la déclaration de la victime sont annexés, le pourcentage de condamnations est très élevé et il atteint 77% dans la communauté de Madrid.

Etant donné l'importance accordée à ce moyen de preuve, il faut dresser le rapport en prenant compte de la description détaillée des lésions en particulier des lésions psychologiques et de la signature lisible de la personne qui l'a rédigé pour qu'elle soit convoquée au débat oral.

Les constatations médicales de médecine légale transmises à chaque Juge d'Instruction sont actionnées, lorsque les traces extérieures de violence ont disparu ou sont déjà atténuées. Ces attestations ne sont que des informations figurant dans les rapports de lésions ou dans d'autres rapports médicaux postérieurs, compte tenu du temps de guérison comme on l'avait déjà dit.

Les données mentionnées dans le rapport médical de médecine légale sont très importantes, puisqu'elles sont la base pour attester si les faits constituent un délit ou une infraction et en conséquence déterminent le montant d'une indemnisation à fixer pour dommages en faveur des victimes.

On n'utilise pas de preuves différentes de celles mentionnées antérieurement dans ce type de procès, sauf dans des cas très rares. La plupart de ces preuves sont des pièces à conviction, telles qu'enregistrements, des rapports de police, des lettres menaçantes de l'agresseur et des factures dressées en raison des dommages subis par l'agression.

Les rapporteuses ont révélé qu'en Espagne l'application des mesures de protection est utilisée très rarement. Par conséquent, on demeure au sens large à mettre l'accent sur l'application des mesures d'éloignement ayant une capacité protectrice. D'après une enquête postérieure faite par l'*Instituto Aragonés de la Mujer*³⁷ s'appuyant sur des données de l'an 2000, on a essayé de voir comment ces mesures sont employées. Dans cette année-là, la plupart des cas ont été résolus d'après la législation en vigueur jusqu'à la réforme du Code Pénal Espagnol de 1999. Dans 56% des

³⁷ Institut Aragonais de la Femme.

cas seulement, on a appliqué la normative de 1999. On doit prendre en compte le temps d'après les données que l'on dispose.

Selon les données obtenues de cette enquête, les mesures d'éloignement ont été appliquées dans 61% des cas dans la communauté autonome d'Aragón, dont trente-trois cas de violence domestique. Cela reflète surtout l'application de ces mesures dans les cas résolus par les chambres pénales bien entendu.

La mesure qu'on applique plus fréquemment est l'interdiction du contact de l'agresseur avec la victime, déterminée par le Juge ou le Tribunal et employée presque dans la majorité des cas où ces entités ont prononcé la mesure d'éloignement (trente et un des trente-trois cas). Cependant et parallèlement à ces mesures, on a aussi appliqué l'interdiction de communiquer avec la victime, sa famille et ses proches et l'éloignement du lieu où le délit a été commis, du lieu de domicile de la victime ou de sa famille.

Relativement aux mesures protectrices employées pendant l'an 2001, l'étude a révélé que dans vingt-neuf des cas seulement trois ont profité d'une mesure de protection spécifique. Dans ces trois cas, cette mesure a été accordée le même jour de sa demande. Ces mesures ont été appliquées sans l'intervention du Délégué du Ministère Public ou d'un avocat. Au cours de 2001, on a accordé que les mesures de protection ne seraient pas prises en aucun cas.

Pendant 2002, dans quarante-six procès on a demandé expressément l'application des mesures de protection de six procès, dont trois il n'était pas possible d'arriver à un accord. Dans deux cas seulement on a appliqué la mesure protectrice. Dans l'ensemble, ces mesures ont été attribuées à huit procès ce qui signifie 17,3% des cas.

En ce qui concerne l'application de ces mesures, dans cinq procès, deux en profitent d'après la décision du Juge, deux sont acceptés par demande de la victime elle-même et un est accepté par demande du Ministère Public. Dans tous les cas, les mesures sont accordées le même jour où la victime fait sa déclaration.

Après avoir accordé à l'interdiction du contact entre la victime et l'agresseur, la mesure d'éloignement est prononcée par autre entité judiciaire les deux mois suivants.

Dans les cas où la mesure de protection n'a pas été accordée, on a constaté que:

- Le Service d'Inspection était chargé de toutes les diligences à titre de renseignements;
- Le Ministère Public n'envisageait pas l'application de la mesure protectrice;
- La demande d'éloignement de l'agresseur était applicable dix jours avant la mort de la victime. Ce cas continue à faire objet d'étude par le Service d'Inspection.

Dans le cadre de cette enquête réalisée par l'Institut Aragonais, les rapporteuses ont révélé que 4.568 décisions judiciaires ont été analysées, dont 3.033 (66,5%) étaient des acquittements et 1.531 des condamnations. Cela signifie que deux tiers des décisions judiciaires ont été des acquittements des personnes accusées, tandis qu'un tiers correspondait à des condamnations. Dans l'ensemble, on a envisagé les cas de violence domestique exercée sur des ascendants et mineurs et dans le couple. Les rapporteuses ont attiré notre attention sur l'indice élevé d'acquittements dans le cas d'infractions ainsi que sur le haut nombre de condamnations dans le cas de délits. Le manque de preuves s'observe tant dans les infractions que dans les délits. Cependant, les condamnations sont au-dessus de la moyenne dans les cas de violence domestique. Ces données nous font croire que les acquittements sont plus dépendants des structures et des dynamiques judiciaires que des démarches des entités juridiques.

D'après l'analyse des infractions, la première chose qu'on constate est le changement radical des attitudes de la victime face aux décisions d'acquittement et de condamnation. Si l'on considère dans l'ensemble les cas où la victime *n'assiste pas au jugement, assiste et pardonne l'agresseur ou assiste et renonce à une action pénale*, le pourcentage dans le premier cas est de plus de 70%, tandis qu'en ce qui concerne les décisions de condamnation le pourcentage est de 20% seulement.

Généralement, la victime n'assiste pas au jugement, pardonne l'agresseur et renonce à une action pénale (53,5% des cas). Ces pourcentages sont plus élevées dans les jugements prononcés par les Tribunaux d'Instruction (56,5%) que par les Tribunaux Pénaux (30%).

En tout cas, le manque de preuves d'accusation et de condamnation ne permet pas à la victime de porter son affaire devant le Tribunal, donc elle retire la plainte. On doit souligner que, seule, la dénonciation n'est pas suffisante pour soutenir l'accusation ni pour prouver rien. Là encore, l'interrogatoire en absence d'une des parties qui détermine le manque d'accusation ou de preuve insuffisante, est à l'origine de l'acquittement.

En ce qui concerne les sanctions imposées aux agresseurs, une peine d'amende est généralement appliquée à l'innocent. Cela peut amener à une opinion unanime à propos de l'impunité des agresseurs. Du reste, dans la plupart des cas cette sanction consiste en une amende d'une somme modeste. Cependant, il faut décortiquer les données en fonction des procès pour qu'on puisse confirmer qu'en règle générale, les Tribunaux Pénaux prononcent des condamnations et la peine applicable peut être la privation de liberté ou la peine d'emprisonnement dans la majorité des cas.

De toute façon, la prépondérance de la peine d'amende alliée à des nombreuses décisions judiciaires d'acquittement, rend crédible les considérations sur l'impunité des auteurs d'agressions intra-familiales. D'autre part, la nécessité de savoir si la peine d'amende est la plus opportune

comme réaction pénale la plus adéquate par rapport aux mauvais traitements commis sur le sein de la famille, est une des questions que l'on se pose à ce sujet. Tout d'abord, la peine d'amende ne punit pas seulement l'agresseur... tout le groupe familial en subira les conséquences.

Relativement aux juridictions de l'organisation judiciaire espagnole, les rapporteuses ont signalé l'existence d'Audiencias Provinciales, de Tribunaux Supérieurs et la Haute Cour.

Etant donné la dissemblance des problématiques, le type des cas et les circonstances techniques, il convient de séparer l'analyse des décisions judiciaires des Tribunaux d'Instruction et Pénal, par rapport aux décisions des Audiencias Provinciales, des Tribunaux Supérieurs et de la Haute Cour.

L'enquête aragonaise a obtenu des données à partir des décisions rendues dans les Audiencias Provinciales dans un total de 380 fiches, ce qui représente 90,7% des cas analysés, 47,4% des décisions judiciaires en recours et 52,6% des décisions en premier ressort. Les décisions des Tribunaux Supérieurs et de la Haute Cour sont des décisions en recours, 85,8% sont des recours en appel et 14,2% sont des recours en cassation.

Voyons en bref les résultats de cette enquête:

Les rapporteuses ont souligné que les Audiencias Provinciales étaient les plus importantes dans cette partie de l'enquête, vu qu'elles ont permis l'analyse des cas de violence domestique les plus graves et ceux qui causaient un grand impact social.

L'analyse de l'infraction en cas des décisions en premier ressort dans les Audiencias Provinciales éveille un intérêt particulier, dans le sens de confirmer la tendance des décisions des Tribunaux Pénal, selon lesquelles 84,6% étaient des condamnations par rapport aux Tribunaux d'Instruction dont 73% étaient des acquittements.

Les résultats obtenus montrent que la proportion d'acquittements et de condamnations rendus par des décisions en premier ressort dans les Audiencias Provinciales, est très semblable à celles rendues par les Tribunaux Pénal. Dans un total de dix-huit décisions, 16,9% sont des acquittements et 83,1% sont des condamnations. Les rapporteuses ont attiré notre attention sur les données des décisions de la Chambre de la Cour d'Appel, puisque dans vingt-quatre cas il y a un acquittement, ce qui signifie que 96% des cas de violence domestique portés devant ce Tribunal en 1999 avaient pour résultat des condamnations.

Ces données sont en rapport avec la gravité des délits prononcés en premier ressort par les Audiencias Provinciales. La peine d'emprisonnement est appliquée très souvent (94% des cas) suivie de la peine de détention de fin de semaine (4%) et de la peine d'amende (1%) exclusivement résiduelles.

Les données fournies par le *Rapport sur le Décès par Violence Domestique au cours de 2001 et de 2002* du Conseil Général du Pouvoir Judiciaire, ont mérité l'attention des rapporteuses en particulier.

En 2001, selon l'analyse de quatre-vingt cas par mort violente, douze n'étaient pas qualifiés de violents dans le cadre domestique. Donc, l'étude révèle soixante-dix cas dont soixante-sept personnes étaient décédées, vu qu'il y avait quatre cas avec plus d'une victime.

En 2002, selon l'analyse de soixante-douze cas par mort violente dans le couple et au sein de la famille, six étaient douteux, parce qu'il était difficile de les qualifier de violents dans le cadre domestique. Soixante-six cas ont été qualifiés et classés dans la catégorie pénale, même si dans la majorité (75%) il n'y avait pas de dénonciations par décès.

Cela repose sur le grand nombre d'épisodes et de mauvais traitements faute de dénonciations de la part de la victime et d'orientation judiciaire.

Les rapporteuses sont arrivées à la conclusion que les entités judiciaires ne disposent pas d'informations préalables par rapport aux cas de violence domestique: en 2001, 81% des femmes et en 2002, 75% des femmes examinées dans ce contexte.

Pour envisager cette question dans toute son ampleur, les rapporteuses ont cité les résultats de l'étude sur *Le Traitement de la Violence Domestique dans le Cadre de l'Administration de la Justice* pour le Conseil Général du Pouvoir Judiciaire, réalisée par le Laboratoire de Sociologie Juridique de l'Université de Saragosse.

L'enquête considère 4.684 registres des Tribunaux Pénaux, des Tribunaux d'Instruction, le total de décisions des Audiencias Provinciales, des Tribunaux Supérieurs et de la Haute Cour, ce qui permet d'avoir des données précises sur l'ensemble de l'Etat, relativement au traitement de la violence domestique et des caractéristiques sociodémographiques des victimes et des agresseurs devant l'Administration de la Justice.

Les résultats obtenus révèlent que la plupart des cas portés devant les Tribunaux d'Instruction et les Tribunaux Pénaux correspondent aux cas de violence dans le couple (78,3%) et seulement une quatrième partie environ correspond à autres formes de mauvais traitements, étant donné que la violence exercée sur des mineurs descendants est de 4,6% et de 17% sur des ascendants ou d'autres.

D'après les données antérieures on peut conclure que:

- La violence domestique est un type de violence qui touche surtout les relations du couple;

- La violence domestique entraîne dans la plupart des cas et indépendamment de la catégorie de la violence, l'agression des hommes à l'égard des femmes;
- Les victimes de violence domestique, sans mentionner le type de relation (couple, fils/fille, père/mère) sont des femmes (83%);
- La violence dans le couple est représentée par 88% des femmes;
- Les victimes de violence domestique sont des femmes indépendantes, quel que soit le type de violence domestique en question.

Les rapporteuses ont signalé l'importance des données fournies par le *Rapport Annuel de Criminologie sur la Violence dans le Cadre Familial* réalisé par la Garde Civile Espagnole (GC) et le Corps National de Police (CNP).

Qualifiés de délits de lésion et de mauvais traitements dans le cadre national, on a considéré pendant 2002 un total de 17.075 cas dont 11.908 du Corps National de Police et 5.167 de la Garde Civile.

Les cas qualifiés de délits de lésion et de mauvais traitements dont on a connaissance, ne sont pas séparés du total national, mais font partie des 185.516 cas d'infractions commises sur des personnes.

Pendant 2002, la Garde Civile a donné connaissance d'un total de 80.993 infractions pénales (5.998 délits et 74.995 infractions) commises sur des personnes, dont 8.765 étaient des mauvais traitements dans le cadre familial (1.831 délits et 6.934 infractions).

Relativement aux mécanismes de médiation, les rapporteuses ont expliqué qu'en Espagne sont suivies les recommandations des Nations Unies et de l'Union Européenne, vu que la médiation est contre-indiquée dans les cas de violence à l'égard des femmes parce que les parties ne sont pas sur un pied d'égalité.

Les rapporteuses ont aussi expliqué que la réinsertion des agresseurs n'est pas très développée en Espagne. Actuellement, on sait qu'elle est mise en application à Gérone (Communauté Autonome Catalane) et au Pays Basque. Il s'agit des programmes dirigés par des entités privées et à l'appui financier des institutions publiques. Dans leur opinion, ces programmes sont dans la plupart des cas une thérapie du couple ayant pour but de soutenir la relation entre la victime et l'agresseur. A leur avis, elles entendent qu'un couple étant sur un pied d'égalité, il n'est pas adéquat d'envisager ce type de violence comme tout autre conflit.

FRANCE³⁸

D'après le rapporteur français, la France ne dispose pas d'une définition de violence domestique. Toutefois, à son avis, la définition plus proche de l'extension de ce concept est la définition de violence envers les femmes, telle qu'elle a été définie par l'Assemblée des Nations Unies de novembre 1993, dans sa Déclaration sur l'Élimination de la Violence Contre les Femmes: *«La violence faite aux femmes désigne tout acte de violence fondé sur l'appartenance au sexe féminin, causant ou susceptible de causer aux femmes des dommages ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, et comprenant la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée»*. Les actes de violence au sens large, du harcèlement moral à l'agression physique sont une atteinte à l'intégrité de la personne, passibles des Tribunaux selon le code pénal français. Depuis la mise en application le 1 mars 1994 du Nouveau Code Pénal, les violences commises par un conjoint ou un concubin constituent des délits, quelle que soit la durée de l'incapacité totale de travail, ainsi que les formes de violences les plus graves constituent des infractions criminelles: viol, meurtre, assassinat, séquestration, violences ayant entraîné une mutilation, actes de torture ou de barbarie. La loi du 22

³⁸ Retiré du rapport français.



juillet 1992 qui réforme les dispositions du Code Pénal mentionne que la qualité de conjoint ou concubin de la victime constitue des circonstances aggravantes.

ITALIE³⁹

La rapporteuse italienne a expliqué qu'en Italie on ne dispose pas d'une définition explicite de violence domestique dominante. Toutefois, le concept qui domine peut être connu par l'énumération de la législation pénale et administrative, qui prévoit des comportements susceptibles d'identifier des conduites passibles de l'intégrer.

La notion de violence domestique n'entre dans le circuit judiciaire qu'en 2001: la loi n.º 154 du 4 avril 2001 prévoit des mesures contre la violence au sein de la famille. Cependant, la Loi n'a établi aucun type légal récent, envisageant uniquement une hypothèse et enrichissant les mesures employées couramment, puisque le Code Pénal Italien a adopté la mesure de protection coercitive d'éloignement du lieu de domicile et le Code Civil Italien a adopté la disposition de protection contre l'abus dans la famille.

On reconnaît que dans la plupart du système juridique italien le concept de violence domestique ne se révèle pas et aucune disposition ne le mentionne expressément.

³⁹ Retiré des rapports intérimaires de la rapporteuse italienne.

Dans le cadre du Code Pénal on ne trouve aucune règle spécifique et correspondante à plusieurs types de violence domestique. Donc, l'interprète est forcé à employer les règles actuelles qui lui servent à la compréhension de la violence domestique sous toutes ses formes variées. Plus facile encore est de traduire le type légal relativement à la violence physique, car elle prend la forme la plus traditionnelle: recours à la violation de domicile, mauvais traitements, offenses à l'intégrité physique et dommages personnels.

Les difficultés qu'on ressent avec plus d'acuité concernent la violence psychologique en cas de crimes d'injures, de menaces et en particulier de crimes de mauvais traitements entre autres types de violence.

Les punitions que le Juge inflige à l'accusé sont diverses, compte tenu de la gravité de l'acte. Les types de punition prévus par le système italien pour les crimes sexuels commis dans la famille sont:

- Le versement d'une pension dans le but d'aider la famille;
- L'éloignement du lieu de domicile et dans les cas plus graves du lieu de travail (si l'agresseur travaille dans le même lieu que celui de la victime);
- La détention par une durée variable selon la gravité de l'acte commis.

Les entités principales engagées dans le jugement et application de sanctions sont le Parquet et les Magistrats Assis devant les Tribunaux aux affaires familiales et la Cour d'Assises de Mineurs, les services sociaux et autres organisations gouvernementales et non gouvernementales.

Quant aux punitions applicables, la loi n.º 154 du 5 avril 2001 sur des *Mesures contre la violence dans les relations familiales* dispose que, la mesure d'éloignement de l'agresseur est prescrite par le Juge à l'accusé lui obligeant à s'éloigner du lieu de domicile ou à ne pas rentrer sans autorisation judiciaire. Si l'on a besoin de protéger l'intégrité physique de la victime et s'il y a une approche du lieu de domicile, le Juge peut interdire l'agresseur de s'approcher des lieux fréquentés habituellement par la victime: travail, domicile de la famille de la victime, établissements scolaires que les enfants du couple fréquentent et domicile des voisins. En cas de violation de cette norme judiciaire dans le cas de séparation du couple, l'accusé est puni selon les dispositions du premier et dernier paragraphes de l'article 388 du Code Pénal Italien.

Le Juge sur la demande du Magistrat représentant du Ministère Public peut établir le paiement périodique par chèque en faveur de la victime, de façon à assurer son entretien en tant qu'elle sera privée des moyens adéquats de subsistance. Le Juge l'effectue prenant en compte les circonstances

et les revenus de l'agresseur et établit les conditions et mode de paiement. Il peut ordonner que le paiement soit effectué directement par l'entité patronale de l'agresseur.

On fait aussi allusion aux dispositions de la loi n.º 66 du 15 février 1996, *Des Normes contre la Violence Sexuelle* qui peut être applicable en cas de violence domestique. Ainsi, «*Quiconque, par la violence, la menace ou par un abus d'autorité contraint une personne à accomplir des actes sexuels est puni d'une peine d'emprisonnement pour une durée comprise entre cinq et dix ans, d'après les dispositions que renferme l'article 609*». La même peine est applicable à celui qui pousse une personne incapable d'offrir résistance, à subir des actes sexuels et qui profite de cette incapacité physique ou psychique pendant l'acte ou qui profite d'une manière frauduleuse de son identité. Toutes les décisions relatives à l'application des sanctions concernent les Tribunaux et leur fonctionnement qui dépendent de leur compétence pour juger les affaires.

On doit prendre en compte les aspects intentionnels et les indices, c'est à dire l'intentionnalité et la preuve matérielle suffisante et les aspects matériels, c'est à dire la présence d'éléments matériels.

La loi n.º 154 du 5 avril 2001 sur *Les Mesures contre la Violence dans les Relations Familiales*, se réfère à la conduite du conjoint ou de celui qui habite en vie commune avec la victime, causant de dommages sérieux à son intégrité physique ou psychique et à sa liberté.

Relativement aux normes d'incrimination des crimes sexuels, on doit considérer les dispositions que renferme la loi n.º 66 du 15 février 2001, signalant les conduites illicites: «*Lorsque quiconque, par la violence, la menace ou par un abus d'autorité contraint une personne à accomplir des actes sexuels ou lorsqu'on est victime d'un abus de son incapacité physique ou psychique pendant l'acte ou d'un abus frauduleux de son identité (...) Lorsque l'acte sexuel est accompli en présence d'un mineur de quatorze ans (...) Lorsque la violence sexuelle est perpétrée en groupe*».

La loi dispose également les conditions selon lesquelles la tentative est punissable, en prenant en compte l'article 42 du Code Pénal Italien qui concerne l'engagement dolosif ou coupable dans un crime non intentionnel et l'engagement objectif.

Les causes d'exclusion de culpabilité prévues par la loi italienne stipulent que personne ne peut être condamné par une action ou omission prévues par la loi comme un crime, si l'agent n'avait pas l'intention de commettre l'acte illicite et que personne ne peut être puni par un fait prévu par la loi comme un crime, si l'agent ne l'a pas commis intentionnellement. La loi détermine les cas où le fait est prévu afin de condamner l'agent selon son action ou omission.

Le Parquet conduit toute procédure d'enquête, présente les données au Juge compétent et en fait part au suspect de la conduite criminelle, d'après les dispositions que renferme l'article 291 du Code de Procédure Pénale.

L'article 61 du Code Pénal sur les causes d'atténuation et d'aggravation et leur exécution et qui concernent les circonstances passibles d'une aggravation de conduite criminelle, dispose que l'agent:

- Devra avoir agi par motivation d'un acte léger et répugnant;
- Aura commis le crime afin d'occulter autre conduite criminelle ou d'assurer son impunité ou des tiers devant autre crime;
- Sans intention criminelle commet l'acte mais envisage son résultat;
- S'en sert des tortures ou de traitements cruels;
- Profite des circonstances temporelles et spatiales empêchant la légitime défense de la victime;
- Commet l'acte lorsqu'il était dans une situation de violation à un *ordre judiciaire* compte tenu d'un acte illicite commis antérieurement;
- S'est approprié de façon illégitime le patrimoine de la personne offensée en lui causant de graves dommages;
- S'est approprié de façon continue en augmentant les conséquences du crime;
- S'est approprié de façon abusive en violant les droits inhérents d'un fonctionnaire public ou d'un prêtre;
- Aura agi sur un fonctionnaire public, un ministre du culte catholique ou tout autre reconnu par l'Etat ou un agent diplomatique pour bénéficier d'un pays étranger par sa conduite, fonctions ou services;
- S'est approprié par abus d'autorité, position hiérarchique ou faveurs personnels.

La loi n.º 66 du 15 février 1996 dispose aussi dans l'article 609 les peines accessoires et autres dispositions pénales.

Relativement au cumul des peines, l'article 209 du Code Pénal établit que les personnes qui sont jugées par un ou plusieurs actes commis dans diverses occasions, le Juge ne prononce dans ce cas-là qu'une mesure de coercition de la même nature. Si l'acte a une nature différente, le Juge fera une évaluation du risque en prenant compte du caractère dangereux de l'agresseur et applique donc une ou plusieurs mesures de coercition établies par la loi.

En ce qui concerne les types de peines, la rapporteuse explique que les peines prononcées par le Juge sont variées conformément la gravité de l'acte commis.

Les types de peines prévus par la loi italienne dans les cas des crimes sexuels et de violence domestique sont:

- Le paiement de peines pécuniaires de façon à assurer la subsistance de la famille;
- L'éloignement du lieu de domicile et dans les cas plus graves l'éloignement du lieu de travail;
- La détention par une durée variable compte tenu de la gravité de l'acte commis.

Quant à l'exécution *Des Ordres Judiciaires et autres Sanctions*, l'article 388 du Code Pénal reconnaît l'exécution frauduleuse d'un ordre judiciaire. Celui qui manque à ses obligations civiles en raison d'une condamnation ou qui manque aux injonctions données par le Juge, peut être condamné à payer une amende ou à purger une peine d'emprisonnement pendant trois ans. La même peine sera appliquée à celui qui viole un *ordre* donné par le Juge d'un Tribunal Civil ou de Mineurs pour protéger les intérêts d'un mineur ou d'un incapable et des leurs biens.

Il faut remarquer l'existence d'une base de données d'agresseurs sur le site du Ministère de l'Intérieur Italien: www.interno.it. Il s'agit d'un fichier d'agresseurs en fuite et d'agresseurs considérés très dangereux, pour qu'on stimule la société civile à travailler en collaboration avec les forces de police dans leur arrestation. Cependant, la base de données ne dispose pas de tous les agresseurs, mais on a déjà proposé son altération dans ce sens.

Dans le cadre des décisions prises par les autorités chargées des cas différents et du partenariat d'entités et leur capacité de réponse, se sont répandues des organisations orientées vers la médiation au niveau local et national.

En ce qui concerne les intervenants et l'autorité chargée des décisions, il faut distinguer des objectifs relativement aux crimes sexuels dans le contexte de violence domestique. La Magistrature de Première Instance grâce au principe constitutionnel qui dispose l'accomplissement de l'action pénale, a pour but d'individualiser l'agent d'un crime et de le soumettre à purger sa peine. La Magistrature de la Cour d'Assises de Mineurs, juridiction de protection judiciaire de l'enfant, est chargée de confirmer si les géniteurs sont passibles de voir ou non leur autorité diminuée ou supprimée. La mission des services sociaux est de surmonter des obstacles dans le cadre de l'aide aux victimes, d'apaiser leur douleur, de dénoncer des situations dont on a connaissance et de trouver des réponses pour résoudre le problème.

Les services d'administration de la justice sont compétents dans le domaine des mineurs délinquants en leur apportant de l'aide et de l'orientation.

On doit souligner qu'il faut avoir du respect par les compétences de chacun et que la collaboration entre tous les intervenants doit reposer sur le professionnalisme et la création d'un langage commun.

Dans ce travail il faut encore signaler la nécessité de quelques facteurs qui ont une influence sur les décisions de médiation, en mettant en relief des normes et des pratiques qui déclinent les critères à suivre dans l'activité de la médiation.

Les autorités impliquées dans l'exécution des sanctions sont surtout les forces de police. Il s'agit en particulier du contrôle développé par les structures de Police, en ce qui concerne les cas d'éloignement de l'agresseur du lieu de domicile, du lieu de travail ou de l'interdiction de son contact avec la victime.

Relativement à la procédure au début d'un jugement pénal, la loi n.º 154 du 5 avril 2001 sur *Les Mesures contre la Violence Domestique*, dispose que le Tribunal compétent sera celui de l'arrondissement où habite la victime.

Le Président du Tribunal désigne le Juge à qui le procès est délivré. Le Juge désigne, s'il le faut, les entités chargées des actions de protection, formation et préparation, ainsi que la Police et autres agents pour s'enquérir des revenus, mode de vie et patrimoine personnel des parties impliquées.

En cas d'urgence, le Juge peut ordonner tout de suite une mesure de protection, fixer la date d'audition des parties dans un délai qui n'excède pas quinze jours et désigner un délai inférieur à huit jours pour que les décisions soient notifiées. Jusqu'à la date d'audition des parties le Juge peut modifier ou révoquer la mesure de protection.

Cette décision admet le recours mais l'exécution de la mesure de protection n'est pas suspendue.

Dans les termes prévus à la loi n.º 66 du 15 février 1996 sur *Les Normes d'Incrimination de la Violence Sexuelle*, les crimes de cette nature sont punissables d'après plainte de la personne offensée. Le délai pour déposer plainte est de six mois. Après la déposition on ne peut pas se désister de l'action pénale.

D'après les dispositions de la loi n.º 154 du 5 avril 2001 sur *Les Mesures contre la Violence Domestique*, le Juge peut déterminer l'intervention des services sociaux locaux ou des centres de médiation familiale, s'il le faut, ainsi que les associations ayant pour but d'aider et accueillir des femmes et leurs enfants mineurs ou d'autres victimes.

L'article 71 du Code de Procédure Pénale dispose que dans le cas d'incapacité de l'accusé, la procédure pénale peut être classée sans suite ou suspendue. Si la preuve démontre que l'accusé souffre de quelque perturbation mentale, le Juge peut suspendre la procédure pénale et nommer

un représentant légal. Néanmoins, cette suspension admet le recours. Le représentant légal a le droit de comparaître à toutes les phases du procès, bien que le Juge puisse fixer les limites et les conditions de son intervention.

L'article 408 établit les conditions pour la suspension de la procédure pénale.

Le Parquet selon les termes de la loi peut présenter auprès du Juge toutes les démarches faites et les registres de l'enquête préliminaire si le crime est infondé. Ces faits sont transmis à la personne offensée et le procès est classé sans suite d'après son consentement au début de l'affaire.

Dans le délai de dix jours, la personne offensée peut prendre connaissance de ces démarches, demander le recours et requérir la suite de l'enquête préliminaire.

L'article 409 établit les conditions par lesquelles le Juge peut prononcer l'ordonnance de classement, sauf dans les cas où la personne offensée en réclame, prévus à l'article 410. Si le Juge admet le classement, il rend une ordonnance et la remet au Ministère Public. Au cas où il ne l'admettrait pas, il fixe une date pour l'enquête et notifie le Parquet, la personne offensée et le suspect.

Pendant ou au cours de l'audience, le Juge peut ordonner plus qu'une enquête et la mener à son terme. Si le Ministère Public n'admet pas le classement, il doit rendre une ordonnance accusatoire dans le bref délai de dix jours. Deux jours après, le Juge fixe la date pour l'enquête préliminaire.

Bien que la phase du jugement et l'exécution de décisions ne soient pas explicites, l'article 12 du Code Pénal prévoit *la reconnaissance de décisions étrangères*.

Pour que les décisions pénales étrangères soient reconnues, il faut:

- Agir d'après un comportement récidiviste;
- Avoir un certain professionnalisme dans la commission du crime ou une tendance pour commettre des crimes;
- Etablir une peine accessoire selon la loi italienne, lorsque la personne condamnée est acquittée et rencontrée en territoire de l'Etat, afin de prendre des mesures de sécurité personnelle.

Pour que les décisions étrangères soient reconnues, l'autorité judiciaire de l'Etat étranger doit se prononcer sur l'extradition. S'il n'existe pas d'extradition, l'Etat étranger peut également admettre sa reconnaissance d'après la requête du Garde des Sceaux.

Lorsque des obstacles s'imposent à l'exécution des décisions, le Juge en peut prononcer les mesures les plus adéquates.

Des conventions multilatérales et bilatérales signées par l'Italie sont mentionnées ci-après comme les plus importantes: la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1948) et la Convention des Nations Unies pour l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination à l'égard des Femmes (1979).

GRECE⁴⁰

Selon la rapporteuse grecque, le concept de violence domestique est intimement lié à la notion de *violence des hommes à l'égard des femmes*. Cependant, le système pénal grec ne reconnaît pas l'expression *violence envers les femmes*. En droit, cette expression n'existe pas donc il n'existent pas de normes juridiques spécifiques – sauf s'il n'y a que du viol hors mariage.

Selon les normes internationales et l'Union Européenne, de nombreuses décisions et recommandations ne sont pas encore en cours, pour que les États Membres mettent en application des lois intégrées contre la violence et qui pourront aider non seulement leur répression, mais aussi prendre des axes de prévention et *protéger davantage les victimes et leurs témoins*.

La législation actuelle ne peut pas protéger les femmes victimes de comportements violents avec efficace et dans la majorité des cas elle se montre inadéquate par les causes suivantes:

D'après le droit pénal, les critères de base qui légitiment une offense sont les preuves de violence physique et spécifiquement la manière et la fréquence où l'atteinte a provoqué des dommages physiques sur le corps de la femme. En Grèce, la violence n'est légalement reconnue qu'au moment où sont déclarés et attestés les dommages physiques. Cependant, cette évaluation juridique sur la violence échoue sur les conséquences à être déterminées dans l'ensemble, donc elle ignore totalement une de conséquences de base considérée la plus importante dans la majorité des cas, le trauma psychique.

Le manque d'arrêts législatifs spécifiques fait que les autorités judiciaires (la Police) hésitent à intervenir au moment où se déroule l'agression, lorsque la victime ou son voisin demandent de l'aide ou de l'intervention policière. L'agresseur n'est pas arrêté et les délais pour lesquels il peut être susceptible d'être emprisonné ne sont jamais mis en application.

Un bon nombre de plaintes déposées envers la Police par les femmes subissant de mauvais traitements, fait constater la conduite inacceptable de celle-là, parce que:

⁴⁰ Retiré des rapports intérimaires de la rapporteuse grecque.

- La Police n'est pas arrivée à l'endroit ou elle est arrivée trop tard;
- Le violeur n'a pas été arrêté;
- Les femmes n'étaient pas averties de leurs droits;
- Beaucoup de policiers ont poussé les femmes à ne pas porter plainte ou si la femme l'a décidé, ils ont persuadé les agresseurs à porter plainte aussi, fondée sur l'insulte ou la menace.

Les obstacles législatifs en ce qui concerne la poursuite du procès pénal et celle de la pièce justificative (les victimes elles-mêmes en sont largement et couramment responsabilisées) alliés à la survictimisation et ajoutés au manque d'une ferme protection pour les victimes, amènent la femme à s'abstenir de faire usage de ses droits naturels, tels que l'accusation et la déposition de plainte auprès de la main courante des Commissariats de Police. Par conséquent, la façon dont la Police guide les incidents est fortement incertaine et incohérente, par faute de formation la plupart des fois.

Seul, un nombre réduit de cas arrive aux Tribunaux Criminels par les raisons suivantes:

- Normalement, du premier jour de la déposition de plainte au jugement deux années se sont passées;
- Si la victime n'a pas encore cherché à entamer la procédure civile pour l'éloignement de l'agresseur du lieu de domicile pendant cette étape, elle tardera à réagir, dû la situation de cohabitation;
- Postérieurement, en circonstances de forte contrainte, de pression du milieu familial, de la dépendance financière de l'agresseur, du manque des infrastructures d'aide et de consultation (centres consultatifs et aide judiciaire gratuite) et en particulier de tension par la peur qu'elles vivent, la majorité des victimes est forcée à retirer plainte ou bien elle est poussée à intenter un procès de divorce par consentement mutuel pour mettre fin à son agonie.

La législation criminelle, en se basant sur les dispositions légales du Code Pénal, prévoit la violence domestique comme s'il elle ne se tenait pas au sein de la famille. Ces dispositions concernent *L'atteinte à la Vie et Les Dommages Corporels* (articles 308 et suivants du Code Pénal).

L'agresseur basé sur ces fondements peut donc échapper à une sanction, à condition que:

- L'intention de causer des préjudices corporels ne soit attestée;
- Des preuves soient présentées et que l'agresseur ait exercé l'acte violent par indignation légitime, en vertu du comportement antérieur de la victime (article 308, n° 3 du Code Pénal).

Il faut retenir qu'actuellement il n'existe ni des Tribunaux de Famille - Civils ou Pénaux - ni des Juges d'Affaires Familiales en Grèce. D'ailleurs, il n'existe pas non plus d'entités/organisations, qui fournissent n'importe quelle sorte d'aide dans le cadre d'assistance médicale, psychologique et sociale, qui travaillent en concert avec les autorités judiciaires et le Ministère Public.

Les agents de police ne disposent pas non plus d'une formation adéquate (malgré les efforts limités pour organiser des séminaires de formation en plus). Les Tribunaux pour enfants ne s'occupent des délits exercés que par des mineurs et, malgré la compétence des Procureurs et des Magistrats de ces Tribunaux en matière de mineurs et leurs familles, il est difficile d'intervenir et d'engager des poursuites judiciaires, étant donné que les délits n'étaient pas intentés par le Ministère Public.

La Grèce a validé le Traité International du CEDAW (Comité pour l'Élimination de la Discrimination envers les Femmes) y compris la Loi National 1342 du 1^{er} avril 1983, un Protocole Facultatif d'après la Loi 2952 de 2001, mais ce pays n'a pas encore adopté quelques mesures infrastructurelles de base, des normes législatives ou politiques pour combattre les discriminations présentes. Un groupe d'avocates féministes croit que la violence masculine constitue une forme de discrimination à l'égard des femmes et que le gouvernement grec devrait prendre au plus vite une norme législative sur la violence masculine, en reconnaissant la définition accordée par la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes aux paragraphes 113 et 114 à la Plateforme d'Action de Pékin. En somme, le gouvernement grec hésite à régler jusqu'à présent la violence domestique comme un acte punissable en particulier et à définir nettement la compétence du Ministère Public (Police - Procureurs Publics - Tribunaux), soit d'une façon répressive soit préventive. Enfin, il contribue à faire préserver et à glorifier le phénomène de la violence masculine, causant en plus l'insécurité aux victimes (femmes, enfants, vieux) et du point de vue de l'agresseur, en le faisant croire qu'il ne vient pas de commettre un acte punissable.

Les dispositions générales du Code Pénal Grec englobent les incidents de violence domestique prévus dans l'article 308, n° 1 du Code Pénal sur *Les torts physiques*: «Celui qui cause des torts physiques ou des altérations délibérées à la santé d'autrui sera puni de trois ans d'emprisonnement. Si les torts sont légers, la peine portera à six mois au maximum ou à l'amende. S'ils sont causés par négligence, il sera puni d'emprisonnement ou d'amende». Ce même article établit que l'agresseur mentionné au premier paragraphe ne portera pas de sanctions, s'il infligera des torts par indignation résultante du comportement antérieur de la victime et en spécial si l'on observe des actes particulièrement barbares.

L'article 309 du Code Pénal sur *Les torts physiques dangereux* dispose que, si les actes mentionnés à l'article 308 ont été exécutés de façon à risquer la vie de la victime, le Tribunal devra punir d'emprisonnement de trois mois du moins.

L'article 310 du Code Pénal sur *Les torts physiques graves* dispose aussi que, si les actes mentionnés à l'article 308 ont été le résultat des torts corporels ou mentales graves, le Tribunal devra punir d'emprisonnement de deux ans du moins.

D'après l'article 53 du Code Pénal, quand la loi mentionne une peine de deux ans, cela signifie qu'elle ne sera que de deux ans et qu'elle ne peut pas excéder cinq ans.

On fait aussi référence à l'article 315 du Code Pénal qui signale que, selon les dispositions prévues à l'article 308, le droit d'intenter un procès ne peut être porté qu'après la déposition de plainte. Le délai pour porter plainte est de trois mois dès le moment où l'acte punissable est arrivé. Terminé ce délai, l'acte punissable est prescrit. Les procès en matière de torts corporels causés par maladresse et de torts physiques dangereux et graves prévus à l'article 308, alinéa a), constituent des procès par le Ministère Public, à condition qu'il soit informé et que l'acte punissable soit rapporté selon l'article 36, Principes du Droit Pénal.

D'après l'article 333 du Code Pénal, celui qui causera de la peur ou de l'intimidation à autrui par des menaces violentes, tout autre acte illicite ou de la négligence, devra être puni d'emprisonnement d'un an au moins ou d'amende. L'accusation demande la déposition de plainte. Lorsque la loi prévoit l'emprisonnement d'un an du moins, cela signifie dix ans au minimum et un an maximum d'emprisonnement. Selon l'article 361, n° 1 du Code Pénal: «*Celui qui porte atteinte à la dignité d'autrui par des mots, des actes ou toute autre type d'offenses, sera puni d'emprisonnement d'un an au moins ou d'amende. Ces sanctions peuvent être jugées ensemble*».

L'article 361, n° 2 du Code Pénal stipule que si l'atteinte à la dignité n'est pas particulièrement grave, étant donné les circonstances et la personnalité de la victime, l'agresseur sera puni d'une sanction légère, c'est à dire d'amende ou de détention. A ce sujet, on doit prendre en compte que dans les procès de violence envers les femmes on porte couramment l'acte punissable des offenses verbales devant le Tribunal. Le Procureur classe normalement ces procès dans la catégorie deux (2) et prononce une sentence de détention mineure. D'après l'article 55 du Code Pénal, la durée de détention ne peut excéder qu'un mois et qu'un jour au minimum. La détention s'effectue aux Commissariats de Police.

Ainsi la violence domestique se conclut-elle comme un délit grave jusqu'à présent. Il n'y a pas de rapports de police solides et ni les procès ni les autres crimes en matière civile sont clairs et distincts.

En conséquence, les organismes qui s'occupent des délits graves n'appartiennent pas aux organisations compétentes, mais normalement aux services sociaux ou à celles qui entament les

poursuites nécessaires pour combattre les crimes en général, c'est à dire la Police, les autorités judiciaires (officiers publics), les Procureurs Publics – les Juges d'Instance (officiers publics), les hôpitaux et le personnel de santé, les Tribunaux et éventuellement des gardiens de mineurs (officiers publics).

Quant aux sanctions applicables à l'agresseur coupable des délits susmentionnés, les sanctions applicables aux procès après le jugement devant le Tribunal sont couramment la peine commuable à être jugée d'après la loi. Les actes punissables mentionnés à l'article 308 ci-dessus sont des délits pénaux légers. Donc, si l'agresseur est surpris en flagrant la procédure en flagrant délit est menée, à moins que le Procureur Public décide de ne pas le justifier par manque de preuves. Dans la pratique, si l'agent de police arrête l'agresseur deux jours après l'occasion de l'atteinte et l'amène au Procureur Public avec le registre d'écrou et l'attestation du crime, il peut l'envoyer d'immédiat au Tribunal pour être jugé où le procès poursuivra. Mais dans la pratique judiciaire et dû le manque de sensibilité envers les victimes, le jugement est renvoyé à jour fixe, ce qui signifie qu'il aura lieu du moins dans un an. Comme on l'a déjà dit ci-dessus, les procès de violence domestique ne sont pas applicables aux flagrants délits, parce que la Police évite l'arrestation de l'agresseur dans la conviction sexiste et préjugée que la violence domestique ne constitue pas un crime.

Les Tribunaux chargés de chaque chef-lieu décident les sanctions.

Relativement aux composants criminels d'intention, la rapporteuse grecque a expliqué que pour se faire constituer un crime, l'intention est l'élément nécessaire. Dans ces cas la négligence demeure impunie.

En ce qui concerne les composants matériels du crime d'après l'article 14, les composants d'un crime sont les actes. Ces actes sont dus à l'agresseur et ils doivent être considérés illicites, coupables et passibles de la loi, de manière à ce que l'on ordonne des sanctions pénales. D'après l'article 20, les conditions qui rendent l'origine illicite de l'acte criminel non valable, sauf dans les situations prévues à l'article 308, n° 2 et à l'article 361, n° 3, sont les mêmes où l'agresseur a été commandé par la nécessité et la défense. D'ailleurs, selon l'article 34 l'agresseur n'encourt pas de responsabilité, s'il agit dans un état de désordre mental. La rapporteuse a souligné que la défense présente souvent cet argument pour éviter le procès.

En ce qui concerne l'action ou l'omission, tous les rapporteurs sont arrivés à un consensus: un acte est une expression du comportement humain qui se constitue comme une manifestation extérieure de la partie la plus intime de l'agresseur. Ce comportement humain est attribué à l'individu: pour celui qui légifère n'importe quelle est l'origine des idées, des pensées, des émotions, des désirs et des tendances d'une personne, à moins que le crime ne soit commis en effet. L'époux qui écrit des

mauvaises pensées dans son journal intime par rapport à sa femme, par exemple. Selon l'article 14 au deuxième paragraphe du Code Pénal, le crime s'exerce aussi par omission. Des pré requis sont essentiels: l'agresseur a été capable d'agir et il a commis l'omission de tel acte en prenant connaissance de son action et son omission. Le cas suivant montre un des exemples classiques d'omission: d'après la loi 1486 du Code Civil, un des devoirs qui incombe aux parents est d'assurer la nourriture de leurs enfants mineurs. Si le père ou la mère cessent intentionnellement d'accomplir leur devoir et l'enfant meurt, donc ils sont coupables par homicide intentionnel commis par omission.

Quant à l'atteinte, le pré requis de base est fait quand l'agresseur décide de commettre une infraction grave (le viol par exemple) ou une infraction légère (offense - torts physiques par exemple). Lorsqu'il exerce d'abord son acte, l'agresseur a besoin de le terminer. L'atteinte est incluse à l'article décrit ci-dessus. Si le Tribunal décide que les sanctions atténuantes ne sont pas suffisantes pour empêcher l'agresseur d'exercer d'autres crimes, il peut ordonner la même sanction fondé sur l'atteinte, comme dans le cas du jugement basé entièrement sur l'action. Dans les cas de violence domestique, des torts physiques y compris, les Tribunaux hésitent beaucoup en ce qui concerne les sanctions. Seul, le viol hors mariage constitue une exception. Dans ces conditions, si le Tribunal prévoit l'hypothèse d'une répétition des atteintes (par l'évaluation de la personnalité de l'agresseur et par les circonstances en général), il peut appliquer la même sanction en se basant entièrement sur l'action et sur l'atteinte. Malheureusement, il n'existent pas de données statistiques sur ces cas.

Selon la législation pénale grecque les actes manifestement exercés ne sont pas punissables. Il y a un article qui mentionne les actes manifestés (article 211 du Code Pénal) à propos de délits qui concernent surtout les questions monétaires.

Quant à la complicité, d'après l'article 45 du Code Pénal, si le crime est commis par deux ou plusieurs individus ensemble, ils seront tous impliqués et punis comme des auteurs de l'infraction. Deux éléments y participent: l'objectif étant le complice directe et le subjectif bien entendu la complicité (concordance de l'intention/dol).

Un instigateur est quelque individu qui a poussé l'autre à commettre une infraction. Si l'auteur dépasse la décision accordée, car le crime n'a pas comporté l'intention initiale de l'instigateur, celui-ci n'encourt pas de responsabilité. Par exemple, si l'instigateur pousse l'auteur à infliger des torts physiques et se met à insulter, il ne sera pas coupable du crime d'insulte. Selon l'article 46, n° 1 du Code Pénal, l'instigateur est puni d'une sanction équivalente à celle de l'auteur. D'une manière plus nette: l'instigateur peut encourir la même sanction que celle de l'auteur mais ces

sanctions ne sont pas reconnues comme des motions. L'instigation est une forme de participation dans un crime contre une personne et *la sanction y applicable est indépendante de celle qui comprend la pratique du crime perpétré par l'auteur*. Il faut mettre en évidence que d'après la loi grecque d'ailleurs, il n'y a pas de dispositions concernant la responsabilité d'autre type d'actes, sauf dans le cas où les parents ou un tuteur direct non responsable ont la garde des enfants.

En ce qui concerne l'établissement des preuves, l'accusation (Procureur Public) est chargé de la pièce probante. Donc, dans la pratique quotidienne du Tribunal, les victimes elles-mêmes constituent des preuves surtout dans les cas de violence domestique. Les victimes doivent faire preuve de l'action du crime en s'appuyant sur la déposition des témoins devant la Cour. La responsabilité de rassembler des preuves et leur manque (preuves par écrit) et le fait de s'écarter comme témoin à la déposition devant le Tribunal, sont les plus grands obstacles qui empêchent les femmes victimes de faire valoir leurs droits (porter plainte ou demander l'éloignement de l'agresseur du lieu de domicile). Selon le procès pénal, ce n'est pas facile d'imputer la responsabilité des preuves à l'accusé - violeur, parce qu'on contredit la présomption d'innocence. Etant donné que toutes formes de violence masculine constituent des types de discrimination envers les femmes et une violation des droits de l'homme, la Grèce devra prendre des mesures législatives spécifiques et rendre des arrêts en matière probatoire plus favorables aux victimes de violence domestique, en prenant en considération les particularités des femmes et l'origine des crimes avant tout. Si les crimes ont été exercés sur le sein de la famille - dans un milieu spécifique - il est difficile de rassembler des preuves à cause des situations en particulier, bien entendu le milieu, le manque de témoins majeurs et l'incident qui survient couramment pendant la nuit. Finalement, la Grèce doit adopter *le principe universel qui détermine que les victimes ne sont pas coupables* par la violence des hommes. Du reste, on a besoin des mesures de sécurité spéciales, c'est à dire la protection des victimes et de leurs témoins et l'établissement d'audiences tenues à huis clos.

En ce qui concerne l'atténuation, on peut préciser les circonstances atténuantes de la manière suivante:

- L'agresseur a mené une vie honnête et digne auparavant;
- Le comportement inadéquat de la victime: par exemple, le fait d'avoir un comportement incorrect à l'égard des proches du violeur ou de ne pas préparer le déjeuner à temps, était considéré comme un comportement inadéquat de la victime devant quelques jugements;

- Les remords sincères (l'agresseur s'excuse, une attitude courante de l'agresseur envers ses victimes à la suite des agressions violentes qui appartiennent à la sphère de la violence domestique) qui servent de circonstances atténuantes devant le Tribunal;
- Le comportement de l'agresseur envers la victime a été délicat pendant un temps relativement long après avoir commis l'infraction.

Il faut remarquer que plusieurs femmes grecques qui ont conscience du problème de la violence domestique, savent que les comportements comme ceux-ci, leur sont familiers et prévisibles. D'habitude, après une action violente, on a ensuite une *lune de miel*, le temps de commettre une autre agression plus grave. Du reste, un bon nombre d'avocats de défense conseille les clients à *bien se comporter* comme une stratégie de défense de façon à obtenir une attitude plus souple de la Cour. Quand il y a plus qu'une circonstance atténuante, le Tribunal prend en considération ces circonstances afin de décider quelle sera la sanction.

Relativement aux circonstances pour encourir en aggravation de peine, d'après les dispositions que renferment le Code Pénal, la récidive est rattachée aux infractions graves et légères, par lesquelles l'agresseur fut déjà condamné à détention de plus de six mois. Il faut noter que la violence domestique n'est pas une expression officielle du Code Pénal et il n'existe pas non plus une loi valable, c'est pourquoi le crime est inclus dans les actes passibles de torts corporels, d'insulte, de menace, etc. ce qui constituent des infractions légères. Donc, si l'infraction n'excède pas un an, elle pourra être commuée en amende ou en caution. D'autre part, si la sanction excède un an et pas deux ans, elle pourra être commuée en amende, excepté si l'agresseur est récidiviste. Le Tribunal peut commuer la sanction de détention en amende après avoir fait une évaluation spéciale, s'il arrive à la conclusion que l'agresseur n'est pas soupçonné d'une conduite violente future. La rapporteuse a observé qu'à l'égard des actions de violence domestique, aucun cas de condamnation où l'on a ordonné des peines supérieures à un an n'est confirmé.

D'après le classement des peines, selon l'article 79 du Code Pénal, le Tribunal prend en considération la gravité de l'acte criminel commis et la personnalité de l'agresseur. En considérant la notion de *gravité*, le Juge apprécie les dommages causés, l'origine, le type et la catégorie du crime et le grade de dol ou de négligence de l'agresseur. En considérant l'évaluation de la personnalité, le Juge détermine la cause de l'infraction et son but, la personnalité de l'agresseur, les circonstances individuelles et sociales, son passé et son comportement après l'avoir commise et notamment s'il s'en est repenti. Les Tribunaux grecs ont tendance à être souples envers les agresseurs, en ce qui concerne tous les actes passibles décrits ci-dessus, en écartant toute leur

sensibilité, tandis qu'ils sont très durs et sévères à l'égard des victimes. Le Tribunal prend aussi en considération les caractéristiques et la gravité de l'infraction. En conséquence, si le crime est jugé par une sentence d'environ un an et l'agresseur est sans condamnations, le procès poursuivra en sentence atténuée et tendra à la diminuer encore plus. Le Tribunal peut suspendre l'exécution de sentence, si l'agresseur est sans condamnation antérieure, par sentence de détention pour avoir commis une infraction grave. Si le Tribunal ordonne l'emprisonnement de dix-huit mois minimum, la sentence est suspendue par une période de trois à cinq ans. Néanmoins, la suspension peut être annulée si l'agresseur est condamné une autre fois à une sentence de détention pendant le temps de la libération conditionnelle. Le Tribunal peut ordonner la libération conditionnelle sur laquelle la suspension est assurée quand même.

La loi pénale grecque comprend aussi des dispositions qui assurent la libération des condamnés, lorsqu'ils ont accompli deux tiers de la sentence ou un an du moins. Les Tribunaux Pénaux grecs ne disposent pas de bases de données.

Quant aux pouvoirs de décision des autorités administratives il convient de noter que la victime porte plainte auprès du Commissariat de Police ou du Parquet. Si elle y porte plainte, la Police lui rapporte immédiatement la plainte. Par conséquent, selon la rapporteuse, une forte coopération est développée entre lui et la Police, mais la victime ne bénéficie ni de cette forte coopération ni de protection.

En ce qui concerne l'engagement d'organismes de médiation et de Justice Restaurative, aucune institution de médiation/réinsertion n'existe en Grèce. Cependant, plusieurs organisations non gouvernementales l'ont souvent recommandé comme une institution nécessaire à adopter et à mettre en place, avant le début de la procédure pénale, de façon à trouver une conciliation des parties contraires, en apportant le minimum de coûts financiers et psychologiques. Ce type d'institution a été suggérée en vue des procès de droit de la famille et surtout par la nécessité d'investigation sociale à propos des rapports maritaux et du droit de garde. Selon la législation actuelle il n'existe pas de procédures en instance de médiation. Les étapes de l'enquête préliminaire, de l'enquête normale et du jugement sont toutes entre les mains des organisations et des services publics: la Police, le Parquet, les services juridiques, les Tribunaux de Grande Instance et la Haute Cour de Justice, chargée de prononcer le verdict.

Relativement aux étapes de la procédure criminelle, la rapporteuse grecque a expliqué qu'elles débutent lorsque la victime porte plainte auprès de la Police ou du Procureur Public. Au cas où la

victime serait contrainte par des menaces reçues, de porter plainte contre son conjoint, elle est avertie qu'elle peut rapporter l'incident aux autorités supérieures et demander une copie du rapport de police. La procédure criminelle ne peut pas poursuivre, basée seulement sur ce rapport mais celui fait preuve et peut servir à un jugement dans l'avenir. Dès la réception de la plainte par la Police, elle est renvoyée au Procureur Public qui ordonnera une enquête préliminaire ou préparatoire ou bien il remettra cette affaire au Tribunal. Avant que la procédure criminelle démarre, le Procureur Public a le droit de mener une enquête préliminaire dans le but de rassembler des preuves suffisantes pour montrer que le crime a été commis, du reste. Si la plainte n'est pas prévue à la loi ou elle n'a pas de force, le Procureur l'archivera.

Après l'enquête préliminaire et la procédure judiciaire (porter plainte, rapporter toutes les preuves et témoignages de tous les témoins à charge), l'agresseur est cité à comparaître devant la Cour, sauf si les preuves sont insuffisantes, autrement l'affaire est renvoyée au Conseil Judiciaire. Finalement, l'affaire est portée devant le Tribunal au bout d'un délai très long, deux ans après la déposition de plainte. Pendant ce temps la victime peut être contrainte à retirer l'accusation.

Les faits par lesquels les femmes retirent leurs plaintes ou *pardonnent* l'agresseur peuvent varier. Mais le plus courant est celui de l'insécurité qu'elles éprouvent à l'égard du système pénal et que l'avenir ne leur rendra pas justice. Du reste, les femmes ne réussissent pas à obtenir un soutien financier nécessaire pour assurer les frais du Tribunal - généralement un bon avocat est très cher. Les services d'aide judiciaire gratuite ne sont pas les plus appropriés et cette aide est plutôt accordée à l'accusé qu'au plaignant.

Là encore, il y a des femmes qui appartiennent à des organisations non gouvernementales et qui fournissent une aide judiciaire gratuite et du soutien psychologique aux femmes battues (Ligue Grecque des Droits des Femmes, Union des Femmes de la Grèce). Cependant, les conditions financières des organisations grecques sont très mauvaises et l'assistance qu'elles peuvent fournir outre les conseils est très limitée.

Relativement aux organisations impliquées dans le jugement décisif de l'affaire, des autorités policières ouvrent l'enquête préliminaire et les Magistrats sont des Juges-Commissaires commis aux fins d'enquête, tandis que le Procureur Public est chargé de la procédure pénale.

Sur la compétence des Tribunaux pour instruire des affaires de violence domestique, les procès des Tribunaux dits *Individuels* (composés par un seul Juge) se multiplient et quelques-uns parviennent aux Tribunaux dits *Collectifs* (composés par trois Juges) seulement. On a le droit de recourir aux Tribunaux Pénal de leurs décisions en dernier ressort (le Procureur ainsi que l'accusé peuvent se pourvoir devant le Tribunal). Si le pourvoi n'est pas rejeté, un nouveau jugement a lieu à la Cour

d'Appel. En théorie, du reste, on a le droit de former par défaut, un pourvoi en cassation contre la décision de l'accusé devant la Haute Cour (*Areios Pagos*). En Grèce, la plupart des cas de violence domestique apparaissent dans les Tribunaux Civils. Les mesures de sécurité par lesquelles la victime demande l'éloignement de l'agresseur du domicile, l'exercice de l'autorité parentale et la pension d'aliments, sont les façons les plus rapides et les moins chères d'agir, dès que l'époux attaque sa femme violemment. Cette conduite est la meilleure à prendre par une seule raison: la victime n'a pas besoin d'apporter des preuves et la présomption n'est sert que pour demander la pétition devant le Tribunal.

Seule, la violence peut constituer du reste, des causes déterminantes pour l'action en divorce, à condition que l'on fasse preuve de l'atteinte (dans ce cas il faut des preuves basées sur des témoins). On doit soutenir des forts arguments contre l'accusé, de telle sorte qu'on démontre que le mariage est devenu insupportable pour la plaignante.

Finalement, il faut remarquer que tout ce qu'on l'avait déjà dit à propos des crimes, des autorités engagées, de la poursuite pénale et de l'exécution des sentences est prévu aux Dispositions Légales du Code Pénal et du Code de Procédure Pénal, étant donné que la violence domestique ne constitue pas une infraction grave d'après la législation grecque.

A propos de l'application territoriale et compétence des autorités nationales et selon les dispositions légales qui stipulent l'article 5 du Code Pénal, les statuts pénaux grecs sont applicables à tous les crimes commis sur territoire grec, même si ces infractions sont commises par des étrangers. Du reste, les statuts seront applicables aux crimes considérés graves ou légers et commis par un citoyen grec, si l'infraction est passible et prévue à la législation du territoire où elle a eu lieu (article 6 du Code Pénal).

Ces statuts sont applicables aussi en matière d'infractions graves et légères commises hors de la Grèce par un citoyen étranger sur un citoyen grec et passibles d'après la législation du territoire où les infractions ont eu lieu (article 7 du Code Pénal).

Évidemment, il n'existent pas de statuts spéciaux sur la violence domestique.

En théorie, si l'agresseur habite dans un autre pays, les autorités grecques peuvent l'extrader conformément à l'article 455 des Dispositions de la Procédure Pénale et d'après les accords établis entre les pays à propos de l'extradition. Malheureusement, il n'existent pas de témoignages sur tels actes en matière de violence domestique, ainsi que de traités unilatéraux et multilatéraux entre la Grèce et d'autres pays n'ont pas encore été signés concernant la violence domestique.

Relativement à la prescription et suspension du procès, la rapporteuse à la suite de ce qu'on l'avait déjà dit ci-dessus, a annoncé que le Procureur Public peut archiver le procès, en admettant qu'il



n'existe pas de preuves solides pour légitimer l'accusation pénale. Le début de la procédure pénale est complet après une décision irrévocable du Tribunal pénal et aucune autorité ne peut exercer sa juridiction afin de l'exonérer.

En ce qui concerne les mesures de protection et de Justice Restaurative, la législation grecque n'offre pas de mesures de protection ou d'autres formes de réinsertion de l'agresseur au sujet de violence domestique.

A propos de la possibilité d'intervention des organisations non gouvernementales dans l'affaire criminelle, la rapporteuse a mentionné que ces organisations ne doivent pas intervenir dans la procédure pénale. Quelques organisations d'aide aux femmes demandent souvent au Gouvernement de leur conférer le droit d'intervenir et de défendre la victime, ainsi que de plaider pour l'agresseur devant les Juges qui jugent les cas de violence à l'encontre des femmes, mais cette demande est rejetée.

II. De la situation de la violence domestique dans chaque pays du Sud de l'Europe: des données quantitatives et qualitatives pour le profil de la victime et de l'agresseur et le type d'aide apportée

PORTUGAL ⁴¹

Le rapporteur portugais a révélé qu'au Portugal il n'existe pas de données statistiques ou une étude qui permettent de dresser de manière fidèle un profil quantitatif et qualitatif des victimes, des agresseurs et du type d'aide apportée. Il a signalé que l'étude de la violence domestique au

⁴¹ Retiré des rapports intérimaires du rapporteur portugais.

Portugal est très récente, étant donné que la plupart des travaux réalisés sur cette question s'est développée depuis 1995. Il s'agit de quelques études réalisées au niveau national et dans certaines régions du pays qui se sont penchées plus sur l'analyse de la victime que celle de l'agresseur.

L'étude *Violence envers les Femmes*⁴², bien qu'elle ne soit pas spécifique elle renferme la violence domestique dans toute son ampleur et représente la violence envers les femmes à plus de dix-huit ans. D'après cette étude on a identifié quatre types de violence envers les femmes: la violence physique, psychologique, sexuelle et la discrimination socioculturelle.

Selon les conclusions de l'étude, la plupart des femmes portugaises (52,2%) ont subi du moins un acte violent en 1995. Ce pourcentage diminue (36%) si l'on considère deux ou trois actes, c'est à dire une violence dont le caractère indique une certaine continuité.

La violence psychologique représente le pourcentage le plus élevé (50,7%), suivie de la violence sexuelle (28,1%) et de la discrimination socioculturelle (14,1%). Par contre, la violence physique représente le pourcentage le plus bas (6,7%).

On a encore observé que la violence psychologique et physique ont lieu surtout dans le milieu domestique, tandis que la discrimination socioculturelle a lieu dans le travail et la violence sexuelle dans l'espace public.

Le milieu domestique est celui où la violence est exercée le plus souvent (43%), suivi de l'espace public (34%), du lieu de travail (16%) et d'autres lieux (7%).

Relativement au profil de l'agresseur, on a observé qu'il n'était pas possible de l'identifier dans la sphère sociale, vu qu'il peut s'agir d'un homme à n'importe quel âge ou couche sociale. Lorsque l'agression a lieu en milieu domestique, normalement l'agresseur est le mari ou le compagnon de la victime. Toutefois, la plupart des agresseurs est répartie par la tranche d'âge comprise entre 25-54 ans. Les individus qui ont commis une discrimination socioculturelle ont généralement une formation universitaire et exercent des professions libérales, tandis que ceux qui ont commis les autres types de violence appartiennent couramment aux couches sociales plus basses et ont une formation au niveau de l'enseignement primaire et du secondaire.

On a observé que dans 11,7% des cas l'agression est exercée par une femme sur une autre dans un contexte de discrimination socioculturelle et de violence psychologique.

Une autre étude *L'Homicide Conjugal au Portugal*⁴³ conclut que les homicides conjugaux représentent 15,1% de l'homicide en général. Ces crimes sont majoritairement commis par les hommes (83,2%). Cependant et bien que les femmes commettent moins d'homicides conjugaux que les hommes (16,8%), elles le font surtout dans le cadre conjugal (58%), tandis que les hommes

⁴² N. Lourenço, M. Lisboa, E. Pais (1997), *Violência contra as Mulheres*, Lisboa: CIDM.

⁴³ Elza Pais (1998), *O Homicídio Conjugal em Portugal*, Lisboa: Hugin.

commettent l'homicide dans d'autres situations en général (13%). La plupart des hommes tue sa femme ou concubine après avoir exercé des agressions sur elles pendant plusieurs années. La plupart des fois, les femmes tuent leur mari en dernier ressort pour se protéger de ces agressions. Elles disent: «*C'est moi ou lui*».

Il y a aussi un groupe remarquable d'hommes qui tue à cause de l'abandon et du rejet de la part de la femme avec laquelle il habitait. La difficulté ressentie par l'homme sur ce sentiment répulsif dans un contexte culturel, met en cause sa masculinité et le conduit à exercer des agressions jusqu'à la mort de l'objet aimé-méprisé.

On a observé un autre type d'homicide différent de tout autre que l'on a déjà vu et qui concerne le ménage à trois où l'agresseur peut être un homme ou une femme. Généralement, la femme se sert de son amant comme complice ou coauteur.

Ces homicides peuvent avoir lieu dans quelque région du pays et à quelque tranche d'âge. Les femmes plus âgées habitent dans les villages et les plus jeunes dans les villes. Au contraire de l'homme, la femme qui commet l'agression assume le crime et représente le modèle de la *femme battue*.

Cette étude montre encore qu'il existe de fortes pressions familiales et sociales vis-à-vis la résignation des femmes battues, parallèlement au fait que beaucoup d'entre elles ont essayé sans succès de dénoncer l'agresseur.

Dans une autre étude sur *Les Femmes Maltraitées dans la Ville de Porto*⁴⁴, on se rend compte du caractère fataliste évident dans l'attitude de soumission des femmes battues, puisqu'elles ne se rendent pas coupables d'avoir causé l'agression.

Finalement, une étude récente sur *Le Contexte Social de la Violence à l'égard des Femmes détectée dans les Instituts de Médecine Légale*⁴⁵, 2160 femmes ont été examinées (545 à l'Institut de Médecine Légale de Coimbra et 1615 à l'Institut de Médecine Légale de Porto) sur un univers de 11.406 en l'an 2000.

La violence physique (83,3%) a été le type de violence le plus détecté dont les torts sont les actes plus fréquemment dénoncés, suivie de la violence physique et psychologique (14,2%), de la violence sexuelle (1,6%) et d'autres types de violence (0,9%). Presque dans la majorité des cas, les enfants ont assisté à l'agression (95,3%) étant donné que la plupart des femmes est exposée à la trajectoire de la violence. La jalousie semble être la cause la plus identifiée (44%) suivie de l'alcoolisme (19,7%).

⁴⁴ L. Silva (1995), *Entre Marido e Mulher Alguém Meta a Colher*, Celorico de Basto: A. Bolina.

⁴⁵ M. Lisboa, Z. Barroso, J. Marteleira, *O Contexto Social da Violência contra as Mulheres detectada nos Institutos de Medicina Legal*, CIDM: Ditos & Escritos.

Les victimes sont surtout des femmes mariées (59,1%) entre 25 et 34 ans (28,5%) et entre 35 et 44 ans (26%), ayant un niveau scolaire bas (44%) et des femmes de ménage (40,3%).

Normalement, les agresseurs sont les époux (49,6%) ayant un niveau scolaire bas et des ouvriers sans qualification professionnelle dans la majorité (28,4%).

Le rapporteur portugais a aussi pris en considération des données statistiques sur les crimes de violence domestique dénoncés à la Police de Sécurité Publique (PSP) et à la Garde Nationale Républicaine (GNR). Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2000, la PSP et la GNR ont enregistré un total de 37.930 dénonciations de crimes de violence domestique⁴⁶: 22.565 à la PSP et 15.365 à la GNR⁴⁷.

Le district de Porto a été le district où on a observé un gros pourcentage du total de dénonciations (22,1%), indépendamment de l'entité policière en question (25% à la PSP) et (18% à la GNR). Le district de Lisbonne a présenté un pourcentage légèrement inférieur (19,6%): dans le cas de la PSP (23,4%) ce pourcentage a été assez supérieur, contre (14%) de la GNR. Les autres districts avaient des très bas pourcentages, bien que les districts de grandes dimensions aient présenté des pourcentages plus élevés. Dans le cas du total de dénonciations reçues par la PSP, il semble avoir un rapport entre la population qui habite à la circonscription où cette force policière est installée. D'autre part, la GNR a présenté des données divergentes: Aveiro a un pourcentage presque similaire à celui de Lisbonne et Viseu a un pourcentage plus élevé que celui de Santarém.

Ces statistiques sont l'exemple de divers facteurs qui peuvent influencer l'analyse des données sur la criminalité dénoncée aux forces de police. Outre le décalage associé à cette question et mentionné dans diverses études sur la victimation, les chiffres indiqués ci-dessus peuvent être le résultat d'une proportion différente des dispositifs policiers. Là encore, l'éloignement du poste de police peut être un obstacle à la déposition de plainte/dénonciation. De ce fait, il pourra arriver que dans certains lieux des dénonciations plus graves soient faites, celles qui franchissent la barrière d'un déplacement gênant à un poste de police éloigné. A la distribution irrégulière du dispositif policier correspond alors la distribution irrégulière des dénonciations.

L'instrument statistique utilisé par les deux forces de police n'envisage pas le problème de la survictimation, de sorte qu'on ne peut pas spécifier de façon adéquate leur total par rapport à l'ensemble de ce type de criminalité. D'autre part, à une même occasion plusieurs crimes commis dans des occasions différentes peuvent être dénoncés, ainsi que des crimes différents commis à une

⁴⁶ Vu que la PSP et la GNR utilisent un seul instrument pour collecter de données statistiques dans ce domaine (malgré quelques différences), on ne peut pas les assembler à des données éventuelles de la Police Judiciaire. Toutefois, compte tenu la nature de ce type de criminalité, les dénonciations faites à la Police Judiciaire seront réduites et beaucoup d'entre elles seront orientées vers autres forces de police, surtout dans les cas de tentative ou de consommation d'homicide.

⁴⁷ Au contraire de la PSP, la GNR ne registre que des dénonciations de crimes commis par le(la) conjoint(e) ou le(la)concubin(e).

même occasion. Cependant, l'agent de police chargé des mains courantes classera d'après lui le crime qu'il considère le plus grave.

Dans ce sens, cet instrument d'inscription de données revêt davantage un caractère quantitatif car il faut en avoir un qualitatif pour comprendre mieux ce type de criminalité.

En effet, cette brève analyse statistique doit être envisagée dans une perspective quantitative avec les limitations qui lui sont inhérentes.

Pendant l'an susmentionné, le nombre des cas de violence domestique a évolué en augmentant significativement leur pourcentage, au-dessus de 10% et dans le cas de la GNR il s'est accentué davantage.

La violence exercée sur le(la) conjoint(e) est la plus fréquente, en représentant 96,3% des dénonciations et 3,3% pour les cas de violence envers les mineurs de 16 ans. Cette situation semble donc révéler un déficit des dénonciations par rapport à la victimisation de mineurs. On sait qu'il y a de fortes probabilités de violence envers des enfants, lorsque la violence familiale s'exerce sur un de leurs parents. Ces deux forces de police présentent des pourcentages divergents compte tenu de la différence légère des mains courantes. Donc, le pourcentage des situations de violence envers des mineurs de 16 ans est plus élevé dans le cas de la GNR (41% des dénonciations) que dans la PSP (2,7%).

La tranche d'âge supérieure à 25 ans représente la plupart des agresseurs (90,3%)⁴⁸ et (9,2%) pour la tranche d'âge comprise entre 16 et 25 ans. Les agressions commises par une tranche d'âge inférieure sont presque nulles.

Considérant que le nombre de dénonciations est supérieur au total des suspects en raison du sexe ou d'âge, la violence domestique apparaît surtout comme un acte commis de façon isolée. Néanmoins, on observe une situation différente pour chacune des forces de police, attendu que le total des dénonciations reçues par la PSP contrairement à la GNR, est supérieur à la somme de l'ensemble de suspects en raison de leur sexe et tranche d'âge. Une telle situation révèle qu'il y a plusieurs sortes de faire le registre des faits ou que les circonstances des agressions sont différentes. En effet, on observe que dans les villages un bon nombre d'agressions est représenté par des auteurs multiples.

Les détentions représentent 1,2% des cas de dénonciations, en supposant qu'il en résulte de diverses formalités légales sur le flagrant délit observé et présumé.

⁴⁸ Cette situation révèle une autre insuffisance, vu que l'instrument utilisé à présent et le même qu'on utilise pour le registre général des dénonciations de la criminalité. Etant donné que la violence domestique est exercée dans le cadre familial, quelques familles se constitueront au-dessous de cette limite d'âge (vingt-cinq ans), dont les relations familiales (avec ou sans mariage) ont tendance à se constituer chaque fois plus tardivement.

Le conjoint est nettement l'auteur de la plupart des cas dénoncés (72,5%), les géniteurs, les beaux-pères et les enfants des victimes représentent 7% chacun d'entre ces cas et les autres 4,5%. Tout de même, l'ex-concubin(e) est responsable par les cas dénoncés⁴⁹ (6,5%).

Les victimes sont essentiellement des femmes (86%) et appartiennent à la tranche d'âge de plus de 25 ans. Les autres tranches d'âge présentent des pourcentages assez réduits, étant donné que le groupe entre 16 et 24 ans présente un pourcentage élevé (12,1%)⁵⁰.

Dans 9,4% des dénonciations des armes sont mentionnées. Toutefois, dans 1,1% seulement sont utilisées des armes à feu. Le pourcentage élevé d'autres cas estime l'utilisation d'armes diverses y compris des armes blanches.

Face à ces données quantitatives, on observe quelques difficultés dans une analyse plus approfondie ou au niveau des divers districts quand même.

D'après les données de la PSP, on observe encore que la plupart des cas dénoncés découle d'offenses corporelles légères (76,3%), de menaces et coercition (13,5%) et de diffamations, calomnies et injures (5,9%). Bien qu'il s'agit des situations peu graves, les présentes données ne permettent pas de tirer au clair des informations sur les conséquences ou circonstances des cas dénoncés, ce qui peut apporter à leur aggravation. Plus que décrire la violence domestique aux autorités policières, les données statistiques montrent qu'il faut avoir des instruments qui assurent le recueil des faits et s'adaptent aux diverses réalités que la criminalité peut prendre.

On a pris en compte les données statistiques de l'Association Portugaise d'Aide aux Victimes (APAV) qui intègrent les Statistiques Officielles du Ministère de la Justice. L'étude statistique réalisée par l'APAV a révélé que 10.009 dossiers de crimes ont été enregistrés en 2002, dans un total de 20.594 crimes commis, dont presque 90% (18.597) sont des crimes de violence domestique. Il faut signaler que la dissemblance entre les chiffres susmentionnés est due au fait d'inclure de divers crimes dans un même dossier d'aide.

En ce qui concerne les types de crimes inscrits en terme de violence domestique, l'APAV a révélé que les mauvais traitements physiques correspondaient à 6.043 crimes (60,4%) et les mauvais traitements psychiques correspondaient à 5.788 crimes (57,8%). Ce traitement de données réalisé au niveau national par l'APAV permet également d'inférer un taux élevé du retentissement des menaces/coercition (3.738 crimes - 37,8%) et des diffamations/injures (2.056 crimes - 20,5%). On peut mettre en relief les crimes qui surviennent le moins: enlèvement de mineur (96 crimes - 1%),

⁴⁹ Il faut remarquer que le pourcentage d'auteurs de ces agressions est supérieur dans le cas de la PSP par rapport à la GNR: 8,3% et 3,9% respectivement.

⁵⁰ On se pose aussi un problème pareil dans le cas des tranches d'âge des victimes par rapport aux agresseurs, bien qu'à la PSP on observe une autre tranche d'âge visant la détection de la violence familiale envers les personnes âgées.

violation de pension d'aliments (198 crimes - 2%), viol (275 - 2,7%), abus sexuel (200 crimes - 2%) et d'autres crimes commis sur le milieu domestique (193 crimes - 1,9%).

D'après les données de l'APAV, il a été possible de dresser le profil des victimes de violence domestique, en particulier des mauvais traitements physiques et psychiques, vu qu'il s'agit des crimes très fréquents en terme de statistique nationale. Il s'agit des femmes victimes de mauvais traitements (5.683 crimes - 30,6%) et de mauvais traitements psychiques (5.410 crimes - 29,1% du total des crimes inscrits) à l'âge compris entre 26 et 45 ans (7.369 crimes - 39,7%). La majorité de ces victimes est mariée (11.164 crimes - 60,1%) appartient à une famille nucléaire (11.298 crimes - 60,8%) et pharmacodépendante (290 crimes - 33,6%). Il y a une prévalence des crimes de violence domestique dans la ville de Lisbonne (5.887 crimes - 31,7%) dont les victimes principales sont portugaises (14.661 crimes - 78,9%) ayant une formation au niveau de l'école primaire (1.778 crimes - 9,6%). On a aussi constaté que la plupart de ces victimes travaillait lorsque le crime a été commis (7.792 crimes - 41,9%) comme femmes de ménage et domestiques (2.302 crimes - 12,4%). Bien qu'elles aient avoué que cela était son moyen principal de subsistance (7.636 crimes - 41,1%), il faut souligner que 16% des ces victimes orientées par l'APAV étaient des chômeuses. En ce qui concerne l'aide apportée aux victimes de crime, l'APAV s'occupe en particulier de l'aide émotionnelle, des informations générales et de l'orientation (12.193 crimes - 48,4%) et d'une intervention plus vaste spécialisée dans l'aide juridique, sociale et financière.

D'après les informations de l'APAV, le rapporteur portugais a aussi dressé le profil de l'auteur des crimes dans le cadre de la violence domestique. La majorité des auteurs sont des hommes (17.556 crimes - 94,5%) à l'âge compris entre 36 et 45 ans (3.242 crimes - 17,4%) et vivant en commun avec la victime (13.911 crimes - 74,8%). Selon les données collectées par l'APAV auprès des victimes de violence domestique, on a constaté que les auteurs exerçaient des fonctions dans le domaine des industries extractives et de construction civile (1.733 crimes - 9,3%) et étaient dépendants de l'alcool (5.901 crimes - 73,9%). Malgré une expression faible des statistiques, il a encore été possible d'observer que 6,7% de ces auteurs avaient des antécédents (pour 1.240 crimes), en particulier en ce qui concerne les crimes portant atteinte à l'intégrité physique et les mauvais traitements physiques. Il faut aussi souligner que les crimes de violence domestique sont commis généralement sur le lieu du domicile commun de la victime et de l'auteur du crime (14.566 crimes - 75,3%).

Semblablement à ce qu'on appelle de *cycle de violence domestique*, le rapporteur portugais a mis en relief un modèle selon lequel des événements post-violence domestique se développent, d'après le traitement des informations réalisé par l'APAV sur un plan national. Dans 6.164 des cas de



violence domestique inscrits par l'APAV (35,9%) on a porté plainte à la PSP (52,1%) surtout dans les cas de crimes de mauvais traitements physiques (32,2%) et psychiques (27,9%). Cependant, le pourcentage (61,5%) de crimes dont la plainte est postérieurement retirée est alarmant.

ESPAGNE⁵¹

Les rapporteuses ont fait référence à un macro-sondage réalisé en Espagne par l'*Instituto de la Mujer*⁵², portant sur les dénonciations des femmes par rapport à leurs époux ou compagnons aux Commissariats de Police et aux Quartiers de la Garde Civile, ainsi que celles reçues par la Police Basque à Gérone et Lheida. Ce sondage a été réalisé sur 20.652 interviews téléphoniques du 29 janvier au 4 avril 2002 faites aux femmes à partir de 18 ans, utilisant le système CATI⁵³ visant à : chiffrer les actes violents contre les femmes dans le cadre domestique, connaître les caractéristiques sociales et personnelles des femmes battues et en déterminer les séquelles physiques et psychologiques.

Pour atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus, ce sondage a porté sur deux types de mauvais traitements:

⁵¹ Retiré des rapports intérimaires des rapporteuses espagnoles.

⁵² Institut de la Femme.

⁵³ *Computer Assisted Telephone Interviewing* (Interviews Téléphoniques Assistées par Ordinateur).

- *Les mauvais traitements type A, dits techniques* - ceux qui désignent que les femmes déclarent avoir été victimes de certains comportements considérés violents d'après des spécialistes, bien qu'elles ne soient pas battues;
- *Les mauvais traitements type B, dits déclarés* - ceux qui désignent que les femmes ont avoué avoir été victimes de mauvais traitements au cours des douze derniers mois.

Quant à la fréquence des mauvais traitements en Espagne, les résultats obtenus par l'enquête de l'Institut de la Femme ont mis en lumière que 4% des femmes de 18 ans ou plus, a déclaré avoir été victime de mauvais traitements au cours des douze derniers mois par une personne qui habitait avec elle ou par son fiancé. Cependant, 11,1% des femmes à plus de 18 ans est considéré maltraitée *techniquement*. En ce qui concerne l'âge, les femmes entre 30 et 64 ans sont plus vulnérables à subir des mauvais traitements, soit techniques soit déclarés, contrairement aux femmes de plus de 65 ans. Dans les cas des mauvais traitements techniques, 13,7% des femmes battues est marié et 12,2% est séparé ou divorcé. Toutefois, le pourcentage le plus élevé des femmes ayant déclaré avoir été victime de mauvais traitements s'observe surtout chez les femmes séparées et divorcées (15,2%). Chez les femmes célibataires et veuves la fréquence d'actes violents en milieu domestique est légère.

En générale, les femmes victimes de violence domestique sont obligées à vivre avec l'auteur des crimes, lorsque celui est son conjoint ou compagnon (77,6% pour les mauvais traitements techniques et 64,7% pour les mauvais traitements déclarés).

Au fur et à mesure que les communautés du lieu de domicile des femmes se développent, le pourcentage des femmes qui déclarent être battues augmente. Relativement aux mauvais traitements techniques on ne peut pas faire le lien entre les mauvais traitements et l'extension de la communauté où les femmes enquêtées habitaient. Par contre, dans les grandes villes on est plus conscient de la gravité du problème, car les femmes des villes déclarent avoir subi des mauvais traitements plus graves que les femmes des villages.

Dans les deux types de mauvais traitements, la plupart des femmes entre 77,7% et 78,1% déclare avoir en moyenne deux enfants et reconnaît son époux/compagnon comme chef de famille. Un nombre très réduit de femmes considère que ce rôle est partagé entre les deux et cela est plus évident encore, lorsqu'elles s'identifient elles-mêmes comme chef de famille.

D'après ces données, on a observé également que la plupart des femmes victimes de violence domestique révèle des symptômes communs. Dans ces deux cas, les crimes sont commis de façon répétée et en général ont une durée de plus de cinq ans. On a aussi collecté des données sur les cas des femmes immigrées d'après le rapport dressé par l'Amnistie Internationale, Section Espagnole - *Des Femmes Cachées, des Abus dans l'Impunité*. Ce rapport a été présenté en juillet 2003 et porte sur les femmes immigrées illégales en Espagne, face à la violence de genre dans le milieu familial. Le présent rapport félicite l'Etat Espagnol pour avoir approuvé toutes les normes fondamentales sur la protection des droits des femmes. Toutefois, il faut que le gouvernement espagnol suive les directives spéciales de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les normes fondamentales pour la protection des droits des femmes immigrées et qu'il ratifie sans délai la Convention Internationale sur la Protection des Droits de tous les Travailleurs Emigrants et des Membres de leur Famille (1990). Il faut encore que le gouvernement espagnol suive les recommandations prononcées en 1999 par la Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDAW) à l'occasion de la présentation de son rapport.

Semblablement à ce que l'on a déjà dit, les auteurs de mauvais traitements techniques et déclarés sont surtout le conjoint ou le compagnon (ex-conjoint, conjoint actuel ou compagnon). Le total de mauvais traitements infligés par autres personnes dans le foyer n'atteint pas 2% de la population des femmes à la majorité. Lors de l'évaluation des relations entre l'agresseur et la victime, il est important de prendre garde à toutes les situations de crise dans le couple qui puissent déclencher ou aggraver en plus les agressions familiales. 34% des agressions est commis dans le couple en situation de crise. Ces chiffres sont très importants, surtout si l'on prend en compte que de la séparation ou du divorce résulte l'interruption de la vie commune. Ces agressions surviennent donc, sans qu'un lien de parenté ou un contact quotidien ne soient entretenus. Les cas plus vulnérables qui déclenchent ces agressions sont les phases de crise initiale et le déroulement de la procédure de divorce dans un couple.

Les relations entre agresseur et victime sont de 2,4% pour le divorce et de 15% pour séparation légale ou à l'amiable.

Selon les données collectées, 36% des agressions on lieu dans un couple dont la vie en commun a été rompue définitivement. Il est évident que les cas de crise d'un couple sont un des éléments importants à envisager dans ce type de violence, de même que la rupture de la vie en commun n'annule pas une agression éventuelle. Parallèlement à cette propension, il a été possible d'observer que 56% des agressions s'exerce sur des relations stables n'ayant aucune crise déclarée et dans le lieu de domicile commun.



D'après ce que les rapporteuses ont pu rechercher, la plupart des auteurs de crimes de violence domestique a entre 21 et 40 ans et profite d'une situation professionnelle stable au cours des douze mois derniers.

FRANCE⁵⁴

Une Enquête nationale commanditée par le Service des Droits des Femmes sur les violences envers les femmes et réalisée en l'an 2000 par l'Institut de Démographie de l'Université de Paris I, sur un échantillon représentatif de la population féminine française entre 20 et 59 ans - 6.970 femmes enquêtées sur 15.884.000 femmes de cette tranche d'âge en France - fait le point sur différentes formes de violences faites aux femmes dans le cadre de la vie privée (familiale, conjugale) ou publique (rue, travail). C'est la première du genre, en France, et elle correspond aux engagements pris lors de la Conférence Mondiale des Femmes à Pékin en 1995: fournir des statistiques précises sur ce type de violence.

En effet, les statistiques établies auparavant émanaient de la Police ou de la Justice ou bien encore des organismes non gouvernementaux accueillant cette population de femmes touchées par la violence. Selon le rapporteur ces statistiques restaient partielles. Donc, cette enquête a tenté d'évaluer ce phénomène de la violence souvent tenu occulté ou dénié, sur la population globale de la France, cette fois. Cependant, la nature même de l'enquête, par téléphone sur listes

⁵⁴ Retiré des rapports intérimaires du rapporteur français.

téléphoniques des particuliers a écarté par contre, les femmes hébergées en Centre et celles n'ayant pas de domicile fixe (14.000 à 15.000 pour la France Métropolitaine), très touchées certainement par cette violence et qui accroîtraient les données statistiques.

Cette enquête a visé plus particulièrement:

- Les violences conjugales (au cours des 12 derniers mois);
- Les violences de la famille et des proches (au cours des 12 derniers mois);
- Les violences au travail (12 derniers mois);
- Les violences dans l'espace public (12 derniers mois);
- Les agressions sexuelles (au cours de la vie);
- Les agressions physiques (au cours de la vie d'adulte);
- Les violences envers les femmes et leur santé.

On entendait par:

- Agressions physiques: donner des gifles, des coups, menacer avec une arme, tenter d'étrangler ou tuer ou toute autre brutalité physique, enfermer ou empêcher de sortir, abandonner sur la route (en voiture), empêcher de rentrer chez soi ainsi que le vol avec violence dans l'espace public;
- Par avances sexuelles: le *pelotage*, les avances sexuelles déplaisantes, les images pornographiques imposées;
- Par agressions sexuelles: depuis les attouchements, jusqu'au rapport forcé ou des gestes sexuels refusés;
- Par pressions psychologiques: menacer de s'en prendre aux enfants, contrôler les sorties et les relations sociales, imposer des comportements, dévaloriser, refuser de parler; empêcher d'avoir accès aux ressources (dans le cadre conjugal);
- Sur le lieu de travail: dénigrer, brimer, mettre à l'écart, entraver ou détruire le travail).

Tels étaient les principaux faits cités par les femmes enquêtées, mais il fallait encore pour graduer la violence combiner ces faits aux indices de fréquences.



C'est la répétition qui crée l'emprise sur la personne pour les agressions verbales et psychologiques. Les agressions physiques et sexuelles peuvent être considérées comme une atteinte grave à l'intégrité de la personne dès la première occurrence.

Relativement à la violence domestique, les premiers constats de l'enquête font apparaître que:

- Ce sont les femmes les plus jeunes (20-24 ans) qui ont déclaré avoir subi le plus de violences aussi bien dans la sphère publique (la rue, la ville) qu'au travail ou dans leur couple et c'est dans la sphère privée conjugale que s'exerce le maximum de violence;
- Une femme sur dix a été victime de son conjoint (sous forme de harcèlement moral, de violences physiques ou sexuelles);
- Plus d'une femme sur cinq a été agressée dans la rue ou au travail;
- 0,3% des femmes ont été victimes de viol en France durant l'année précédant l'enquête. Cela représenterait, toujours pour cette tranche d'âge (20-59 ans), 48.000 femmes violées alors que seules 3.490 plaintes pour viol ont été déposées par des victimes majeures dans le même temps (sources: chiffres nationaux de la Direction Centrale de la Police Judiciaire).

Le rapporteur a souligné qu'on observe un net décalage entre les plaintes à la Police selon les sphères concernées: 35% pour les violences subies dans l'espace public font l'objet d'une plainte et 8% pour les violences dans le couple.

Cependant, on remarque que ces plaintes restent fréquentes: dans les violences générales, le pourcentage de procédures conjugales était de 30,30% et de 47,46% pour les mains courantes à Paris (statistiques: Police Urbaine de Proximité, Etude statistique des violences conjugales à Paris, année 2002). Des statistiques partielles du Ministère de l'Intérieur (statistiques de la Sécurité Publique excluant Paris et les départements de proche banlieue 92, 93, 94) dénombrent chaque quinzaine trois homicides de femmes tuées par leur conjoint.

Selon les chiffres, la violence se manifeste dans toutes les couches de la société française avec une sur-représentation légère dans les catégories sociales élevées et chez les chômeuses. Si la violence ne suit pas la hiérarchie sociale, l'instabilité professionnelle, le chômage ainsi qu'un niveau scolaire bas chez le conjoint induisent davantage de comportements violents. Le niveau scolaire de la femme, par contre, ne semble pas modifier les comportements masculins. Mais plus encore que les facteurs socioéconomiques, ce sont les facteurs socioculturels et certaines représentations de la relation homme-femme dans le couple, certaines images du rôle de la femme dans le couple et la

société, qui expliqueraient certains actes violents. Les femmes immigrées d'origine étrangère (à l'exception des Italo ibériques) sont plus fréquemment que les autres en situation de violences conjugales. Les situations de violences sont plus fréquentes chez les couples mixtes que chez les couples de même origine. L'alcoolisme du conjoint multiplie par cinq les situations de violences globales et par dix les situations gravissimes. Il existe de toute évidence un lien entre consommation d'alcool (ou de drogues) et violence aiguë. Cependant, il faut retenir que 70% des agressions se sont produites sans qu'aucun des partenaires n'ait bu d'alcool. Les violences conjugales, même graves, non seulement sont peu dénoncées souvent par peur de représailles mais aussi par honte et pour maintenir l'image du couple. Mais leur repérage statistique est d'autant plus difficile qu'elles constituent des infractions multiples: coups et blessures, actes de torture, mutilation, séquestration, viols et autres agressions sexuelles, meurtres, assassinats et homicides.

Ces violences sont en majorité le fait d'agresseurs masculins adultes: 99% en matière d'agressions sexuelles, 93% des auteurs de tentative de meurtre et plus de 80% pour les auteurs de violences sur le lieu de travail. Ces auteurs d'agressions sont le plus souvent connus des victimes: conjoint ou ex-conjoint, père, membres de la famille, proches et familiers.

En ce qui concerne les insultes, les menaces verbales, les agressions physiques et sexuelles, les grandes métropoles sont les lieux où elles s'exercent le plus fréquemment. Il a fallu remarquer que parmi les femmes qui ont déclaré avoir vécu une enfance difficile (privation matérielle, mesure d'assistance éducative, placement, conflit avec les parents, problème d'alcoolisme, de drogue, sévices et coups répétés) plus d'un quart (26%) sont victimes de violences conjugales contre 6% de celles qui ont répondu avoir vécu une enfance sans problèmes.

Les femmes victimes de violences sexuelles avant l'âge de 18 ans sont presque trois fois plus que les autres en situation de violences conjugales. Celles qui ont subi des attouchements répétés, par des proches, sont cinq fois plus en situation de violences *très graves* que l'ensemble (12% contre 2.5%).

Dans plus de la moitié des cas, les enfants sont témoins des scènes de violence (d'autant que la situation est très grave et perdure).

Le stéréotype de femmes victimes soumises et passives subissant l'agression doit être révisé:

- Leur premier réflexe est la discussion (60%);
- Elles profèrent elles-mêmes menaces et insultes (40%);
- L'agression verbale répond à l'agression verbale (57%);
- Lors d'agressions physiques: 35% essaient d'échapper aux coups par la fuite, 27% rendent les coups.

La perturbation grave de la sexualité est la conséquence la plus citée dans 40% des cas. La modification de certaines habitudes de vie, la rupture d'avec des proches, l'isolement et l'apparition de troubles nécessitant un suivi psychologique ou médical ont été mentionnés par environ une femme sur cinq.

Le stress post-traumatique (cauchemars et crises d'anxiété) les tentatives de suicide (pour 10% de celles qui ont subi des violences physiques et sexuelles) et la prise de psychotropes, sont les conséquences de ces relations de violence.

La rupture de la relation de couple (séparation, divorce), ainsi que les rencontres obligatoires qui la suivent (décisions matérielles, partage des biens, garde des enfants) sont des moments particulièrement conflictuels: 17% de femmes a déclaré avoir subi des faits de violence à cette occasion.

La présente enquête nous montre que la dépendance et la cohabitation accroissent les risques et la présence du conjoint les modère. Les difficultés de la vie conjugale n'interfèrent pas avec les insultes et agressions émanant de la famille. Certaines conduites génèrent aussi l'hostilité de la famille: attirance pour un partenaire du même sexe, multiplicité de partenaires.

Là encore, de façon générale, le degré de violence de la part de la famille et des proches est indépendant des conditions économiques. Au contraire, le taux de déclaration d'insultes et de violences graves est plus élevé pour les filles des milieux aisés.

Les femmes d'origine maghrébine ou portugaise sont trois fois plus nombreuses que les autres à déclarer avoir été insultées par un membre de la famille ou un proche. Et les déclarations d'agression physique sont plus importantes chez les femmes issues de l'immigration portugaise, espagnole et marocaine. Des conflits intergénérationnels et des conflits de modèles se manifestent souvent.

Relativement à la physionomie des femmes victimes de violence domestique en France, quelques données ont été collectées par l'organisation non gouvernementale PHARE.

Les femmes demandeuses d'aide de cette organisation sont dans la plupart de femmes célibataires (54%). Pour la moitié d'entre elles, il s'agit souvent de mariages forcés, bigames ou arrangés par la famille ou les amis. Le clan familial occupant une place prépondérante, il est donc quasi-impossible d'entamer (pour celles qui le souhaitent) une démarche de divorce sans aide extérieure. Pour certaines femmes, la situation est différente: leurs conjoints les ont fait venir de leur pays et ont pris leurs papiers d'identité dès leurs arrivées en France. La séparation est alors encore plus difficile car, outre les violences physiques et morales qu'elles subissent, elles sont aussi victimes de

violences administratives. Privées de leurs papiers, elles ne peuvent entreprendre aucune démarche de façon autonome et font l'objet d'un chantage permanent de la part de leur conjoint.

Malgré une légère augmentation de la proportion de femmes âgées de 18-25 ans, la plupart des victimes qui demande de l'aide à cette organisation a entre 25 et 35 ans.

Relativement à la situation professionnelle de ces femmes, presque 58% est dans le chômage et d'après le rapporteur les causes sont multiples:

- Le manque de qualification ou de maîtrise du français;
- Le niveau scolaire bas;
- Le refus des conjoints de les laisser travailler;
- La situation de séjour irrégulière en France;
- La perte du travail due aux violences;
- Le harcèlement des conjoints sur le lieu de travail.

Quant aux femmes en activité professionnelle, force est de constater que le niveau de revenu de la majorité d'entre elles est inférieur au SMIC.

La plupart des usagers des services de cette organisation déclarent vivre une situation de violence depuis moins de un an et tendent à se rapprocher de celles qui disent vivre la violence entre un et cinq ans.

Celles vivant une situation de violence pendant une période de plus de cinq ans ont beaucoup plus de difficultés à quitter leur partenaire violent. Elles sont plus dépendantes à leur égard. Ceci entraîne une grande perte de confiance en elles, d'estime de soi et une immense dévalorisation qui les amène à penser qu'elles sont incapables de mettre en place, seules, le moindre projet.

Pour un grand nombre de femmes victimes de violences (70%) l'alcool expliquerait la violence de leur compagnon et la rendrait justifiable. La plupart des victimes ont intégré le fait que si leur compagnon s'adonne à des conduites addictives cela s'explique par une certaine souffrance engendrée, soit par un vécu douloureux, soit par une provocation de leur part. Ce sentiment est à la base de leur culpabilité.

Les statistiques du PHARE nous confirment que les hommes violents n'ont pas besoin d'alcool pour déclencher la violence, puisque 30% ne sont pas sous l'emprise de l'alcool au moment des violences. La moindre frustration émanant d'un refus, d'une contradiction, d'un désir d'autonomie de la part



de leur compagne provoque chez le partenaire des crises de violence. On constate également que très souvent les femmes sont dans l'incapacité d'expliquer la survenance des violences.

ITALIE⁵⁵

La rapporteuse nous a averti que les informations sur le profil quantitatif et qualitatif des victimes et des agresseurs ne sont pas disponibles, étant donné que la loi italienne interdit expressément la diffusion d'informations quant à l'intimité des personnes, car nous ne connaissons pas le type d'aide apportée.

⁵⁵ Retiré des rapports intérimaires de la rapporteuse italienne.

GRECE⁵⁶

La rapporteuse nous a averti qu'aucun sondage sur le territoire sur toute autre forme de violence domestique n'a jamais été fait, afin d'obtenir des informations sur les profils et conséquences des victimes et de leurs agresseurs car ces données ne sont pas disponibles.

Etant donné qu'on ne dispose pas de données statistiques nationales et d'après son expérience professionnelle, la rapporteuse a révélé que les hommes exercent en général de la violence sur les femmes, indépendamment de leur niveau scolaire, social ou financier. La rapporteuse a aussi fait référence à un sondage pilote évaluant des données statistiques et réalisé par le Secrétariat Général pour l'Égalité, sur un échantillon de femmes qui se sont adressées vers les centres consultatifs à Athènes et au Pirée qui établit le suivant:

- La majorité des femmes battues était des mères mariées et dans le chômage, en situation financière moyennement faible, avec un niveau scolaire bas et habitant avec l'agresseur dans la même maison;
- L'agresseur a aussi un niveau scolaire bas, il travaille et il est marié avec la victime;
- La violence infligée a été une combinaison d'offenses physiques et psychologiques.

La plupart des agresseurs ne se comporte pas sous l'influence de l'alcool ou d'autres substances. Toutefois, cet échantillon représente un groupe réduit de femmes (400 environ) qui se sont

⁵⁶ Retiré des rapports intérimaires de la rapporteuse grecque.

adressées vers les centres consultatifs, donc il ne faut pas trop généraliser, vu que les femmes avec un niveau scolaire, financier et social haut ne s'adressent pas vers ces centres.

Récemment, le Ministre des Affaires Internes a annoncé la réalisation d'un sondage national à travers le Centre de Recherche pour l'Égalité, sur un échantillon de 1.200 femmes entre 18 et 60 ans dans toutes les régions du pays, des régions rurales et urbaines. Les résultats de ce sondage seront annoncés lorsque le traitement de données est complet.

La rapporteuse a souligné qu'en Grèce il n'y a aucune étude scientifique permettant de présenter ces données. Du reste, aucune information ne peut être fournie à cause des conséquences personnelles, professionnelles et sociales que les victimes puissent subir.

III. Des aspects pour un profil de prévention et d'intervention gouvernementale et non gouvernementale sur le problème de violence domestique dans les pays du Sud de l'Europe

PORTUGAL⁵⁷

Selon le rapporteur portugais, le thème de la violence domestique apparaît depuis le 25 avril 1974 au Portugal, lors des manifestations dirigées par quelques groupes de femmes contre l'inégalité des chances fondée sur le sexe entre les hommes et les femmes. A l'occasion, ces manifestations étaient ce que l'on entendait par des mouvements féministes, différents bien sûr de ceux de l'Europe et des Etats-Unis, faute d'expression sociale et théorique et de débat public sur les sujets portant sur les femmes et l'inégalité fondée sur le sexe.

Historiquement, les femmes portugaises n'ont pas été influencées par les mouvements féministes d'autres pays, qui dans les années soixante et soixante-dix ont commencé à aborder des sujets qui restaient encore dans l'obscurité, tels que la violence sexuelle à l'égard des femmes et des enfants et la violence domestique. Aujourd'hui, on reconnaît combien ces mouvements ont été importants dans les autres pays pour la dénonciation de la violence domestique sous la forme d'un problème social. Ces mouvements féministes ont eu lieu à une époque différente de ceux d'autres pays: au Portugal, pendant les années soixante on vivait sous la Dictature et dans les années soixante-dix l'instauration de la Démocratie exigeait autres préoccupations et intérêts par les questions sociales plus visibles. Depuis les années quatre-vingts, la question de la violence domestique est peu à peu discutée et examinée dans toute son ampleur dans les années quatre-vingt-dix, bien qu'en 1986 le

⁵⁷ Retiré des rapports intérimaires du rapporteur portugais.



premier événement public tenu à Lisbonne portant sur la violence domestique au Portugal, soit un séminaire organisé par la Coordonnatrice Européenne des Femmes de la Commission Européenne avec les représentants des organisations non gouvernementales d'autres pays et la collaboration de la Mairie de Lisbonne.

Dans les années quatre-vingt-dix, grâce à l'adhésion de Portugal à la Communauté Européenne et à la création de directives spéciales par des institutions européennes, telles que la Commission Européenne, sur l'intervention dans la violence domestique et les programmes d'appui des organisations non gouvernementales, les organisations portugaises avaient aussi la chance de développer leur activité avec l'aide du soutien financier et du dialogue avec autres organisations étrangères plus développées dans ce domaine.

La Commission pour l'Egalité et pour les Droits des Femmes (CIDM), organisme public qui dépend du Conseil des Ministres, a joué un rôle important dans le sujet de la violence domestique auprès l'opinion publique, en diffusant des publications informatives et en créant un service d'accueil à Lisbonne et à Porto, assurant au long des années un soutien juridique aux femmes victimes de violence. La CIDM continuait et continue à être maintenant l'expression d'une préoccupation de l'Etat Portugais par rapport aux droits des femmes. Depuis 1970, on a créé un groupe de travail pour la participation de la femme à la vie économique et sociale et en 1973 est créée la Commission pour la Politique Sociale relative à la Femme. Cette Commission avait un caractère consultatif et son activité principale visait une enquête sur les discriminations contre les femmes et l'élaboration des premières propositions d'altération du Droit de la Famille et de la Législation du Travail. Après la Révolution du 25 avril 1974, la Commission a été remplacée par la Commission de la Condition Féminine, organisme prédécesseur de la Commission pour l'Egalité et pour les Droits des Femmes. Cette dernière, a pu accompagner les grands mouvements internationaux, notamment au niveau des Nations Unies et de l'Union Européenne, apportant sa contribution à la diffusion d'idées et de concepts à l'égard des femmes au Portugal.

Née à l'occasion de la Révolution, l'actuelle *União das Mulheres Alternativa e Resposta*⁵⁸ (UMAR), organisation non gouvernementale des femmes, a attiré l'attention sur les problèmes des femmes depuis-là en continuant pendant les années quatre-vingt-dix à intervenir dans les questions sur la violence domestique à travers l'accueil des femmes victimes. Aujourd'hui, elle compte huit centres d'accueil au Nord et Centre du pays et à Açores et dirige un des deux centres publics d'accueil pour les victimes, d'après la signature d'un protocole entre l'Etat. Depuis 1990, l'Association des Femmes contre la Violence, une autre organisation non gouvernementale plus récente composée de femmes, apporte son aide aux victimes à travers son bureau d'accueil, ses équipes d'entraide et

⁵⁸ Union des Femmes Alternative et Réponse.



ses deux centres d'accueil. Les deux organisations sont reliées au Lobby Européen des Femmes. L'Association des Femmes Juristes joue aussi un rôle principal dans le sujet de la violence domestique sur un plan théorique, c'est à dire, sans apporter une aide directe aux victimes de violence. Il convient aussi de signaler la Fondation *Bissaya Barreto* à Coimbra qui dispose d'un centre d'accueil et d'une ligne téléphonique d'aide aux femmes.

Avant les années soixante-dix, quelques instituts de religieuses ont aussi joué un rôle important dont leur mission était d'aider les femmes en situation d'urgence. D'abord, ces religieuses s'occupaient de la réintégration des prostituées et de l'aide aux mères célibataires et au début des années quatre-vingt-dix surtout, elles étendent leur intervention au niveau de la violence domestique. On cite quelques exemples, tels que la *Congregação das Religiosas do Santíssimo Sacramento e da Caridade (Irmãs Adoradoras)* et la *Congregação da Nossa Senhora da Caridade do Bom Pastor (Irmãs do Bom Pastor)*.

Un débat réalisé par divers pays de l'Europe dans les années quatre-vingts sur les questions portant sur les victimes de crime et l'aide que les nations et la société civile devraient leur apporter, n'a pas été exempt de tout ce développement. En conséquence, l'Association Portugaise d'Aide aux Victimes a été fondée en 1990, qui ayant pour but de protéger et d'aider les victimes de crime, dispose depuis-là d'une intervention spécialisée et apporte aux victimes de violence domestique un soutien juridique, psychologique et social à travers son réseau de bureaux répartis dans le pays. Maintenant, l'APAV prépare l'ouverture de deux centres d'accueil pour les femmes et leurs enfants, un à Lisbonne et l'autre au Nord de Portugal. Elle a aussi développé des projets notamment dans le domaine de la formation de professionnels au niveau national et européen avec la collaboration de nombreuses organisations internationales.

L'Etat Portugais fait ses premiers pas en 1991, lorsque le problème social de la violence domestique constitue l'objet de son intérêt, surtout du point de vue théorique: la publication de la loi n.º 61/1991 du 13 août visant à garantir une protection adéquate aux femmes victimes de violence.

Le Parlement Portugais dans les termes des articles 164, alinéa d) et 168, alinéas b) et c) n.º 3 de la Constitution Portugaise, a établi que cette loi vise à renforcer les mécanismes de protection juridique auxquels ont droit toutes les femmes victimes d'actes de violence et prévoit notamment:

- L'établissement d'un système de prévention et d'assistance dans ce domaine;
- La mise en place d'un service de lignes d'écoute d'urgence des femmes victimes d'actes de violence;

- La création, au sein des services de police, d'une section spéciale chargée de venir directement en aide aux victimes;
- Des mesures d'incitation favorables à la création et au fonctionnement d'associations de femmes assurant la protection aux victimes d'actes de violence;
- Un système de garanties permettant de mettre un terme aux actes de violence et de remédier aux dégâts occasionnés.

Le système de protection prévu par cette loi s'applique aux crimes qui sont motivés par une attitude discriminatoire à l'égard des femmes, ainsi qu'aux crimes sexuels, violences conjugales, enlèvements, séquestrations et atteintes à l'intégrité corporelle.

Au chapitre II sur la prévention et l'assistance, l'Administration Publique lancerait des campagnes diffusées dans les médias pour sensibiliser l'opinion publique au changement de mentalités sur le rôle de la femme dans la société et surtout sur les comportements violents. Le système de protection prévu par cette loi établit que le gouvernement était aussi chargé d'élaborer et distribuer gratuitement un guide d'information pour les femmes victimes, sur leurs droits et procédures juridiques. Il disposait encore que l'Etat créait des centres d'écoute, d'hébergement et de soutien pour les femmes victimes d'actes de violence, ainsi que de soutenir la mise en place de centres d'études et de recherches sur les femmes et la publication de textes, individuels ou coopératifs, relatifs aux droits des femmes. La création d'un service téléphonique devrait être mis en place sur décision du Ministère de la Justice, visant à fournir des informations précises aux femmes victimes sur les démarches à faire dans certaines circonstances. En cas d'urgence, ce service pourrait demander l'intervention immédiate de quelque autorité policière, fonctionnerait 24 heures par jour et leurs usagers ne seraient pas obligés à révéler leur identité.

La loi disposait également la mise en place, au sein des services de police, des sections spéciales venant en accueil des victimes.

Ces sections spéciales seraient chargées de:

- Ecouter les intervenants et les victimes avant même la déposition de plainte;
- Apporter toute aide nécessaire aux intervenants et victimes;
- Assurer autant que possible une orientation par des professionnels spécialisés;
- Garantir toute assistance nécessaire de la part des organismes compétents et l'internement de la victime dans un établissement adéquat, en cas d'atteinte grave à la santé psychique, conformément la prescription d'un psychologue ou psychiatre;

- Rédiger un rapport résumé des observations et des démarches faites en l'annexant à la déposition de plainte;
- Rédiger tout autre rapport au cas où le Tribunal l'exigerait pendant la procédure pénale;
- Informer toute association veillant à la protection des droits des femmes des données statistiques sur les crimes que les associations envisagent.

La même loi réglait aussi l'assistance aux femmes victimes dans des hôpitaux, lorsque cet établissement demandait la présence d'équipes d'accueil pour les orienter tout de suite vers la déposition de plainte. Ces équipes seraient composées de professionnels spécialisés intervenant dans les procédures pénales sous supervision de l'autorité judiciaire compétente. Les fonctionnaires seraient recrutés de préférence parmi les personnes disposant un DEUG en Droit, Psychiatrie, Psychologie, Assistance Sociale et le personnel féminin de la Police de Sécurité Publique ayant une formation adéquate.

La loi établissait aussi au chapitre III, l'aide de l'Etat en faveur des associations d'aide aux femmes victimes. Les associations pourraient se constituer partie civile en représentation de la victime dans le procès pénal d'après déclaration signée par la victime. En sa représentation, les associations pourraient encore présenter une demande d'indemnisation devant le Tribunal et demander l'indemnisation anticipée versée par l'Etat, selon les termes prévus dans la législation et demander bien sûr toute autre sorte de pension provisoire de la part du prévenu jusqu'à ce que l'indemnisation soit définitivement fixée. La constitution de partie civile serait exonérée des frais de justice. Le Juge trancherait en faveur des associations existantes une somme condigne. Dans ces affaires la Commission pour l'Egalité et pour les Droits des Femmes et la Commission pour l'Egalité en matière de Travail et d'Emploi y devront intervenir.

Au chapitre IV, une loi spéciale réglerait l'indemnisation anticipée versée par l'Etat en faveur des femmes établissant les conditions, conformément la Résolution n.º 31/1977 et les Recommandations n.º 2/1980 et n.º 15/1984 du Conseil de l'Europe. Dans les crimes prévus, la suspension provisoire de la procédure prévue dans le Code de Procédure Pénale ne pourrait être appliquée qu'avec le consentement du prévenu et de la personne offensée. Dans les crimes où le prévenu habiterait avec la victime, la mesure appliquée à celui pendant la suspension de la procédure serait son éloignement de lieu de domicile de la victime, s'il s'avérait nécessaire.

Si l'on exécutait la prison préventive, on devrait appliquer au prévenu la mesure de coercition d'éloignement du lieu de domicile qui pourrait être cumulée à l'obligation de fournir caution, dans le cas de vie commune et de répétition d'actes criminels. Si une telle mesure de coercition était imposée, la peine applicable au prévenu ne serait pas suspendue à condition qu'il n'ait exercé de mauvais traitements physiques ou psychiques sur la femme.

Le gouvernement veillait à réglementer la loi dans le délai de 90 jours. Le rapporteur a annoncé que le gouvernement ne l'a pas fait, ni dans le délai prévu ni après.

Sept ans plus tard, on a quelques doutes sur l'application de l'article 196 de la loi n.º 61/1991 du 13 août, mais le Procureur Général de la République émet un arrêt le 10 février 1998 qui les fait dissiper.

Pour certains, ces doutes reposaient sur la non-réglementation de la loi et pour les autres sur la inconstitutionnalité matérielle. L'article 16 de la loi n.º 61/1991 du 13 août disposait que si l'on exécutait la prison préventive, on devrait appliquer au prévenu la mesure de coercition d'éloignement du lieu de domicile qui pourrait être cumulée à l'obligation de fournir caution, dans le cas de vie commune et de répétition d'actes criminels. Si une telle mesure de coercition était imposée, la peine applicable au prévenu ne serait pas suspendue, à condition qu'il n'ait exercé de mauvais traitements physiques ou psychiques sur la femme.

Le Procureur Général de la République a émis alors ledit arrêt dissipant les doutes. Cet arrêt stipulait que l'article était une norme de droit de procédure pénale qui grossissait la liste des mesures de coercition prévues par le Code de Procédure Pénale et qui était immédiatement exécutoire. D'autre part, la façon dont le législateur traite le sujet sous une dimension sociale, visant à la protection des femmes victimes de crimes, ne viole pas le principe d'égalité prévu dans l'article 13 de la Constitution de la République Portugaise. Selon des dispositions de cet arrêt, dans les termes de l'article 10, n.º 2, alinéa b) de la loi n.º 47/1986 du 15 octobre, le Procureur Général de la République déterminait que les Magistrats et le Parquet appliquaient ladite mesure d'après les conditions légales requises.

Le rapporteur a averti que selon l'expérience des organisations non gouvernementales d'aide aux femmes victimes de violence, les Magistrats et le Parquet continuent à ne pas mettre en pratique les dispositions de cette loi dans beaucoup de cas.

Maintenant, en terme de prévention et d'intervention soit de l'Etat, soit des organisations non gouvernementales, le rapporteur a reconnu qu'au Portugal on vit une *situation troublée*, parce qu'on n'y trouve pas une coordination des actions contribuant au fonctionnement d'un ensemble de politiques et de stratégies, qui va plus loin que la coordination simple et quotidienne dans l'orientation des victimes de violence domestique. Le II Plan National contre la Violence Domestique du XV Gouvernement de la République Portugaise est en vigueur depuis 2003, émanant de la Résolution du Conseil des Ministres du 13 juin 2003 dont la Commission pour l'Égalité et pour les Droits des Femmes (CIDM) est chargée, sous la direction de la Présidence du Conseil des Ministres.

A la suite de ce II Plan, est le I Plan émanant aussi de la Résolution du Conseil des Ministres du 15 juin 1999 jusqu'à 2002, qui surgit comme le premier instrument d'orientation des politiques adéquates de prévention et d'intervention vers la violence domestique. Le I Plan National contre la Violence Domestique avait pour but de réaliser trois objectifs principaux, visant à: sensibiliser et prévenir (objectif I), intervenir pour protéger les victimes de violence domestique (objectif II) et faire des recherches/des études (objectif III).

L'objectif I visait huit mesures portant sur l'intégration du sujet de la violence domestique au système d'éducation portugais concernant:

1. Les questions des droits de l'homme;
2. L'égalité des chances et la famille;
3. La sensibilisation des médias pour la promotion de débats sur le fait de concilier vie professionnelle et vie familiale;
4. Les stéréotypes sexistes;
5. La réalisation de campagnes pour sensibiliser l'opinion publique contre la violence domestique et l'informer qu'il s'agit d'un crime;
6. L'élaboration de matériel informatif et formatif sur sa prévention, en particulier du matériel visant des professionnels;
7. La publication de textes internationaux sur le sujet;
8. Le développement d'une stratégie pluridisciplinaire en coopération avec les divers services de l'administration centrale, régionale et locale et les organisations non gouvernementales entendues comme des *partenaires sociales*.

L'objectif II comprenaient seize mesures visant à:

1. Créer une base de données nationale sur des ressources légales et sociales visant à la consultation des institutions d'aide aux victimes de violence domestique;
2. Adopter un horaire de fonctionnement sur 24 heures par jour et pendant tous les jours de la semaine du Service d'Information pour les Femmes Victimes de Violence Domestique;
3. Créer des centres d'écoute directe aux victimes de violence domestique auprès des autorités policières compétentes;
4. Créer des cours de formation sur violence domestique pour les agents de police, le personnel médical et éducatif et les services sociaux;
5. Elaborer et distribuer des guides pour les victimes d'actes de violence et les professionnels;

6. Renforcer le soutien technique et financier adéquat aux victimes de violence domestique;
7. Envisager la possibilité de l'octroi des pouvoirs légaux supplémentaires à la Police ou aux autorités judiciaires sur l'éloignement immédiat ou provisoire de l'agresseur du lieu de domicile en cas d'actes violence;
8. Créer dans le cadre du Code Pénal une peine accessoire qui interdit l'agresseur de s'approcher de la victime;
9. Prendre des mesures légales sur la protection des témoins;
10. Inclure dans le rapport annuel de la *Procuradoria Geral da República* un chapitre spécifique pour la violence domestique;
11. Proposer un protocole d'accord entre le Barreau, le Ministère de la Justice et le Haut Commissariat pour l'Egalité et la Famille, afin de garantir une formation spécifique sur violence domestique aux avocats;
12. Envisager la possibilité de la constitution de partie civile en procédure pénale des organisations non gouvernementales, sauf si la victime ou celui qui la représente légalement s'opposait;
13. Développer un réseau d'abris pour les victimes de violence domestique avec la collaboration de professionnels spécialisés dans la gestion et réglementation adéquates du gouvernement central, du pouvoir local et des organisations non gouvernementales;
14. Faciliter l'accès aux victimes de violence domestique des cours de formation professionnelle;
15. Encourager dans les centres de santé la création d'équipes multidisciplinaires d'aide aux victimes et la consultation spécialisée à la guérison et accompagnement des agresseurs et victimes;
16. Encourager le développement de projets d'initiative privée ou publique pour aider les agresseurs à changer leur comportement.

L'objectif III visait cinq mesures:

1. Elaborer des enquêtes sur les pertes humaines, sociales et matérielles de la violence domestique;
2. Collecter, traiter et publier les données statistiques sur ce sujet de façon à les comparer au niveau national et international;
3. Développer des projets de recherche pour l'identification des facteurs culturels qui favorisent la violence domestique, ainsi que dresser le profil des agresseurs;
4. Créer un observatoire d'orientation pour la violence domestique;

5. S'enquêter sur l'aide d'établissements supérieurs qui ont des cours dans le domaine des sciences médicales, juridiques et sociales et qui peuvent contribuer à la réalisation de colloques, de séminaires et de conférences sur la violence domestique.

Le I Plan a été modiquement accompli, un réflexe peut-être de sa désorganisation conceptuelle ainsi que son aggloméré d'intentions sans une direction explicite des ses assistants, sans un agenda et sans budgets. Depuis que le Plan est entré en vigueur et jusqu'à la fin, la plupart des mesures requises a été échouée. Face à cette réalité, on ne devra pas encore oublier le fait que le Plan a souvent souffert des remplacements, selon les restructurations dans le domaine de l'Égalité des Chances: d'abord, le Haut Commissariat pour l'Égalité et la Famille, après le Cabinet de la Ministre pour l'Égalité, puis le Cabinet du Ministre de la Présidence du Conseil des Ministres, ensuite le Cabinet du Ministre Adjoint du Premier Ministre, puis Le Cabinet du Secrétariat d'Etat pour l'Égalité et finalement la Commission pour l'Égalité et pour les Droits des Femmes (CIDM), un organisme public qui a été aussi remplacé très souvent par d'autres organismes. Du XIV au XV Gouvernement de la République Portugaise, le Plan aura souffert tant de changements au niveau politique qu'au niveau de ses caractéristiques internes, ce que n'a pas favorisé l'accomplissement des mesures requises.

En mai 2000, lors de la tutelle du Cabinet de la Ministre pour l'Égalité, le I Rapport Intérimaire et Complémentaire du Plan National contre la Violence Domestique a été présenté par la Commission d'Experts à la Ministre pour l'Égalité, à Lisbonne. Cette Commission d'Experts composée par des personnalités indépendantes a été nommée dans le but de ne pas évaluer le Plan, mais de lui conférer une nouvelle orientation et de reconnaître son application.

La Commission d'Experts d'après son rapport a obtenu indirectement des informations sur l'application du I Plan National, fondée sur les connaissances que chacun des experts avait de la réalité nationale au sujet de la violence domestique. Selon leurs connaissances et tout en sachant que les mesures du Plan n'ont pas été remplies, de diverses activités surtout développées par les organisations non gouvernementales pouvaient être identifiées par les objectifs qu'elles présentaient, bien que ces mesures ne soient pas émanées par les organisations. Peut-être les mesures développées par la CIDM pouvaient-elles avoir un rapport avec ces organisations.

Donc, selon le rapport de la Commission d'Experts et relativement à la mesure du Plan qui visait la réalisation de campagnes pour sensibiliser l'opinion publique (Mesure 1.5, Objectif I), la Commission pour l'Égalité et pour les Droits des Femmes (CIDM) s'est associée à la Campagne *Tolérance Zéro - Violence contre les Femmes*, lancée par la Commission Européenne en 1999, à travers des *stickers* de sensibilisation sur le problème de la violence contre les femmes. Dans cette même année, l'Association Portugaise d'Aide aux Victimes aurait lancé le Projet ALCIPE -



Formation et Information de la Lutte contre la Violence à l'égard des Femmes, cofinancé par l'initiative DAPHNE - Actions pour Lutter contre la Violence exercée sur les Femmes, les Enfants et les Jeunes (1998) de la Commission Européenne qui aurait diffusé des informations à travers des affiches, des prospectus, des annonces de presse, des revues, des informations à la radio, des affiches publicitaires et des *spots* télévisés. L'Association de Femmes contre la Violence (AMCV) avait lancé un *spot* télévisé et la Fondation de la Jeunesse préparait en 2000 une campagne sur violence domestique contre les femmes, adressée aux jeunes et qui serait lancée quelques années plus tard. On doit souligner que la campagne susmentionnée *Tolérance Zéro - Violence contre les Femmes*, lancée par la Commission Européenne en 1999 n'a pas eu un impact significatif selon le rapporteur, comme l'avait montré une étude réalisée par le Centre d'Etudes pour l'Intervention Sociale (CESIS) présentée à la Conférence Internationale *Tolérance Zéro - Violence contre les Femmes - Clôture de l'Année Européenne* et tenue à Lisbonne pendant la Présidence Portugaise de l'Union Européenne le 4, 5 et 6 mai 2000.

Au niveau de la formation des professionnels (Mesure 2.4, Objectif II), la CIDM avait mené plusieurs actions de formation auprès des écoles et d'autres institutions, surtout dans le domaine de la santé et signé un protocole avec la Direction Générale de la Santé, participant à des événements tels que séminaires, colloques et congrès. L'APAV avait aussi entrepris des actions semblables et avait participé à des programmes de formation divers, à l'aide d'onze centres d'accueil répartis du Nord au Sud du pays. Le centre d'accueil de Lisbonne avait mené des actions de formation dans le cadre des curriculums de: l'Ecole Pratique de la Garde Nationale Républicaine (EPGNR), l'Institut Supérieur de Sciences Criminelles (INPCC), les établissements de formation de la Garde Nationale Républicaine (GNR), la Police de Sécurité Publique (PSP) et la Police Judiciaire (PJ). L'APAV était en train de mettre en œuvre le Projet SOPHIE - formation portant sur l'écoute aux femmes, enfants et jeunes victimes de violence, cofinancé par l'initiative DAPHNE 1999. Depuis-là, l'association vient à organiser des modules de formations soit internement (techniciens d'aide aux victimes), soit externement (des professionnels divers: agents de police, infirmiers, médecins, conseillers religieux et assistants sociaux). Le Projet INNOVER mené par le Ministère de l'Administration Interne organisait des actions diverses auprès des agents de police.

En ce qui concerne l'élaboration de guides pour les femmes victimes et les professionnels qui les écoutent (Mesure 2.5, Objectif III), la CIDM avait publié un prospectus pour les femmes victimes de violence domestique et le Projet INNOVER avait publié le *Guide Un Nouveau Chemin - Plan de Sécurité Personnelle*. L'APAV avait publié aussi le *Manuel ALCIPE - A l'Ecoute des Femmes Victimes de Violence*, pour les professionnels en particulier, les agents de police et les professionnels de santé et un dépliant pour ces femmes qui fonctionnait comme un guide en matière d'orientation, de conseils pratiques et d'informations précises sur toute sorte d'aide. Le rapporteur a reconnu

que ce manuel de procédures est le seul qui existe maintenant au Portugal visant à l'intervention dans les problèmes de violence domestique. Relativement aux centres d'accueil pour les femmes victimes de violence domestique au Portugal (Mesure 2.13, Objectif II), il existe plusieurs centres d'accueil pour les femmes à risque (en situation de toxicodépendance, maternité non surveillée et prostitution) et quatre en particulier pour les femmes victimes de violence domestique. Tous ces centres appartenaient à des institutions privées de solidarité sociale ou à des organisations non gouvernementales. Le Club Soroptimist⁵⁹ de Portugal envisageait le Projet *Lieu de Refuge* et l'APAV disposait de trois projets pour la création de centres d'accueil de femmes et enfants: le premier en partenariat avec la Mairie de Lisbonne, le deuxième avec la Mairie de Vila Real et le troisième avec le Mouvement de Défense de la Vie (MDV).

En ce qui concerne la réalisation d'enquêtes sur la violence domestique au Portugal (Objectif III), en 1995 la CIDM avait demandé à l'Université Nouvelle de Lisbonne une étude portant sur la Violence contre les Femmes qui ensuite a été publiée. Depuis sa création en 1990, l'APAV avait publié annuellement des données statistiques relatives aux dossiers nationaux qu'elle traitait et parmi lesquels on distinguait les cas des victimes de violence domestique. Ces données faisaient partie des statistiques officielles de la justice (établies par le Cabinet d'Etudes et de Planification du Ministère de la Justice) et étaient disponibles à l'Internet. Le Ministère de l'Administration Interne à travers le Projet INNOVER avait aussi lancé un instrument de traitement statistique auprès des Commissariats et Postes de Police. La plupart des actions inventoriées émanaient des organisations non gouvernementales et des communautés locales.

Toutefois, le I Plan National a été évalué au terme de son application et le Rapport Complémentaire du Plan National contre la Violence Domestique a été présenté par une deuxième Commission d'Experts. Cette commission différente de la première et ayant pour but de faire une évaluation finale sur le Plan, a recueilli directement des informations en envoyant ensuite des enquêtes aux entités concernées dans le I Plan National (soit des organisations de l'administration publique, soit des organisations non gouvernementales), dans un total de 117 enquêtes dont 40 réponses étaient reçues. Les questions posées concernaient les objectifs et les mesures prévus dans le Plan.

D'après l'analyse de ce rapport, le rapporteur portugais en a conclu qu'en fait, on n'a pas rempli la plupart des mesures requises. Les activités menées par les organisations non gouvernementales n'ont pas été développées d'accord avec ces mesures pour accomplir la réalisation du Plan, parce

⁵⁹ Organisation mondiale de service créée en 1921 à Californie (Etats-Unis) regroupant des femmes exerçant une profession et mettant leurs compétences au service des communautés locales, nationales et internationales. Elle est bâtie sur les principes de l'amitié, de la tolérance et de la solidarité appliqués, à des objectifs communs dans le respect des convictions de chacun. L'altruisme, l'aide et le partage sont prodigués à autrui pour des causes humanitaires à tous niveaux.

qu'elles étaient prévues justement dans les statuts de chaque organisation. Le rapport de la deuxième Commission d'Experts est laconique: on a obtenu peu d'informations auprès de l'administration centrale et des organisations non gouvernementales.

Relativement aux mesures de sensibilisation et de prévention prévues par le Plan (Objectif I), la Commission a annoncé que les entités de l'administration centrale ainsi que les organisations des femmes ont pris la mesure concernant la sensibilisation par les médias. En ce qui concerne les mesures sur les pratiques pédagogiques, l'élaboration de matériel formatif et informatif et la mise en œuvre de campagnes d'information, la Commission d'Experts a annoncé qu'on avait obtenu des bons résultats, soit de la part des organisations non gouvernementales, soit de la part de l'administration centrale.

Quant à l'intervention pour protéger la victime de la violence domestique (Objectif II), la Commission d'Experts a annoncé que parmi diverses mesures on n'a pris que celle concernant l'élaboration et distribution de guides pour les victimes, conçus par les organisations non gouvernementales et par l'administration centrale, ainsi que la création d'équipes multidisciplinaires auprès des centres médicaux.

En ce qui concerne les enquêtes prévues par le I Plan (Objectif III), la Commission d'Experts évoque d'une manière très vague la collecte des données statistiques tant par les organisations non gouvernementales, tant par l'administration centrale.

Le I Plan National contre la Violence Domestique ne présentait ni de cohérence ni de pondération face à des objectifs distincts caractérisés par une certaine ambition sinon utopie, faut d'avoir des budgets ou des agents pour atteindre ses buts au cours de trois années de son application. Par contre, le II Plan National contre la Violence Domestique, maintenant en cours, présente une cohérence adéquate et une organisation des mesures requises, ayant des personnes chargées de chaque mesure et un agenda avec ses délais.

Ce Plan est divisé en sept domaines:

1. Information, Sensibilisation et Prévention;
2. Formation;
3. Législation et son Application;
4. Protection de la Victime et Réinsertion Sociale;
5. Enquêtes;
6. Femmes Migrées;
7. Evaluation.

Pour l'Information, Sensibilisation et Prévention, le II Plan prévoit onze mesures:

1. Réaliser une campagne nationale sur violence domestique à entamer dès le deuxième semestre de 2003 et à répéter en novembre de chaque année;
2. Elaborer du matériel informatif en plusieurs supports sur les droits de l'homme et la violence domestique, le distribuer dans l'Administration Centrale, autarchies, hôpitaux et centres de santé et le diffuser le deuxième semestre de 2003;
3. Proposer aux Ordres des Médecins, des Infirmiers et des Pharmaciens l'établissement de protocoles ayant pour but de diffuser régulièrement ces informations sur la violence domestique. Ce protocole devra être signé pendant 2003 et mis en œuvre durant 2004 et les années suivantes à l'application du Plan;
4. Réaliser un séminaire interdisciplinaire sur violence domestique, avec la participation des institutions publiques et leur expérience, des victimes, des organisations qui travaillent dans ce domaine, des agresseurs réhabilités et des forces de police pendant le premier semestre de 2004;
5. Inclure progressivement dans des programmes scolaires de tous les niveaux d'enseignement le thème de la violence domestique;
6. Introduire dans toutes les écoles: de la maternelle à l'enseignement primaire et secondaire (dans les domaines Activités et Education Civique) des thèmes sur l'égalité des chances et violence domestique. Pour appliquer ces mesures dans l'enseignement supérieur il faut présenter une proposition en 2003;
7. Elaborer des *unités didactiques* (objectifs, contenus et méthodologies) qui devront être disponibles dans tous les établissements scolaires. Ces unités devront développer le respect et l'égalité dans les relations interpersonnelles (à entreprendre en 2003) visant à la mise en œuvre d'expériences pilote l'année scolaire prochaine;
8. Sensibiliser et aider les autarchies pour entamer des projets sur la violence domestique à commencer tout de suite dès que le Plan est approuvé;
9. Créer une page sur Internet fournissant des informations précises sur la violence domestique et l'actualiser continûment pendant la période d'application de ce Plan;
10. Sensibiliser la promotion d'initiatives communautaires dans le cadre du III Cadre Communautaire d'Appui, afin d'inclure le thème de la violence domestique dans des secteurs respectifs après l'approbation du Plan;

11. Encourager les médias à réaliser des documentaires, des débats et des programmes sur la violence domestique, en tant que manifestation d'un retard structural qui empêche la consolidation d'une société démocratique.

Pour la Formation, on distingue tout d'abord la formation des professionnels qui interviennent dans le problème de la violence domestique: une *formation initiale* visant à la sensibilisation d'entités compétentes surtout les Universités pour l'importance d'inclure des modules sur violence domestique dans leurs cours; une *formation professionnelle* visant des professionnels éventuels qualifiés pour l'aide aux victimes et une *formation continue et multidisciplinaire* visant des groupes cible indiqués pour l'écoute et l'aide aux victimes, tels que les Magistrats, Avocats, Juristes, Agents de Police et Professionnels de Santé. Ces cours de formation seront élaborés, accrédités et présentés aux entités formatrices.

Donc, les mesures établies dans ce domaine comprennent:

1. Mettre en œuvre, à l'appui du Programme Juridictionnel, des actions de formation qui s'étendent à la plupart du territoire national et qui permettent de familiariser les fonctionnaires des *autarchies*, surtout les municipalités qui traitent du sujet de la violence domestique (à entreprendre le deuxième semestre de 2003 et à développer les années suivantes);
2. Inclure obligatoirement le thème de la violence domestique par modules sur l'égalité des chances (à développer tout de suite et en concert avec le Plan National d'Égalité des Chances entre les Femmes et les Hommes);
3. Inclure des thèmes sur la violence domestique et l'Égalité des Chances entre les Femmes et les Hommes dans la formation des professeurs, en concert avec le Plan National d'Égalité des Chances entre les Femmes et les Hommes (à développer dès l'entrée en vigueur du Plan et pendant tout le triennat);
4. Inclure le même thème dans les cours de formation des Ecoles Supérieures d'Éducation, ainsi que la collaboration systématiquement des formateurs aux initiatives portant sur la formation des professeurs et du personnel éducatif (à développer tout de suite en 2004);
5. Eclaircir les écoles dans le but de détecter et d'accompagner les cas d'enfants dont la famille est victime de violence domestique, ainsi que promouvoir des programmes (à mettre en œuvre en 2003 comme expérience pilote et à développer les années suivantes);
6. Elaborer du matériel informatif sur la prévention, identification et détection des cas de violence domestique (à entamer tout de suite et à appliquer en 2004).

Sur la Législation et son Application, le Plan estime neuf mesures:

1. Sensibiliser les Magistrats à l'application de la mesure de coercition de l'éloignement de l'agresseur prévue à l'article 200 du Code de Procédure Pénale et de la peine accessoire d'interdiction de contact de l'agresseur avec la victime prévue à l'article 152, n.º 6 du Code Pénal (à entamer le deuxième semestre de 2003 et les années suivantes);
2. Réviser le système de preuves dans le cadre de la violence domestique (à développer tout de suite et pendant le triennat du Plan);
3. Déterminer l'inhibition de la licence et port d'arme, lorsqu'on applique la mesure d'éloignement de l'agresseur ou que celui a des antécédents (mesure à prendre tout de suite en 2004, lorsque le prévenu se constitue partie civile);
4. Etablir des mesures légitimes d'intervention policière et les classer quant à leur nature, implications et objectifs conformément les intérêts des victimes d'actes violents dans le cadre d'une réglementation éventuelle de la Police (à partir de 2004);
5. Envisager des possibilités pour renforcer la sécurité des victimes qui ont profité de la mesure d'éloignement de l'agresseur, à travers la communauté locale et les forces de police (pour 2004, on envisage la possibilité d'utiliser des moyens électroniques pour faire des appels d'urgence dans les cas de menaces graves à la victime);
6. Assurer aux victimes de violence domestique à travers l'Institut d'Accès au Droit, des consultations juridiques par des avocats ou des avocats stagiaires accompagnés de leurs maîtres, suivies d'une assistance judiciaire rapide compte tenu l'insuffisance économique;
7. Garantir une protection effective aux victimes de violence domestique en recourant aux divers instruments prévus à la loi n.º 93/1999 du 14 juillet - application de mesures pour la protection de témoins en procès pénal;
8. Réviser la loi n.º 129/1999 du 20 août relative à l'indemnisation anticipée versée par l'Etat aux victimes de violence conjugale;
9. Elaborer et publier un guide visant la législation et jurisprudence sur violence domestique (à mettre en application entre la fin du deuxième semestre de 2003 et le premier de 2004).

La Protection à la Victime et la Réinsertion Sociale comprend dix mesures:

1. Restructurer le Service d'Information aux Victimes de Violence Domestique (SIVVD, Ligne Verte) assurant la prestation d'un service d'aide efficace tous les jours de la semaine, 24 heures par jour (à mettre en place le premier semestre de 2003);

2. Créer un réseau national de foyers pour femmes victimes de violence domestique conformément la loi n.º 107/1999 du 3 août et le décret-loi n.º 323/2000 du 19 décembre (à réaliser au cours de l'application du Plan);
3. Elaborer un règlement intérieur des centres d'accueil en attirant l'attention sur la qualité des services et les conditions de fonctionnement et de fiscalisation (cela n'écartera pas non plus un règlement intérieur du fonctionnement de chaque centre d'accueil, prévu au décret-loi n.º 323/2000, à réaliser pendant le premier semestre de 2003);
4. Créer et mettre en place une base de données nationale le premier et le deuxième semestre de 2004 respectivement, intégrant toutes ressources publiques et privées sur l'Internet disponibles strictement aux victimes;
5. Etablir des liens étroits entre tous les organismes publics et privés qui traitent du problème de la violence domestique, imposant des règles sur l'écoute visant à la confidentialité, l'accueil et l'orientation dans le but garantir des bons résultats de la part de ces services (à entreprendre le premier semestre de 2004);
6. Elaborer des guides sur l'écoute pour les professionnels qui travaillent avec les victimes (à réaliser le deuxième semestre de 2003);
7. Faciliter l'accès aux victimes de violence domestique de programmes de préformation et de formation professionnelle, ainsi que tout autre type d'aide pour les réinsérer (au long de l'application du Plan);
8. Garantir aux victimes de violence domestique l'accès effectif aux centres de santé et au traitement clinique et psychologique;
9. Développer et créer des centres d'accueil et de traitement clinique pour les familles ayant des troubles, afin de prévenir la violence domestique (à mettre en œuvre le premier semestre de 2005);
10. Créer des infrastructures pour réhabiliter et traiter cliniquement les agresseurs qui par leur propre initiative désirent changer de comportement (à entamer le premier semestre de 2005).

L'enquête consiste en cinq mesures:

1. Adapter et uniformiser les données statistiques nationales sur la violence domestique, selon ceux qui ont été approuvés par le Conseil des Ministres de l'Union Européenne en décembre 2002 (à réaliser au cours de l'application du Plan);

2. Établir une collecte de données reposant sur des fiches normalisées et créées à partir des indicateurs susmentionnés visant toutes institutions qui travaillent avec les victimes de violence domestique (à mettre en œuvre le premier semestre de 2003 et le deuxième de 2004);
3. Réaliser des enquêtes dans le cadre national sur la violence domestique afin d'analyser l'évolution de ce problème au Portugal (à entreprendre le premier semestre de 2004);
4. Promouvoir des études sur les pertes humaines, sociales et matérielles, ainsi que des projets de recherche pour identifier les facteurs culturels qui perpétuent la violence (à entamer au cours du triennat du Plan);
5. Rendre disponible des subsides à titre d'aide pour réaliser ces études à travers la signature d'un protocole avec la Fondation pour la Science et la Technologie (à célébrer en 2003 et à attribuer annuellement).

Relativement aux Femmes Migrées on envisage quatre mesures:

1. Promouvoir des études qui permettent d'acquérir des connaissances approfondies sur quelques aspects de la violence domestique auxquels sont soumises les communautés immigrées et entreprendre des actions de sensibilisation spécifiques (à mettre en œuvre dès l'entrée en vigueur du Plan);
2. Sensibiliser les communautés immigrées sur la violation des droits de l'homme en ce qui concerne toutes formes de mutilation sexuelle féminine (à mettre en œuvre dès l'entrée en vigueur du Plan);
3. Sanctionner expressément la mutilation sexuelle féminine;
4. Charger les centres de santé et les hôpitaux d'apporter toute aide spéciale et nécessaire aux communautés qui pratiquent la mutilation sexuelle féminine par rapport aux femmes et enfants (à mettre en œuvre dès l'entrée en vigueur du Plan).

Selon le rapporteur, cela s'agit d'une innovation au sujet de la violence domestique au Portugal et qui correspond bien sûr à l'inquiétude du gouvernement par rapport à l'immigration croissante dans le pays, surtout des pays de l'Est de l'Europe, d'Afrique et du Brésil.

Pour l'Évaluation le Plan comprend trois mesures:

La première vise à créer un Observatoire de Violence Domestique chargé d'assister et d'évaluer régulièrement la mise en œuvre du Plan et de collecter des informations et des données pour la réalisation d'un rapport annuel qui sera présenté en décembre 2003 au Ministre de Tutelle et

évalué par le Conseil des Ministres. L'Observatoire sera représenté par des membres de la CIDM, du Ministère de la Justice, du Ministère de l'Éducation, du Ministère de la Santé, du Ministère de la Sécurité Sociale et du Travail, du Ministère de l'Administration Interne et de l'Association Nationale de Municipalités qui se sont consacrés à la création du Plan ou par des membres qui seront nommés à leur place. La CIDM présidera à cet Observatoire et des assises auront lieu tous les trois mois avec la participation rotative des organisations non gouvernementales qui travaillent dans le domaine de la violence domestique. La deuxième mesure vise à entretenir des rapports entre l'Observatoire pour la Violence Domestique et l'Observatoire pour les Affaires de Famille. La troisième et dernière mesure stipule que l'évaluation finale devra être faite par des spécialistes désignés par le Ministre de la Présidence, tels que les entités qui s'occupent de recherches scientifiques dans ce domaine ou experts dans le domaine des droits de l'homme.

D'après le rapporteur, le II Plan rassemble des mesures décisives et adéquates et d'une manière générale le texte est parfaitement explicite, s'exprimant avec des concepts très clairs, contrairement au I Plan. Outre la clarté, ce texte a été aussi publié sous la forme d'un prospectus par la CIDM. Ici on a éclairci la position du gouvernement en terme de la philosophie des mesures à prendre dans chaque domaine, en les limitant à la violence domestique exercée sur les femmes et en écartant du Plan les autres membres de la famille susceptibles d'être victimes, surtout les enfants, les personnes âgées et les handicapés.

L'introduction placée en tête du prospectus explique clairement les causes possibles par lesquelles les victimes de violence domestique sont des femmes en général:

- La réalité de la violence exercée sur les enfants, les personnes âgées et les handicapés n'est pas très connue;
- La CIDM chargée du Plan, n'a pas d'intervenants spécialisés directement dans les cas qui supposent des actes violents exercés sur les enfants, les personnes âgées et les handicapés;
- La violence domestique exercée sur des femmes découle de l'inégalité entre la femme et l'homme;
- Les autres formes de violence (harcèlement et trafic de femmes) font partie de la violence domestique, mais c'est la violence au foyer qui cause le plus grand nombre de femmes assassinées entre 16 et 44 ans.

Face à cette limitation à la violence exercée sur les femmes écartant les autres victimes, on ne devrait pas oublier d'ajuster les mesures du Plan à d'autres déjà prises ou qui viendront à être

définies pour la lutte contre les autres formes de violence domestique, ainsi que les institutions qui travaillent sur le plan conceptuel ou d'intervention.

Bien que le II Plan présente toutefois les mesures respectives et son agenda, il ne présente pas un budget global disponible pour son exécution. On sous-entend que ce budget dépend de celui alloué à la CIDM pour toutes ses activités et de celui alloué à l'Administration Centrale, une situation qui pourra causer une contrainte et un retard très sérieux à l'application du Plan. Ce que le rapporteur considère positif est la création récente d'une équipe spéciale, nommée par le gouvernement et composée de deux fonctionnaires publiques chargées de coordonner l'application du Plan auprès de la CIDM.

Le rapporteur a aussi noté une faible participation des organisations non gouvernementales à l'application des mesures du II Plan. Si les mesures du I Plan faisaient référence à la société civile et aux organisations non gouvernementales, considérées des entités essentielles par rapport à leur travail dans ce domaine et de celui de la violence, le II Plan n'a compté que la réunion des membres de l'Administration Centrale n'accordant pas une importance décisive au travail développé dès lors. Si l'évaluation du I Plan semblait imputer l'application des mesures aux organisations sans un soutien financier de l'Etat, le II Plan semble par contre mettre en relief l'action de l'Etat face à ces organisations.

Le II Plan compte avec la collaboration des organisations non gouvernementales pour l'application de trois mesures seulement et prévoit une participation limitée à la lutte contre la violence domestique au Portugal. Dans les années dernières et pour le moment, ces organisations se voient contraintes par des difficultés économiques et tentent de lutter contre ce problème que l'Etat semble souvent négliger. Ces mesures sont: la mesure 4.5 pour la Protection de la Victime et Réinsertion Sociale (point 4); la mesure 5.2 pour les Enquêtes (point 5) et la mesure 7.1 pour l'Evaluation (point 7).

En ce qui concerne la mesure 4.5 portant sur l'établissement d'un réseau entre tous organismes publics et privés qui traitent le problème de la violence domestique, imposant des règles sur l'accueil aux victimes, le Plan inclut en effet les organisations non gouvernementales. En fait, le Plan ne pourrait pas les exclure car ces organisations depuis leur création, continuent à apporter leur aide aux victimes et constituent une connaissance valable pour toutes mesures prises, un aspect que seul le Plan ne pourrait pas résoudre. Relativement à la mesure 5.2 qui vise à collecter des données reposant sur des fiches normalisées et créées à partir des indicateurs approuvés par le Conseil des Ministres de l'Union Européenne, dans le cadre de la violence domestique, le Plan ne pourrait pas ignorer d'après les motifs mentionnés, que les organisations non gouvernementales disposent des conditions pour publier des données dans les Statistiques Officielles de la Justice, comme l'a fait l'Association Portugaise d'Aide aux Victimes. Pour la mesure 7.1 établissant la

création d'un Observatoire de Violence Domestique composé par des représentants de divers Ministères et de l'Association Nationale de Municipalités, le Plan prévoit que les organisations non gouvernementales y participent de *manière rotative*. L'efficacité de cette participation pose des doutes au rapporteur, vu que ces organisations ne sont pas invitées à comparaître aux réunions trimestrielles de l'Observatoire. Elles ne peuvent pas non plus donner suite à leur travail parce qu'il y a des différences face à l'idéologie, structure interne, modes d'intervention et autres dans l'ensemble des organisations. Malgré ces doutes, il y en a d'autres, par exemple, lorsqu'une mesure prise au cours de la réunion n'éclaire pas le type de participation qu'on doit espérer de chaque organisation: observatrice ou consultrice. Le rapporteur entend que le Conseil Consultatif des Organisations Non Gouvernementales ayant une mission spécifique dans le cadre de la CIDM, devrait nommer une représentante indépendamment d'autres qui intègrent le Conseil Consultatif de l'Observatoire ou non.

Le rapporteur a connaissance de la mise en œuvre de deux mesures du moins prévues par le II Plan. La première est la mesure 4.1 pour la Protection de la Victime et Réinsertion Sociale (point 4) qui visait restructurer le Service d'Information aux Victimes de Violence Domestique (SIVVD, Ligne Verte), assurant la prestation d'un service d'aide efficace tous les jours de la semaine 24 heures par jour et qui devait être mise en place le premier semestre de 2003. La deuxième est la mesure 4.2 pour la Protection de la Victime et Réinsertion Sociale aussi (point 4) qui visait créer un réseau national de foyers pour femmes victimes de violence domestique conformément la loi n.º 107/1999 du 3 août et le décret-loi n.º 323/2000 du 19 décembre et qui devait être réalisée au cours de l'application du Plan.

En fait, ces mesures faisaient aussi partie du I Plan National contre la Violence Domestique. Lors de la tutelle du Cabinet de la Ministre pour l'Égalité, les deux mesures ont été remplies, vu que pendant des mois très courts de sa présidence, établissant une coordination plus ample entre l'État et les organisations non gouvernementales nationales les plus vastes en terme d'extension territoriale et de qualité de services, la Ministre a accordé à l'accomplissement de la mesure 2.2 du I Plan relative au Service d'Information aux Victimes de Violence Domestique (SIVVD, Ligne Verte) sous la responsabilité de la CIDM et fonctionnant dans l'horaire de la fonction publique. Cette mesure consistait en élargir l'horaire de fonctionnement et restructurer le Service. Donc, le Service d'Information aux Victimes de Violence Domestique (SIVVD, Ligne Verte) a surgi en 2000 et l'Association Portugaise d'Aide aux Victimes est devenue sa collaboratrice. Une telle collaboration consistait en adjudiquer le Service à cette institution par la présentation d'un projet au Cabinet de la Ministre pour l'Égalité. Ainsi avait-on mis en place la mesure 2.2 du I Plan.



Ensuite, l'APAV et la CIDM ont accordé à maintenir le Service dans l'horaire susmentionné et ont accordé à:

- Désigner un technicien chargé de coordonner le Service par rapport à la prestation de services de l'APAV;
- Choisir le matériel technique à employer;
- Inviter la Faculté de Psychologie et de Sciences d'Education de l'Université de Lisbonne à superviser et évaluer techniquement et scientifiquement le Service;
- Former des techniciens spécialisés en écoute téléphonique aux victimes, recrutés par l'APAV et qu'après feraient partie de l'équipe du SIVVD.

Le SIVVD a mis en place son intervention de 2000 à 2003 ayant cessé la collaboration de l'APAV le 30 septembre dernier, date à partir de laquelle l'horaire (17.30 - 9.00 heures, y compris toute la semaine, week-end et jours fériés) a été assuré par la Ligne d'Urgence 144. Compte tenu de la mise en œuvre récente de la mesure 4.1 du Plan II qui a restructuré le SIVVD, les professionnels qui reçoivent les appels téléphoniques des victimes, en les informent et les avertissent qu'elles devront plutôt téléphoner pendant le jour, ce qui est très difficile lorsqu'elles présentent souvent des cas urgents et très graves. Cette mesure devrait donc être mise en œuvre tout de suite et comprendre évidemment une formation adéquate des professionnels chargés de recevoir les appels des victimes, pour qu'ils y soient habilités dès le fonctionnement du Service.

La Ministre pour l'Égalité a aussi mis en œuvre une autre mesure visant la création d'un réseau national de centres d'accueil pour les femmes victimes de violence domestique, en inaugurant le premier centre d'accueil à Alentejo en 2001. Ensuite, le Secrétariat d'État pour l'Égalité remplaçant le Cabinet de la Ministre a signé un protocole visant la création du deuxième centre d'accueil à Lisbonne, en collaboration avec l'Union de Femmes Alternative et Réponse (UMAR). Ce protocole a été signé par l'UMAR, la CIDM, le Secrétariat d'État pour la Sécurité Sociale et l'Institut de Gestion et Aliénation du Patrimoine de l'État (IGAPE) le 26 novembre 2001. Le centre d'accueil à Lisbonne a commencé à fonctionner en 2002 ayant une capacité d'accueil de quarante femmes avec des enfants.

L'engagement de l'État Portugais à la création d'un réseau public de centres d'accueil pour les femmes victimes, découle principalement de la loi n.º 61/1991 du 13 août qui leur garantit une protection adéquate. Comme on l'a déjà dit, cette loi prévoit à l'article 5 la création des foyers de la part de l'État assurant l'écoute, l'abri et l'orientation aux femmes victimes d'actes violents. Là encore, la mesure 2.13 du I Plan National contre la Violence Domestique approuvée par la Résolution du Conseil des Ministres n.º 55/1999 du 27 mai, établissait la création d'un réseau

d'abris pour les victimes de violence domestique, en collaboration avec le gouvernement central, le pouvoir local, les organisations non gouvernementales et le personnel spécialisé chargé de gérer et réglementer ces organisations.

Deux mois après la déclaration du I Plan, la loi n.º 107/1999 du 3 août mettait de nouveau en relief cet engagement, qui établissait la création d'un réseau de foyers d'accueil pour les femmes victimes de violence. Le Parlement Portugais dans les termes de l'alinéa c) de l'article 161 de la Constitution de la République Portugaise, déterminait que l'Etat devrait assurer une telle création ce qui entraînait la construction, le fonctionnement et la manutention de ces foyers. Le réseau public devrait comporter au moins un foyer pour chaque district du continent et pour chacune des régions autonomes, Açores et Madère. Les agglomérations de Lisbonne et de Porto doivent en comporter au moins deux. Ces foyers seraient composés d'un centre d'hébergement et d'un ou plus centres pour accueillir, traiter et orienter les femmes victimes de violence. Ces foyers devraient être encore dotés du personnel spécialisé, qui en collaboration avec les Conseillers pour l'Egalité feraient promouvoir les objectifs de la loi.

En dotant le réseau public des foyers, si la situation géographique le permettait, le gouvernement en liaison avec les organisations non gouvernementales serait chargé de promouvoir et de soutenir la création de centres d'accueil pour les femmes victimes de violence. Leurs services et l'assistance judiciaire des femmes démunies économiquement devraient être gratuits. En ce qui concerne le financement des ces structures, la dépense autorisée par la loi serait inscrite au budget de l'Etat de l'année subséquente à son exécution. Le gouvernement s'engagerait à réglementer cette loi dans le délai de 90 jours dès sa publication.

Le rapporteur a dit que cette loi n'a jamais été réglementée ni prévue au budget de l'Etat. Le Portugal ne dispose d'un réseau public de foyers pour les femmes victimes de violence ni de foyers d'accueil, car il n'existe que les deux centres d'accueil à Alentejo et à Lisbonne. Ces derniers ont été créés par le Cabinet de la Ministre pour l'Egalité et le Cabinet du Secrétariat d'Etat pour l'Egalité dans l'intention d'exécuter le I Plan. Le rapporteur croit que ces deux centres d'accueil ne peuvent pas être envisagés comme des réseaux publics, car leur travail n'est pas développé selon une philosophie d'intervention commune.

Comme on l'a déjà dit, le II Plan National contre la Violence Domestique a mis en relief la mesure 4.2 qui visait créer un réseau national de foyers d'accueil pour les femmes victimes de violence domestique, conformément la loi n.º 107/1999 du 3 août et le décret-loi n.º 323/2000 du 19 décembre et qui devait être exécutée au cours de l'application du Plan.

Maintenant, plusieurs centres d'accueil sont répandus dans le pays et appartiennent aux organisations non gouvernementales en général, surtout aux instituts de religieuses.

Le Rapport Complémentaire du Plan National contre la Violence Domestique présenté par la Commission d'Experts en 2001 a chiffré quelques centres:

- 10 centres d'accueil spécifiques pour les victimes de violence domestique, mettant à l'abri des femmes et leurs enfants et ayant une capacité d'accueil de 155 places au Nord, Centre et Sud du pays;
- 21 centres d'accueil pas spécifiques pour les femmes à risque;
- 431 places dans le total et distribuées géographiquement.

Ces centres étaient dans la plupart associations d'inspiration religieuse surtout ou des instituts religieux ayant la mission d'aider les enfants, les adolescents et les femmes à risque.

Le rapporteur a signalé que ces associations ne font pas partie du réseau national, soit celles de l'Etat, soit celles des organisations non gouvernementales et révèlent un décalage en terme de coopération entre elles-mêmes ou avec autres institutions, même si elles appartiennent à la même organisation. Ces associations n'obéissent pas à des critères communs et ni leur intervention est évaluée par une entité responsable et spécialisée en matière de violence domestique. Faute de coordination, de critères et d'une entité chargée de les évaluer, les centres d'accueil fonctionnent comme des pôles isolés d'une intervention qui pourrait être ajustée et conduite à l'engagement de politiques générales en matière de violence domestique.

Le rapporteur croit que la qualité et même la légitimité des procédures de certaines organisations non gouvernementales disposant de centres d'accueil pour des femmes victimes sont douteuses. De même, quelques instituts religieux utilisent des procédés abusifs à l'égard des femmes victimes. Ce sont des cas très particuliers reposant sur la confidentialité et qui ont été même dénoncés aux entités compétentes et au Ministère Public par la fiscalisation d'institutions particulières de solidarité sociale. Plusieurs crimes ont été commis sur les femmes victimes pendant leur séjour: mauvais traitements physiques et psychologiques, dommages, violation de correspondance, vol, escroquerie, enlèvement, menaces, injures, diffamation et autres. Certains cas, on souligne - très particuliers et reposant sur la confidentialité - ont configuré de vraies situations d'esclavage moderne, de travail infantile et de harcèlement sexuel. Ces situations révélaient sans doute une perversion abjecte d'une mission qui en théorie guide les principes de ces centres, en continuant à offenser la dignité des ces femmes pendant qu'elles étaient aussi des victimes de violence domestique. Il est aussi évident le manque de professionnels spécialisés et compétents dans plusieurs instituts pour aider les religieuses à leur mission quotidienne d'après une vision scientifique et multidisciplinaire, ainsi que distribuer clairement les compétences de l'hierarchie de

ces instituts et coordonner les professionnels qui travaillent dans chaque centre suivant des modèles d'intervention raisonnables et soigneusement évalués.

Le II Plan National contre la Violence Domestique exprime cette nécessité à la mesure 4.3 qui prévoit l'élaboration d'un règlement intérieur des foyers d'accueil, afin d'assurer la qualité des services, les conditions d'ouverture, de fonctionnement et de fiscalisation. Cette mesure, toutefois, est prise par la CIDM et le Ministère de Sécurité Sociale et du Travail, sauf les organisations non gouvernementales, qui développent cette activité et disposent d'une expérience valable à ce sujet, ce que ne signifie pas forcément que cette expérience ait des résultats adéquats.

Ce cas offre tout simplement un exemple du risque que l'État court à perdre le pouvoir de ses politiques en excluant la possibilité de créer des synergies positives. A cet égard, il serait important d'accorder des solutions avec l'État sur un problème social dans lequel diverses organisations non gouvernementales interviennent activement: plus que suivre des normes de l'État, ces organisations devraient être consultées lors des décisions politiques, en tant que détentrices de connaissances théoriques et de pratiques adéquates et outre cela elles devraient remplacer l'État lorsqu'il n'a pas ces connaissances pour accomplir certaines fonctions. Dans ce cas-là, l'État devrait autoriser des dépenses d'après la signature des protocoles pour financer convenablement les organisations.

Traditionnellement, l'intervention des forces de sécurité policière dans les cas de violence domestique s'est exprimée longtemps par la réaction: on se limitait à venir en aide des victimes et à recevoir leurs plaintes, une procédure tout à fait semblable à celle utilisée dans d'autres situations criminelles et non criminelles. La formation et la culture policières ont mené les agents à accorder peu d'importance à ces situations du point de vue judiciaire et à ne pas s'intéresser aux situations *simplement criminelles*. D'autre part, le fait que les cas de violence domestique appartiennent à un domaine juridiquement et socialement diffus, répandu au criminel et au familial/privé, diminuait la capacité d'agir des agents de police et rendait difficile leur intervention, compte tenu des conflits entre eux et les victimes qui s'opposaient à faire quelque chose contre l'agresseur.

Au début de 1998, à l'initiative du Projet INNOVER par le Ministère de l'Administration Interne, une équipe spéciale a été créée dans le but de concevoir autres formes d'intervention policière par rapport aux situations de violence domestique. A cet égard deux actions ont été mises en place. La première consistait à sensibiliser et à former des agents de police accomplissant les fonctions de recevoir les usagers dans les Commissariats/Postes de Police, dans l'intention de les doter d'aptitudes professionnelles qui leur permettaient d'aider les victimes de façon plus adéquate.



On a encore désigné des équipes policières spécialisées pour intervenir dans ce type de cas, qui devraient recevoir les plaintes et postérieurement orienter pendant toute procédure les victimes vers les institutions policières et judiciaires et vers autres entités privées et spécialisées dans ce domaine. Parallèlement, on a établi un protocole entre le Ministère et la Fondation *Bissaya Barreto* à Coimbra, auquel ont adhéré dix-sept institutions. En se basant sur ce protocole, les forces de police devraient orienter les victimes vers la Fondation en leur apportant d'aide ou vers autres institutions s'il s'avérait nécessaire.

Ce projet a été mis en pratique à titre expérimental à Braga et à Coimbra. On a observé après que le projet présentait des résultats plus satisfaisants au district de Braga aux postes de la GNR (police rurale) et à Coimbra aux postes de la PSP (police urbaine). On croit qu'il y a deux bons motifs qui expliquent la protection et l'aide apportées aux victimes de violence domestique. Dans le cas de Braga, la PSP a perdu tout intérêt à ce programme, ne disposant pas d'agents pour intégrer une équipe spécialisée, alors que la GNR dispose d'un réseau social très répandu en particulier permettant la suite de ce service. Dans le cas de Coimbra, les policiers qui intégraient l'équipe spécialisée de la PSP ont été fortement encouragés, en parvenant à bien s'entendre avec les entités qui ont adhéré au protocole et les autres qui ne l'ont pas fait. Par contre, la GNR ne disposait pas d'un réseau qui lui assurait une aide.

Malgré le manque des données suffisantes et précises pour soutenir cette situation, il faut cependant pousser les forces de sécurité et ces réseaux à s'engager dans l'aide spécialisée aux victimes de crime.

Face au besoin d'améliorer la gestion des ressources humaines, l'équipe de la PSP de Coimbra s'occupe également à accomplir autres fonctions policières. Maintenant, les victimes sont reçues par un fonctionnaire pourvu d'un grade supérieur (obligé à la confidentialité compte tenu les conditions d'accueil du Commissariat) qui les oriente selon la gravité des cas vers une équipe particulière. A partir de ce moment, cette équipe est chargée d'apporter son aide et d'orienter les victimes vers autres entités ou institutions. En termes judiciaires, c'est la procédure la plus efficace, vu qu'elle permet de recevoir les victimes de façon personnalisée et de les orienter vers les entités compétentes selon le cas.

Malgré l'engagement évident et les compétences innovatrices dans ce domaine par les forces de sécurité en général, le Projet INNOVER n'est pas été capable de développer et consolider des stratégies de fonctionnement, capables d'améliorer la qualité de l'intervention policière et sa coopération avec autres partenaires. Cela s'explique surtout par la stratégie de centralisation de l'action policière du Projet INNOVER, selon lequel cette action devrait être la même pour tout le pays et pour les deux forces de sécurité et à travers lequel la formation des agents et les contacts pris avec autres institutions devraient être définis et coordonnés. Les dissonances de la part d'un

des éléments de ce projet a mené au terme les réunions de travail et les projets futurs. Cependant, les ressources humaines du Projet INNOVER comme réponse adéquate aux besoins que la coordinatrice prétendait dominer manquaient et après, quel que soit le développement récent en ce domaine on ne l'a pas su. Ce Projet n'a fourni aux médias que de statistiques annuelles sur les cas dénoncés aux forces de police. Celles-ci, à leur tour, contraintes par l'arrêt du Ministère qui chargeait le Projet INNOVER de les coordonner, ont vu leur action raccourcie, livrée à une coordination locale surtout informelle avec autres institutions et entités et devant laquelle l'envie d'aider les victimes a supplanté les formalités et les défauts majeurs.

Là encore, l'action du Projet INNOVER a attiré l'attention des forces de sécurité sur les problèmes de la victimation, en particulier les victimes de violence domestique, causant au début une sensibilisation plus ample probablement. Le rapporteur a souligné que les altérations législatives visant l'inclusion d'actes violents dans le cadre des crimes publics, ont en revanche un engagement plus ample de l'Etat dans la prévention et lutte contre ce phénomène, ainsi que dans l'aide apportée aux victimes. Cette situation est prévue dans le II Plan National contre la Violence Domestique dont le rôle des forces de police a un poids plus important relativement au I Plan.

La prévention, la lutte contre la criminalité et l'aide aux victimes dont l'Etat et les entités/institutions privées doivent prendre la responsabilité, doivent aussi travailler en liaison dans le but de pas seulement attirer leur attention sur les victimes, mais aussi sur l'agresseur.

Cependant, cette coopération pose quelques difficultés compte tenu du manque de mécanismes d'évaluation capables d'examiner la qualité et la coordination des services et leurs résultats. C'est une question très particulière pas seulement par l'impact négatif causé sur les victimes, mais aussi par les dépenses de ressources sociales et financières à cause d'une coordination faible des entités concernées.

Les forces de police sont peut-être les entités plus souvent contactées par les victimes de violence domestique ou qui ont connaissance de leurs cas. Il est important donc que l'intervention des policiers soit caractérisée par la bienveillance à l'égard des victimes et par une médiation adéquate auprès d'elles et de l'agresseur.

A cet égard, il serait d'une importance capitale créer des instruments techniques dans la Police capables d'atteindre cet objectif.

Tout d'abord, il faudrait élaborer un guide *d'accueil/procédures de police* pour la phase de formation des agents, visant à les sensibiliser pour ce type de situations et à leur fournir des connaissances adéquates pour résoudre les problèmes auxquels ils devront faire face couramment. Plus que les connaissances juridiques, il faut que les agents de police sachent agir face aux situations diverses.

Cependant, cette formation doit en même temps représenter l'engagement des hiérarchies policières, de façon à ce que le comportement des agents de police change vraiment et qu'il ne leur soit pas imposé par la nature des actions de formation. Il faut donc que les forces de sécurité elles-mêmes assurent la majorité de la formation, dont la sensibilisation d'entités extérieures jouera un rôle très important. La PSP dispose déjà d'un guide technique d'accueil et d'intervention pour les cas de violence domestique, mais on ne l'a pas encore publié. Ce guide doit servir de base aux actions de formation dans les écoles de police de la PSP. Toutefois, autres forces de sécurité peuvent l'utiliser.

L'autre instrument visant à être employé au cours de la procédure judiciaire serait un instrument multifonctionnel revêtant un caractère judiciaire et juridique et en même temps complémentaire dans l'aide apportée aux victimes. Il pourrait être désigné de *dossier de la victime*. La première phase de ce dossier permettrait d'obtenir toute information sur la nature et circonstances de l'incident, jointe au procès-verbal (une partie du dossier pourrait être réservée à cet effet). Ces informations pourraient être encore très importantes et même essentielles à l'investigation judiciaire et servir de base à la mise en œuvre de mesures immédiates de prévention. La deuxième phase consisterait en transmettre ces informations au Parquet, pour que celui ait pu fixer des mesures de protection de la victime.

Bien qu'on puisse bénéficier d'un tel instrument, on a de grandes difficultés à le mettre en pratique, compte tenu des cas de violence domestique compliqués et des questions de caractère juridique, comme c'est le cas du *secret de l'instruction judiciaire*. On se pose quelques questions sur la gestion d'information et de la procédure judiciaire qui pourraient être facilement supprimées, par la création d'un service de protection et d'aide aux victimes chargé de coordonner leurs dossiers.

Du point de vue judiciaire, on pourrait améliorer l'aide et la protection aux victimes de violence domestique dans plusieurs aspects:

- Une formation qui change le comportement et la culture institutionnelle des agents, par rapport à la violence domestique et qui définit de modèles d'intervention auprès des victimes et agresseurs;
- Une investigation judiciaire en liaison avec l'intervention d'institutions/entités compétentes et capables d'apporter une aide spécialisée aux victimes de violence domestique et d'autres crimes;
- L'accompagnement de la police au cours de toute procédure judiciaire par des services éventuels à l'égard des victimes de crimes.

Le rapporteur portugais a averti que de 1999 à 2001, le Projet INNOVER établi par le Ministère de l'Administration Interne et déjà disparu, a tenté d'encourager la création d'espaces physiques privilégiés dans les commissariats ou les postes de police du pays, pour y recevoir les victimes en privé et plus confortablement, vu que les équipes multidisciplinaires avaient du mal à leur garantir une réception directe et spécialisée. En 2000, lors de la présentation du I Rapport Intérimaire et Complémentaire pour l'Application du Plan National contre la Violence Domestique, il n'y avait que quarante-cinq salles pour les victimes dans les commissariats et postes de la Garde Nationale Républicaine (GNR) et de la Police de Sécurité Publique (PSP) au Portugal.

ESPAGNE⁶⁰

Selon les rapporteuses espagnoles, les politiques institutionnelles pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes portant sur la violence domestique, ont débuté par la création de l'Institut de la Femme en octobre 1983. Jusqu'à ce moment-là, le mouvement féministe espagnol développé depuis les années soixante, seul, avait abordé publiquement ce sujet. L'Institut de la Femme continuait depuis-là à définir ses objectifs et politiques, surtout en élaborant des Plans d'Égalité. A partir de 1988 jusqu'à présent, le premier plan a exprimé sa préoccupation en définissant des politiques sur la violence domestique. Depuis cette date, quatre plans ont été élaborés. Outre ces politiques, les rapporteuses ont annoncé qu'en Espagne ont apparu des systèmes d'intervention plus directes en faveur des victimes, comme les centres d'accueil et les centres pour l'égalité offrant une aide juridique et sociale. Maintenant, ces centres se sont répandus dans toutes capitales de province et dans plusieurs municipalités. Une des questions dont ils s'occupent le plus est justement celui de la violence domestique.

C'est en 1984 que le premier centre d'accueil pour les femmes victimes de violence domestique est créé, en s'étendant progressivement le réseau national de centres d'accueil, centres d'urgence et des maisons de refuge, les ressources les plus spécifiques en cas de violence domestique en Espagne.

Diverses campagnes de sensibilisation et de prévention sur la violence domestique sont aussi réalisées par le gouvernement espagnol, soit par la télévision, presse ou radio. En général, ces campagnes sont demandées par l'Institut de la Femme aux agences de publicité, sans que les

⁶⁰ Retiré des rapports intérimaires des rapporteuses espagnoles.



organisations de femmes d'aide aux victimes ne soient prévenues. Ces campagnes s'adressent en particulier aux femmes victimes de violence. De toutes campagnes il y en a une qui n'a pas été réalisée en 2001. Les rapporteuses ont fait référence aux campagnes de 1998 - «*Il n'est jamais trop tard pour commencer de nouveau*», de 1999 - «*Si tu caches la vérité, personne ne saura qu'il faut t'aider*» et de 2002 - «*Si tu ne parles pas, tu n'as rien: Refais ta vie, parle-toi*»

Ces campagnes avaient deux objectifs: insister sur la nécessité de dénoncer les mauvais traitements et informer les femmes des ressources disponibles. Les campagnes ont une durée d'un mois en général et toutes les années elles sont différentes en terme de conception et message et lancées le 25 novembre de chaque année, date de la commémoration du Jour International contre la Violence exercée sur les Femmes.

L'impact de ces campagnes dépend largement de la population à laquelle elles s'adressent et de leur objectif en particulier. L'Institut de la Femme a eu une opinion très positive sur les campagnes déjà faites et a montré que le nombre de demandes d'aide par les victimes de violence domestique a tendance à augmenter de façon remarquable. Sur le plan des gouvernements autonomes espagnols, on a aussi réalisé d'autres campagnes: celles de l'Institut de la Femme d'Andalousie - «*Ta femme n'est pas ta femme*» et «*Personne n'a le droit de maltraiter qui que ce soit*» - adressée à la population en général et aux hommes en particulier et de l'Institut de la Femme de Catalogne - «*Avec violence tu dois t'en aller*» - adressée à l'agresseur et pas à la victime.

Les rapporteuses ont aussi signalé les mesures développées en Espagne dans le cadre de l'Éducation, mettant en évidence le rôle de la famille et de l'école dans l'élimination des stéréotypes sexistes, qui continuent à encourager le recours à la violence domestique sur les enfants. L'Institut de la Femme vient de publier quelques travaux éducatifs sur la prévention de la violence, comme le *Cahier - Prévenir la Violence*, très important du point de vue des rapporteuses mais qui a eu une distribution de 1.922 copies seulement sur un tirage de 10.000 exemplaires. L'Institut a encore élaboré une série d'*Unités Didactiques pour l'Éducation d'Adultes* visant à informer le public de toutes ressources disponibles au sujet de la violence.

Très intéressant du point de vue de l'originalité est le *Projet Cultiver des Relations* mis en pratique par l'Institut en 1999, avec la collaboration des communautés autonomes d'Aragon, Canaries, Galice, Navarre, Castille-León et Estrémadure, ayant pour but de développer le concept d'*Éducation dans les Relations* et reposant sur les relations humaines pour prévenir la violence.

Chaque année trente établissements scolaires primaires et secondaires adhèrent à ce projet. Leurs objectifs sont:

- Promouvoir le débat entre professeurs sur les cas de violence visibles dans ces établissements;

- Réfléchir sur le rôle joué par les professeurs dans le changement de modèles et valeurs associés à la masculinité et à la féminité;
- Accorder de l'importance aux relations comme moyen principal pour éliminer la violence.

D'après les rapporteuses le *Projet Cultiver des Relations* a une grande importance parce qu'il établit justement un travail approfondi en liaison avec les professeurs et noue des liens étroits entre la famille et l'école. C'est un travail qui requiert du temps et des formateurs qualifiés. Le gouvernement devrait fournir des ressources financières pour soutenir et étendre cette initiative ainsi que leurs campagnes.

A cet égard, l'Institut de la Femme selon les rapporteuses dispose des ressources financières très faibles pour étendre et approfondir ses travaux dans le domaine de l'Éducation.

Les communautés autonomes, outre leur coopération avec l'Institut de la Femme ont aussi mené des actions dans ce domaine, dont les rapporteuses ont mis en relief celles de Madrid et d'Andalousie portant sur les jeux non sexistes et celles prises par le Pays Basque insérées dans le *Projet PAREKO: Pour une Ecole Coéducatrice*, en 2001, visant les écoles primaires et secondaires sur l'échange de stéréotypes et valeurs sexistes au cinéma.

Le Conseil des Femmes de la Communauté de Madrid a proposé, dans le cadre de l'intervention de la violence domestique en Espagne, d'établir le minimum de critères pour la qualité des services fournis aux femmes. Ces services ne doivent pas traduire le volontariat ou la bienveillance des entités publiques et privées, mais ils doivent être obligés bien sûr à les appliquer.

A cet égard, le II Plan Intégral contre la Violence prévoit la création d'une infrastructure nationale capable de satisfaire les nécessités des victimes, en proposant neuf de dix-sept mesures en matière policière et judiciaire. Elles visent à apporter un soutien social, psychologique et juridique:

- Réinsertion des agresseurs;
- Aptitude professionnelle;
- Protection des femmes dans les centres d'accueil (inclut quatre mesures);
- Information sur les droits et soutien juridique par rapport aux ressources disponibles;
- Accueil ponctuel;
- Encouragement de l'indépendance des femmes sur les plans personnel et professionnel.

L'Information sur les droits et soutien juridique et les ressources disponibles sont assurés par trois mécanismes différents:

1. Les centres d'information;
2. Les guides de ressources;
3. Le service téléphonique 24 heures.

Relativement aux centres d'information (1), l'Institut de la Femme et les Organismes d'Égalité des communautés autonomes disposent d'un service d'information et d'assistance aux femmes en général et aux femmes victimes de violence en particulier. Ces services offrent un soutien juridique et socioprofessionnel, outre des renseignements sur les ressources disponibles. Quelques communautés comme la Galice et l'Estrémadure disposent encore d'un service d'aide psychologique. Ces services sont gratuits.

Les centres d'information peuvent être publics ou privés. Parmi les publics il faut distinguer les étatiques, les autonomes et les municipaux. Les centres qui dépendent de l'Institut de la Femme sont ceux de Cáceres, de Madrid, de Séville, de Palma de Majorque et de Santander. Ils offrent un soutien juridique, une orientation professionnelle, travail et soutien social, une assistance médicale et la création d'associations de femmes. En revanche, ces centres n'assurent pas un soutien psychologique.

Les rapporteuses croient que ces centres sont fondamentaux pour que les femmes puissent prendre conscience de leurs décisions, mais ils devaient aussi recueillir des données sur le profil et les besoins des femmes victimes, de façon scrupuleuse et fiable, ce qu'il ne semble pas.

Outre le réseau public des centres d'information, il existe aussi des centres privés, créés et dirigés par les associations et généralement financés par l'État. Ces centres peuvent disposer de deux modalités: assurer un soutien juridique seulement (en certains cas un soutien psychologique) et garantir des activités ludiques et formatives.

Les guides de ressources (2) sont des publications qui offrent des renseignements et des conseils utiles dans les cas de violence domestique. Ce type de guide a été publié par l'Institut de la Femme, les municipalités, les communautés autonomes et les associations de femmes. L'Institut a publié 5.000 exemplaires en 2001 dont 1.216 ont été distribués. Quelques communautés autonomes à population faible contrairement à l'État publient un nombre élevé de guides. Les rapporteuses ont cité comme exemple la communauté de Castille-León qui en 2001 a publié 40.000 exemplaires du guide *Fais-le pour toi* dont 35.000 ont été distribués et la communauté de Castille-la Manche qui a élaboré 10.000 exemplaires d'autre guide dont 8.000 distribués.

D'après ces données, les rapporteuses ont conclu que l'Institut de la Femme ne publie pas de guides suffisants de façon à les distribuer dans le pays, ce qui est tout à fait nécessaire si l'on fait

attention à leur objectif: informer le plus grand nombre de femmes possible. Les rapporteuses ont aussi signalé que l'Institut finance quelques associations pour la publication de leurs guides.

Le service téléphonique 24 heures (3) est gratuit, ayant pour but de donner une réponse immédiate aux demandes des femmes en général et reste disponible en particulier en cas de crises.

Les rapporteuses ont dit qu'en Espagne il existe aussi des centres d'accueil temporaires pour les victimes de violence domestique. Les premiers ont été fondés en 1985, mettant à l'abri des femmes et leurs enfants et assurant tout soutien juridique dont elles avaient besoin. Maintenant, presque toutes communautés autonomes disposent de ces centres.

Une étude des rapporteuses portant sur leur fonctionnement en Espagne, dans le cadre de la Commission pour la Recherche des Mauvais Traitements exercés sur les Femmes (organisation non gouvernementale), révèle qu'il existe toutefois une certaine superposition des compétences entre les centres et les organisations de chaque communauté. Elles ont encore signalé que les centres ont de grandes difficultés surtout au niveau des ressources financières, de l'espace pour mettre à l'abri un nombre plus élevé de femmes et du manque de professionnels spécialisés pour garantir une meilleure qualité des services.

Ces centres peuvent être étatiques, autonomes ou municipaux. Les rapporteuses ont distingué trois types de centres d'accueil:

1. Les centres d'urgence;
2. Les centres d'accueil;
3. Les maisons de refuge.

Les centres d'urgence (1) ont pour but d'assurer un accueil immédiat et temporaire, 24 heures par jour et leurs objectifs sont: mettre à l'abri les femmes à risque et leurs enfants, leur apporter tout aide nécessaire et les orienter vers autres services. Le délai d'accueil temporaire varie selon les communautés autonomes: les Iles Baléares et l'Andalousie disposent à peine de quelques jours et la Cantabrique dispose de trois mois.

Les rapporteuses ont averti que le gouvernement central espagnol ne dispose d'aucun centre. En 2001, l'Etat disposait de trente-neuf centres ayant une capacité d'accueil de 383 femmes avec leurs enfants et en 2002, il y en avait quarante et un.

Les centres d'accueil (2) sont des structures qui assurent la sécurité aux femmes et à leurs enfants à travers une activité globale qui leur permet de se rétablir des traumatismes subis par la violence et d'envisager un projet personnel. Les services de chaque centre peuvent garantir un soutien

juridique, psychologique et social, envisageant des questions sur la quête d'un nouveau travail et la formation professionnelle.

En 2001, il y avait quatre-vingt-quatre centres ayant une capacité de 1.546 femmes et leurs enfants, dont trois seulement appartenaient à l'Etat et en 1998 il n'y en avait qu'un qui lui appartenait.

Les maisons de refuge (3) mettent à la disposition des femmes qui ont été accueillies par un centre des logements provisoires, de façon à ce qu'elles puissent refaire leur vie pour faire face à la dépense du ménage et à d'autres fins. Pendant qu'elles y sont installées, ces femmes continuent à jouir d'un soutien social et psychologique. En 2001, il y avait cent-deux logements dont quatre appartenaient à l'Etat. Les communautés du Pays Basque et d'Andalousie disposaient de trente-huit et vingt-six respectivement.

Selon l'Institut de la Femme, en 2001, il y avait deux cents soixante centres d'urgence, d'accueil et maisons de refuge en Espagne. De 1997 à 2001, ils ont mis à l'abri un total de 4.133 femmes.

Ces centres étaient distribués de la manière suivante:

- Sept appartenant à l'administration centrale;
- Quarante-neuf en Andalousie;
- Trois en Aragón;
- Six aux Asturies;
- Dix aux Iles Baléares;
- Vingt aux Iles Canaries;
- Trois à Cantabrique;
- Onze en Castille-la Manche;
- Vingt-cinq en Castille-León;
- Dix-huit en Catalogne;
- Six en Estrémadure;
- Dix-neuf en Galice;
- Treize à Madrid;
- Sept en Murcie;
- Deux en Navarre;
- Trente-huit au Pays Basque;
- Deux à la Rioja;

- Dix-huit à Valence;
- Deux à Ceuta;
- Un à Melilla.

Les rapporteuses ont révélé qu'on s'est préoccupé depuis octobre 1983 de la question de la violence domestique en Espagne, lorsque l'Institut de la Femme a été créé et a commencé à établir des politiques pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Le Conseil de Direction de l'Institut a été à l'origine de ces politiques. Jusqu'à ce moment-là, le mouvement féministe des années soixante, seul, s'appliquait avec zèle au problème de la violence à l'égard des femmes en Espagne et de la violence domestique en particulier.

De 1988 jusqu'à présent, quatre Plans pour l'Egalité ont été élaborés évoquant la violence domestique et établissant des objectifs et des actions. Des centres d'aide aux femmes ont aussi été créés. Ces centres se sont encore occupés du sujet de l'égalité entre les hommes et les femmes, en assurant une aide sociale et juridique aux femmes en général et aux victimes en particulier. Aujourd'hui, ces centres se sont répandus dans toutes capitales de province et dans plusieurs municipalités. Plus de 50.000 personnes y sont venues. Diverses organisations ont aussi montré leur intérêt pour l'intervention auprès des femmes victimes.

Le premier centre d'accueil pour les femmes victimes de violence domestique et leurs enfants a été créé en 1984 et depuis cette date on inaugurerait ce qui viendrait à être le réseau national de centres d'urgence, d'accueil et des maisons de refuge.

Selon les rapporteuses, aujourd'hui il faut penser sérieusement à une restructuration du travail de ces centres, parce qu'ils ont tendance à se transformer en logements temporaires et provisoires, sans qu'une intervention auprès des femmes victimes ne soit faite.

Les rapporteuses ont aussi annoncé qu'aux Commissariats de Police ont été créés des services d'aide aux femmes victimes de crimes sexuels et de violence domestique. Maintenant, il y en a un dans chaque province d'Espagne. Cependant, les rapporteuses pensent qu'il faudrait y réfléchir parce que ces services n'ont que de policiers du sexe masculin pour aider les victimes, ce qu'elles jugent inadéquat.

En 1998, on a élaboré le I Plan d'Action contre la Violence Domestique en vigueur de 1998 à 2004 et appliqué après par le gouvernement espagnol. Maintenant, le II Plan d'Action est entré en vigueur (de 2001 à 2004).

Le I Plan d'Action reconnaissait que l'Etat Espagnol devrait envisager la violence contre les femmes comme un problème exigeant une intervention programmée.

Ce Plan était divisé en six parties:

1. Sensibilisation et Prévention;
2. Education et Formation;
3. Ressources Sociales;
4. Santé;
5. Législation et Application Juridique;
6. Investigation.

Le II Plan d'Action a surgi à la suite de l'antérieur et maintenant il présente déjà un budget. Les rapporteuses ont signalé une polémique engagée avec le mouvement féministe espagnol, à propos de l'abrogation de la Loi Intégrale contre la Violence de Genre qui devrait être prévue au II Plan d'Action. Cette loi a été éliminée de l'ensemble des mesures et le Plan a été lancé sans le consentement du mouvement.

Néanmoins, la Loi Intégrale a été établie en Castille-la Manche et aux Iles Canaries, deux communautés autonomes. Castille-la Manche accorde une très grande importance à quelques sujets auxquels on devrait réfléchir: la médiation entre la victime et l'agresseur, la réinsertion et l'inhibition de l'autorité parentale du dernier.

Le I Plan organisé par l'Institut de la Femme a pris la participation du Ministère du Travail et Affaires Sociales, des Départements Ministériels de l'Education et de la Culture, de l'Intérieur, de la Justice et de la Santé et Consommation et des Communautés Autonomes à travers leurs organismes pour l'égalité.

Le I Plan était divisé en six parties:

1. Sensibilisation et Prévention;
2. Education et Formation;
3. Ressources Sociales;
4. Santé;
5. Législation et Application Juridique;
6. Investigation.

La Sensibilisation et Prévention (1) envisageait les mesures suivantes:

- Elaborer et distribuer du matériel éducatif;
- Distribuer le matériel sur la violence contre les femmes déjà publié;



- Organiser des événements en collaboration avec les médias publics et privés;
- Insister auprès des médias surtout de leurs directeurs pour qu'ils veillent à la diffusion d'images sexistes;
- Attribuer en vue de cela un prix aux agences de publicité et aux médias;
- Déclarer le 25 novembre comme le jour destiné à signaler la Lutte contre la Violence exercée à l'égard des Femmes en spécial;
- Insister auprès des Nations Unies pour que ce jour soit déclaré le Jour International contre la Violence à l'égard des Femmes;
- Lancer des campagnes de sensibilisation sur ce problème grave.

L'Education et Formation (2) incluait les mesures suivantes:

- Encourager les écoles à intégrer des contenus obligatoires (pour les enfants de six à seize ans) sur *L'Education pour l'Egalité des Chances entre les Hommes et les Femmes et l'Education pour la Paix*;
- Encourager la création de cours de formation pour les professeurs sur l'Egalité des Chances et la Violence contre les Femmes;
- Participer à des programmes européens sur l'Education pour l'Egalité des Chances entre les Hommes et les Femmes;
- Créer un réseau de travail de prévention pour identifier et aider les femmes victimes de violence;
- Inclure des unités visant à aborder le problème de la violence contre les femmes;
- Créer des modules de formation pour les forces de sécurité dans l'intention d'améliorer l'accueil aux femmes victimes de violence;
- Créer des cours de formation pour les professionnels des Services Sociaux dans le but d'améliorer l'accueil aux femmes victimes de violence.

Pour les Ressources Sociales (3) le I Plan visait à:

- Créer des unités spécifiques du sexe féminin aux Commissariats pour accueillir les femmes battues;
- Créer un service téléphonique d'urgence (24 heures);
- Elaborer des manuels informatifs visant à renseigner les victimes sur le comportement à avoir face à la violence;

- Installer dans les organismes judiciaires des bureaux pour recevoir les victimes de violence domestique;
- Publier un guide de ressources disponible aux victimes de violence domestique;
- Organiser les services de santé, sociaux, policiers et judiciaires afin de faciliter l'aide aux femmes victimes;
- Encourager l'élaboration d'une normative établissant des critères et des conditions à l'égard des centres d'accueil et des maisons de refuge;
- Créer de nouveaux centres d'accueil;
- Faciliter le déplacement des femmes victimes de violence dans les communautés autonomes;
- Elaborer un programme intégral pour faciliter la sortie des victimes et de leurs enfants des centres d'accueil;
- Donner la priorité à l'habitation sociale aux femmes victimes ou aux familles monoparentales;
- Faciliter l'accès aux femmes victimes des cours de formation visant leur réinsertion sociale et professionnelle;
- Envisager la possibilité d'assurer une activité aux femmes victimes installées dans les centres d'accueil provisoires;
- Donner la priorité à l'octroi de subsides publics pour les programmes d'aide aux victimes;
- Mettre en œuvre des programmes d'aide psychologique pour les agresseurs.

Pour la Santé (4) le I Plan envisageait:

- Approuver et rendre public un *protocole* pour répondre aux besoins des femmes victimes;
- Réaliser des activités pour la prévention de la violence dans les Services Primaires de Santé;
- Inclure dans les programmes des écoles de santé des cours de formation et de sensibilisation pour les professionnels de santé qui s'occupent des cas de violence à l'égard des femmes;
- Fournir des informations à toutes les femmes victimes sur les ressources sociales mises à leur disposition à travers les Services de Santé.

La Législation et Application Juridique (5) insistaient sur les mesures suivantes:

- Sanctionner la violence psychologique répétée, en établissant les mêmes critères de ceux de la violence physique répétée;
- Appliquer la peine qui interdit l'agresseur de s'approcher de la victime;
- Appliquer la peine d'éloignement de l'agresseur par rapport à la victime;

- Appliquer la mesure de protection lorsqu'il s'agit des *fautes* afin que la victime ne subisse pas de dommages;
- Agir vite en cas de séparation, nullité du mariage ou divorce lorsque les mesures provisoires sont fixées;
- Agir vite en cas de mauvais traitements (par *délits* ou par *fautes*) et procès civils de séparation;
- Elaborer des plans de formation continue pour les Procureurs;
- Pousser le Ministère Public à appliquer l'article 153 du Code Pénal en cas de *fautes* et de dénonciations habituelles;
- Pousser le Ministère Public à intervenir plus activement dans l'appréciation des preuves et exécution des décisions de justice;
- Créer un protocole de coordination entre les différentes juridictions qui interviennent dans les cas de violence domestique;
- Inclure un chapitre portant sur la violence à l'égard des femmes dans le rapport de la *Procuradoria Geral do Estado*⁶¹;
- Augmenter le nombre de médecins et de femmes légistes;
- Créer un groupe d'avocats commis d'office spécialisés en violence domestique;
- Assurer une aide juridique gratuite dans les plus brefs délais;
- Former les forces de sécurité en vue de la confidentialité et protection de femmes victimes;
- Rédiger une circulaire émanant du Ministère de l'Intérieur sur le comportement à avoir en cas de violence.

Finalement, l'Investigation (6) envisageait les mesures ci-dessous:

- Elaborer un protocole statistique universel et cohérent visant à collecter plus facilement des données dans les domaines social, médical, judiciaire et policier;
- Réaliser des études et des investigations sur les causes, l'impact, la fréquence, les formes et les conséquences de la violence contre les femmes et la victimation;
- Créer dans l'Observatoire de la Femme un espace sur la violence à l'égard des femmes.

Les rapporteuses ont signalé une faute grave de la part du I Plan, lorsqu'on n'a pas présenté le budget pour remplir chacune de ces mesures. Elles ont aussi remarqué que tous les objectifs et activités n'étaient pas accomplis comme l'on espérait. On a mis en place quelques reformes

⁶¹ Représentant supérieur du Ministère Public présidé par le Procureur Général de la République. Il est nommé par le Président de la République sous la proposition du gouvernement. Il est chargé de défendre la légalité démocratique et les intérêts sociaux de l'Etat.

législatives et quelques programmes de formation pour plusieurs professionnels, surtout les médecins. D'après les informations obtenues de la part de ces professionnels, les rapporteuses ont signalé que l'élaboration et la distribution du protocole n'étaient pas accomplies.

Elles ont aussi noté que la normative visant à créer des centres d'accueil pour les femmes victimes n'était pas non plus accomplie. D'ailleurs, quelques mesures ont été extemporanées relativement à la durée du I Plan.

Le II Plan a surgi à la suite du I Plan et il avait déjà un budget pour l'accomplissement de leurs mesures. Le II Plan envisageait quatre:

1. Mesures de Prévention et de Sensibilisation;
2. Mesures Législatives et de Procédure;
3. Mesures d'Aide et d'Intervention Sociale;
4. Investigation.

1. Mesures de Prévention et de Sensibilisation:

- Elaborer un guide de renseignements pour les médias sur le traitement de l'information de la violence domestique;
- Organiser des événements dans le cadre des Universités afin de sensibiliser de futurs professionnels des médias;
- Attribuer des prix annuellement aux agences de publicité et aux médias en récompense de leur travail sur le thème de la violence;
- Organiser des campagnes annuelles de tolérance zéro sur la violence auprès des médias;
- Organiser des événements visant à commémorer le 25 novembre comme le Jour International contre la Violence à l'égard des Femmes;
- Créer une commission interministérielle qui coordonne, évalue et donne suite au problème de la violence, composée par des représentants des institutions y intervenantes;
- Pousser les communautés autonomes à adopter des protocoles de coordination entre les institutions;
- Créer une commission qui travail en liaison avec les organisations pour l'égalité des communautés autonomes capable d'échanger leurs expériences;
- Développer des programmes afin d'identifier des actes violents dans le milieu scolaire;
- Enseigner la discipline d'Égalité des Chances dans les écoles;

- Elaborer du matériel éducatif pour la prévention de la violence de genre;
- Adopter du matériel didactique concernant l'affectivité et la sexualité;
- Créer des *unités didactiques* sur la violence pour les adultes;
- Développer des actions de formation pour les professeurs sur l'Égalité des Chances et la prévention de la violence;
- Faire des débats sur la violence contre les femmes dans les écoles;
- Attribuer des prix aux écoles au niveau national en récompense de leur travail sur les valeurs de Tolérance Zéro de la Violence;
- Créer des cours de formation pour les policiers, les magistrats et avocats, les assistants sociaux et les médecins afin d'améliorer l'accueil aux victimes;
- Organiser des activités et des programmes de prévention pour échanger de bonnes pratiques d'intervention dans la violence contre les femmes;
- Développer des programmes d'identification et prévention précoce de la violence;
- Distribuer dans les centres de santé du matériel sur la santé et la violence à l'égard des femmes.

2. Les Mesures Législatives et de Procédure:

- Elaborer un guide sur la législation et jurisprudence disponible portant sur la violence domestique;
- Envisager les mécanismes nécessaires afin de réussir par la voie légale la suspension des visites et communication de l'agresseur avec ses enfants;
- Analyser les peines de façon à:
 - a) Appliquer la peine portant sur les services prêtés dans l'intérêt de la communauté et pas la peine d'amende;
 - b) Appliquer la peine d'inhibition de l'autorité parentale en cas de violence domestique;
 - c) Interdire l'agresseur de fréquenter certains lieux et l'obliger à comparaître devant le Tribunal pour informer le juge de son activité, lorsque la suspension de la peine est demandée;
 - d) Evaluer les conséquences du non-accomplissement des règles de conduite de la part du prévenu, imposées par la suspension et remplacement de la peine prévus aux alinéas derniers;
 - e) Réglementer l'interdiction de licence et port d'arme comme peine obligatoire.

D'après la récente Loi d'Instruction Pénale, le II Plan prévoit les mesures suivantes:

- Adopter des mesures provisoires en cas de séparation et divorce;
- Etablir une nouvelle mesure de conservation pour interdire la licence de port d'arme lorsqu'une dénonciation de violence est faite;
- Adopter des mesures de conservation lorsque l'agresseur comparaît devant le Juge ou du Procureur;
- Faciliter et instruire la procédure pénale dans les plus courts délais.
- Imposer et appliquer la mesure de conservation à l'agresseur en cas d'abandon du foyer;
- Insister pour que le Ministère Public demande des mesures de protection et la suite des procédures;
- Etudier l'instruction des causes d'une même juridiction par *délits* et *fautes*, en liaison avec le Conseil Général du Pouvoir Judiciaire et régler les procès civils et pénaux;
- Assurer un soutien juridique sur 24 heures par jour en cas de violence domestique, *délits* et *fautes*;
- Garantir dans tous les Barreaux d'Espagne le soutien de commission d'office;
- Proposer au Conseil Général du Pouvoir Judiciaire sa collaboration en vue d'accompagner tous les procès de violence domestique et décisions des Tribunaux;
- Terminer le travail informatique des registres de violence domestique dans les *Procuradorias*;
- Améliorer et augmenter les organismes judiciaires, *procuradorias*, instituts de médecine légale, ressources humaines et tout autre moyen pour instruire les procédures de violence domestique (*délits* et *fautes*), de séparation et divorce;
- Inclure dans les programmes de formation sur violence domestique visant tous les Magistrats et Avocats, l'étude de la violence psychologique dans le but de l'intégrer dans les procédures pénales.

3. Mesures d'Aide et d'Intervention Sociale:

- Fixer un lieu pour une rencontre où les pères et les mères séparés, divorcés ou ayant des antécédents puissent visiter leurs enfants, accompagnés d'un professionnel qualifié qui sera chargé de dresser des rapports et ensuite de les remettre aux Tribunaux compétents;

- Envisager la possibilité de mettre en place un système de contrôle personnel, actionné par un dispositif électronique capable de localiser tout de suite les agresseurs et de fournir une aide immédiate aux victimes;
- Créer une page Web spécifique en vue d'informer les femmes;
- Faciliter la dénonciation à la Garde Civile de cas de violence domestique par courrier électronique;
- Créer un service téléphonique dans la Garde Civile pour écouter les victimes de violence.

En 1999, un *service spécial de surveillance* sur la violence domestique et les autres formes de violence, a été créé et dirigé par un professionnel de chaque juridiction espagnole.

Depuis 2000, un protocole a été signé entre les Administrations Publiques et les Barreaux, afin d'assurer aux victimes des *services judiciaires* gratuits. Cependant, les rapporteuses ont remarqué que ce protocole n'envisageait pas la coordination entre la voie civile et la voie pénale, ni la formation spécialisée d'avocats.

En terme d'intervention gouvernementale, les mesures prises ont été des altérations pénales qui se sont succédées dans le temps. Ces altérations ont abouti à: l'aggravation des peines, la notion de violence domestique comme délit de mauvais traitements et l'association de l'auteur du délit à l'image de l'ex-mari ou de l'ex-concubin, étant donné que la violence continuait malgré la rupture des liens conjugaux.

Maintenant, les victimes de violence domestique sont protégées à l'abri d'un *ordre* qui pourra être adéquat à la résolution de ce problème, en ce qui concerne: la coordination entre les Tribunaux Civils et Pénal, la création d'un registre central pour les procédures judiciaires, informant sur les actions judiciaires portées contre un même agresseur et l'aide immédiate apportée à la victime. Selon les rapporteuses, cet *ordre* est très souvent rejeté parce qu'il y a beaucoup de Tribunaux qui ne l'applique pas.

Depuis que l'*ordre* est entré en vigueur le premier mois, 23% des demandes ont été faites par les victimes ou par des organisations en leur représentation. A savoir:

- Andalousie: 237 demandes dont 32 refusées (14%);
- Catalogne: 231 demandes dont 57 refusées (25%);
- Madrid: 198 demandes dont 48 refusées (24%);
- Valenciana: 108 demandes dont 16 refusées (16%);

- Illes Canaries: 97 demandes dont 25 refusées (26%);
- Pays Basque: 86 demandes dont 30 refusées (35%);
- Castille-León: 83 demandes dont 15 refusées (18%);
- Castille-la Manche: 66 demandes dont 9 refusées (14%);
- Illes Baléares: 64 demandes dont 29 refusées (45%);
- Galice: 62 demandes dont 13 refusées (21%);
- Aragón: 39 demandes dont 14 refusées (36%);
- Murcie: 29 demandes dont 7 refusées (24%);
- Cantabrique: 21 demandes dont 4 refusées (19%);
- La Rioja: 21 demandes dont 4 refusées (19%);
- Estrémadure: 199 demandes dont 3 refusées (16%);
- Asturies: 10 demandes dont 5 refusées (50%);
- Navarre: 10 demandes toutes acceptées;
- Ceuta: 9 demandes toutes acceptées;
- Melilla: aucune demande n'a été faite.

L'obtention de données statistiques sur la violence domestique a été aussi un sujet auquel les rapporteuses ont accordé beaucoup d'importance. De 1983 jusqu'à présent, le Ministère de l'Intérieur est chargé de collecter des données, surtout celles qui font partie des dénonciations faites à la Garde Civile. Au début, ces données étaient collectées de façon incorrecte: le total des dénonciations faites par les femmes n'était pas quantifié. Depuis 1999, les cas de violence domestique ayant entraînant la mort faisaient partie des données statistiques.

Par contre, ces données ne correspondaient pas à celles présentées par les organisations non gouvernementales et obtenues par les médias:

- En 1999: 55 cas enregistrés par les organisations non gouvernementales contre 31 enregistrés par le Ministère de l'Intérieur;
- En 2000: 65 cas enregistrés par les organisations non gouvernementales contre 27 enregistrés par le Ministère de l'Intérieur;
- En 2001: 73 cas enregistrés par les organisations non gouvernementales contre 32 enregistrés par le Ministère de l'Intérieur;
- En 2002: 77 cas enregistrés par les organisations non gouvernementales contre 52 enregistrés par le Ministère de l'Intérieur.

Maintenant, le récent Observatoire de Violence Domestique du Conseil Général du Pouvoir Judiciaire est chargé de collecter les données statistiques. Cet Observatoire a pour but d'obtenir des données à propos des procédures judiciaires entamées et des décisions prises par les juridictions et Tribunaux. Il s'agit ici de mettre en lumière l'efficacité des lois et l'intervention de la Justice dans ce sujet. Toutes leurs informations sont organisées et publiées dans un rapport.

Les rapporteuses ont remarqué que l'intervention gouvernementale au cours des années présentait quelques fautes: le décalage des mesures semblait être motivé par trois éléments - l'opinion publique, l'opinion de la police et l'opinion judiciaire. Les rapporteuses croient qu'il serait important d'insister sur: la prévention de la violence domestique au niveau de programmes éducatifs plus courants depuis l'enfance, l'investigation à l'aide des données statistiques plus approfondies et la création d'un *Observatoire de Violence de Genre*.

Elles ont aussi accordé une grande importance au rôle joué par les organisations non gouvernementales d'inspiration féministe. Depuis les années soixante-dix, le mouvement féministe en Espagne abordait le problème de la violence contre les femmes, surtout la violence sexuelle et domestique. Dès lors, des organisations se livrent à dénoncer publiquement la violence exercée sur les femmes dans le cadre domestique, par des campagnes de sensibilisation à l'égard des femmes, les renseignant de leurs droits et des possibilités d'un projet personnel qu'elles puissent envisager. Des programmes de formation pour divers professionnels, tels qu'Agents de Police, Avocats, Juges, Médecins, Psychologues et Assistants Sociaux se sont développés plus tard, dans le but d'assurer une intervention adéquate pour éviter la suite de cas de violence domestique et aider les victimes. En Espagne, la création de centres d'accueil pour les victimes préoccupe depuis longtemps les organisations non gouvernementales des femmes. Aujourd'hui, un gros nombre de centres est dirigé par des organisations diverses.

Depuis les années quatre-vingt-dix, des services d'aide aux femmes ont été créés, tels que les services téléphoniques qui assurent un soutien émotionnel et juridique et l'orientation vers autres institutions. Au début, ces services mettaient l'accent sur l'intervention dans le domaine du soutien juridique, car les femmes n'avaient pas de ressources financières pour payer les services d'un avocat, ni avaient le minimum de connaissances sur la loi et ses procédures légales.

Maintenant, les organisations non gouvernementales continuent le travail des interventions du gouvernement, parce qu'elles sont plus proches des victimes surtout. Autres, ont une spécialisation en violence domestique, notamment en matière juridique, analysent et étudient l'application des lois et ses effets dans ce domaine.

FRANCE⁶²

Le rapporteur a signalé le travail développé en France par l'organisation non gouvernementale PHARE créée depuis 1993 pour intervenir dans les cas de violence domestique. Elle dispose d'un centre d'accueil qui permet à des femmes victimes de violences de se mettre à l'abri 48 heures et a une capacité d'accueil de dix lits. Selon le rapporteur, les délais d'accueil très courts favorisent un mouvement régulier des personnes mises à l'abri.

Les victimes, orientées par les services de police, la permanence téléphonique, les UMJ ou les différents partenaires du PHARE, ont la possibilité d'être accueillies en urgence de nuit.

Prises en charge par les travailleurs sociaux, les personnes accueillies se voient proposer une aide ponctuelle qui le plus souvent aboutit à une prise en charge à plus long terme par les partenaires sociaux concernés.

Le *mode d'action* des intervenants du PHARE s'articule en plusieurs étapes: l'accueil, l'écoute et le soutien, l'aide ponctuelle, l'évaluation et l'orientation. Il s'agit dans un premier temps d'*accueillir* ces femmes en entretien et de mettre en place un travail d'écoute, de soutien et d'accompagnement. Une *évaluation* de la situation permet également d'envisager et de concrétiser les orientations vers les partenaires susceptibles de leur apporter une aide à plus long terme.

Après un accueil chaleureux par l'équipe du PHARE, elles sont installées dans les studios. Un temps de repos est souvent nécessaire avant d'envisager un premier entretien avec un travailleur social. C'est pourquoi dans la plupart de ces cas l'entretien est proposé le lendemain matin. Cette première rencontre est l'amorce d'un travail d'écoute et de soutien qui va permettre à la victime de verbaliser sa souffrance, d'expliquer et de tenter de comprendre son parcours et d'envisager un *projet personnel*.

Cette amorce de projet concerne essentiellement la suite de l'hébergement au PHARE et la prise en charge plus globale de la situation. Cette structure est souvent le premier lieu où ces femmes ont l'occasion de s'exprimer sur les violences, sans crainte du jugement. Elles peuvent prendre du recul loin de l'emprise du compagnon violent. C'est l'occasion pour elles de poser un travail de réflexion sur leur situation, qui peut leur permettre de se déculpabiliser, de retrouver l'estime d'elles-mêmes et ainsi de poser des actes pour faire valoir leurs droits. Le PHARE est un lieu neutre où l'anonymat et la sécurité sont préservés. Cette intervention est une première étape qui a pour but d'inscrire les usagers dans une dynamique de sortie des violences. Mais un retour au domicile

⁶² Retiré des rapports intérimaires du rapporteur français.

conjugal ne constituerait pas un échec définitif. Le travail mené avec ces femmes représente une introduction à un processus de prise de conscience, essentiel aux femmes victimes de violences conjugales. Celles-ci évaluent ainsi leur capacité d'autonomie et de prise de position face au partenaire violent, s'informent sur leurs droits et se sentent ainsi moins dépourvues et isolées, qu'il y ait retour au domicile ou non.

Les temps d'entretien varient selon le besoin des victimes. En effet, certaines situations nécessitent parfois plusieurs heures d'écoute et de soutien. Ainsi, toute l'équipe est amenée à se passer le relais. De nombreux entretiens sont nécessaires en fonction du projet.

Parallèlement à ce travail *d'écoute, de soutien et d'évaluation*, le PHARE apporte une *aide* concrète ponctuelle soit par un accompagnement physique dans les démarches, soit par une *aide* matérielle et financière.

Ce travail est important sur trois plans, tant en terme de temps d'écoute passé avec les femmes qu'en terme de *revalorisation* et en terme d'*aide*. En effet, cet accompagnement leur permet d'aller au bout de leurs démarches, de concrétiser leurs décisions de refuser le cycle de la violence. Les accompagnements sont divers. Il peut s'agir entre autre de les conduire dans les commissariats, aux UMJ (Urgences Médico-Judiciaires), chez le médecin et à une audience.

Démunies, le PHARE met à leur disposition un studio équipé qui leur permet même si c'est de manière très ponctuelle, de trouver un lieu chaleureux et fonctionnel. Hormis le mobilier, la vaisselle et la literie, elles peuvent également utiliser des produits alimentaires de base mis à leur disposition dans les studios, et ce dès leur arrivée. De plus, chaque armoire contient quelques vêtements pour adultes et pour enfants, en cas de besoin.

Pour les personnes n'ayant aucune ressource, il est possible d'apporter une aide financière ponctuelle, afin qu'elles aient un minimum pour vivre en attendant que les services partenaires prennent le relais. En terme de partenariat, le rapporteur a souligné la collaboration de la Police, un partenaire qui la plupart du temps conduit les femmes au PHARE. Seuls quelques partenaires sont habilités à les orienter vers le Centre. Il s'agit essentiellement d'intervenants amenés à rencontrer les victimes en situation de crise et d'errance.

Le travail avec les différents intervenants s'élargit dès lors qu'il s'agit de les orienter vers des structures susceptibles de les aider à plus long terme. Chaque situation amène l'équipe à contacter des structures appropriées aux problématiques et aux projets. La multitude des contacts s'explique par le fait que très souvent gravitent autour de ces victimes d'autres problèmes sociaux que ceux liés aux violences.

ITALIE⁶³

Selon la rapporteuse, les organisations non gouvernementales en Italie n'envisagent la possibilité d'intervention et de prévention de la violence domestique que dans les cas de procédure pénale. Les services d'aide aux victimes peuvent être assurés par des associations spécialisées, telles qu'institutions gouvernementales ou non gouvernementales et services sociaux. Dans toutes institutions un soutien juridique et psychologique est garanti en cas graves.

Le diagnostic psychologique est fondamental pour comprendre la personnalité de la victime et évaluer la véracité de son témoignage. De ce fait, il faut absolument qu'on coordonne les investigations et évaluations psychologiques effectuées par les services, de façon à apaiser la douleur de la victime. Le Juge peut en tout cas nommer un technicien qui en collaboration avec les services y intervient. Le technicien doit être informé par les services afin d'évaluer le comportement de la victime.

La rapporteuse a aussi signalé que les organisations qui s'occupent de la violence domestique, sont dans la majorité des associations de volontariat qui travaillent en liaison avec les institutions locales et améliorent les ressources disponibles.

Les services d'aide aux victimes assurent une aide juridique et psychologique spécialisée aux victimes d'actes violents, disposent de centres d'accueil pour les cas d'urgence et sont en contact avec les services sociaux locaux.

La rapporteuse croit qu'il est important de créer un réseau structuré de centres d'accueil, où les femmes peuvent parler de leurs problèmes et y trouver l'aide de professionnels spécialisés et volontaires la plupart du temps. La prévention fait aussi partie des objectifs des organisations.

Ces services sont généralement des organisations peu nombreuses, créées dans les années quatre-vingt-dix et disposent d'équipes jeunes ayant un nombre réduit de fonctionnaires, au contraire de leurs volontaires (vingt personnes en moyenne par organisation). Il semble que ces services sont étroitement liés aux organisations: un grand nombre d'organisations fait partie du réseau national et leurs sites à l'Internet sont interconnectés.

⁶³ Retiré des rapports intérimaires de la rapporteuse italienne.

GRECE⁶⁴

La rapporteuse grecque a dit qu'en terme de prévention de la violence domestique, quelques séminaires pour les policiers ont été réalisés dans le cadre du Programme DAPHNE et que le Ministre des Affaires Internes avait annoncé récemment que plus de trente-neuf séminaires seraient aussi réalisés, à l'initiative du Centre National de l'Administration Publique entre 2003 et 2006. D'ailleurs, à l'occasion de la Campagne *Tolérance Zéro*, lancée par la Commission Européenne pendant 1999 et 2000, on a pris la mesure suivante: un projet à l'appui du Programme DAPHNE réalisé par le Mouvement Démocratique des Femmes, une organisation non gouvernementale, a repris l'affront de la violence masculine à l'égard des femmes en Grèce.

Le projet introduit des mesures spécifiques qui reconnaissent le problème de la violence masculine à l'égard des femmes. Au sujet de l'éducation supplémentaire, il y avait un financement pour la formation de dix Policiers et de dix Juges. Du reste, la conférence Tolérance Zéro s'est tenue à Athènes en janvier 1999 et elle a eu comme résultat la création d'un réseau, dont l'objectif était de combattre la violence masculine à l'égard des femmes. Une autre initiative de ce projet, est née d'une campagne publicitaire entreprise par le Secrétariat Général pour l'Egalité, dans le but d'informer la population sur le problème de la violence masculine à l'égard des femmes au sein de la famille. L'organisation qui a mené la campagne a été le Centre de Recherche pour l'Egalité. Ce projet a eu une durée d'une année (1999-2000) et ses objectifs visaient à informer la population sur l'existence de ce grave problème social et pousser les femmes qui éprouvent ce type d'abus à porter plainte.

Ses mesures principales étaient:

- L'exposition d'affiches publicitaires à cent cinquante lieux dans cinq villes (Athènes, Thessalonique, Patras, Volos et Iraklion) entre le 1^{er} et le 15 janvier 2000;
- Une conférence de presse dans les bureaux de la Délégation du Comité Européen le 24 janvier 2000;
- La production et présentation d'une annonce publicitaire à la radio et à la télévision sur les chaînes de radiodiffusion régionales et nationales;
- La production de matériel informatif imprimé, en particulier six millions de copies d'un prospectus d'une seule page envoyées par courrier avec les notes d'électricité;

⁶⁴ Retiré des rapports intérimaires de la rapporteuse grecque.

- Des prospectus adressés aux femmes victimes ainsi qu'à toute population qui visent à informer, sensibiliser et fournir des conseils pratiques sur la façon dont elles pourraient réagir (dix mille copies);
- Une succession de six affiches publicitaires avec le message «*Brisez le mur du silence*»;
- La production de *stickers* avec ce même message;
- La création de kiosques informatifs dans les quatre villes où les dépendances du Centre de Recherche pour l'Égalité y opèrent (du 22 au 27 mai 2000);
- L'organisation de la conférence réalisée à Athènes entre le 15 et le 16 juin 2000, avec le thème - «*Briser le mur du silence - la violence domestique, un crime tenu à huis clos*» - suivie d'exposition photographique.

Toutefois, selon la rapporteuse, on doit mettre en évidence que, malgré la bonne réception de cette campagne par les médias (la télévision et la radio), leur attitude face à la majorité des femmes et envers la violence n'a pas changée. Les médias continuent à reproduire des stéréotypes de la femme vue comme un *jouet sexuel* et presque tous présentent les formes de violence comme un moyen pour s'amuser.

Au sujet de l'intervention auprès des femmes victimes de violence domestique en Grèce, le Secrétariat Général pour l'Égalité en collaboration avec la municipalité d'Athènes, a créé un centre consultatif pour la violence domestique dans cette ville qui fournit des conseils, de l'assistance psychologique et d'accueil temporaire aux femmes battues et à leurs enfants. Ici, elles trouvent l'assistance du personnel spécialisé. Le centre dispose de deux dépendances, une à Athènes et l'autre au Pirée. La rapporteuse a averti qu'il y a aussi une ligne d'assistance (téléphone 197). Là encore, la municipalité d'Athènes a créé aussi des hébergements pour les femmes battues et l'archevêché d'Athènes a créé lui aussi un centre pour les femmes battues. Ces hébergements offrent des logements limités, de nourriture et de l'abri, mais ils ne fournissent pas du soutien financier. D'ailleurs, par toute la Grèce il existe cinq centres d'information et de consultation, créés par le Secrétariat Générale pour l'Égalité qui ne visent pas les femmes battues seulement. Ces centres se situent à Athènes, à Thessalonique, à Patras, à Iraklion et à Volos.

La Ligue Grecque des Droits des Femmes, une organisation non gouvernementale à Athènes, dirige une institution qui offre aux femmes une consultation générale en aide judiciaire et soutien psychologique. De temps en temps, plusieurs centres d'accueil et des lignes d'assistance interviennent, lorsque des programmes dans ce domaine terminent et qu'il n'y a plus de soutien financier. Maintenant, le Réseau Européen des Femmes dirige une ligne d'assistance SOS *Proche de Vous* (téléphone 800118881) en Grèce.



Étant donné que le concept de *violence domestique* n'est pas prévu aux dispositions légales et qu'il n'existe pas un crime et une structure législative concernant, l'intervention policière et judiciaire est impossible. Quand la victime la demande de façon à se protéger, la plupart des fois la police n'arrête pas l'agresseur et à l'envers de l'aider à porter plainte, elle tente de la dissuader sous prétexte de *sauver le mariage*. Il n'existe pas de codes de conduite morale ni de bonnes conduites à tenir. Il n'existe pas de données sur la déposition des plaintes, parce qu'il n'existe pas un crime concernant et les tribunaux ne disposent pas non plus de bases de données.

CONCLUSIONS

En se basant sur les différents rapports dressés par les rapporteurs du Projet PENELOPE, il est évident que le Portugal, l'Espagne, la France, l'Italie et la Grèce, en tant que pays du Sud de l'Europe, partagent la même opinion sur la violence domestique, surtout soutenue par les informations insuffisantes dans cette question, par ses profils et par les différents types d'intervention politique, juridique et sociale en vue de diminuer ses effets.

Cette lacune d'informations a des répercussions immédiates au Sud de l'Europe, qui se traduisent tout d'abord par la difficulté et même l'impossibilité d'envisager une intervention adéquate et efficace dans la violence domestique.

Le manque d'informations correctes et détaillées est un obstacle pas seulement à concevoir des politiques sociales et judiciaires, mais aussi à préparer le système juridique pour répondre de façon adéquate aux besoins des victimes de crimes au niveau national et européen.

D'autre part, le faible développement des mécanismes d'écoute, intervention et surveillance de la violence domestique au Portugal, en Espagne, en France, en Italie et en Grèce parallèlement aux ressemblances géographiques, historiques et culturelles entre ces pays, reflète à présent un décalage entre le Nord et le Sud de l'Europe. Toutefois, on a aussi noté quelques inégalités parmi ces pays intégrés dans le Projet PENELOPE, d'après l'étude dans les principales domaines de la violence domestique: les dispositions législatives, réglementaires et administratives, le profil quantitatif et qualitatif de la victime et de l'agresseur, le type d'aide dont ils ont profité et les stratégies et mesures de prévention et d'intervention prises par rapport à ces crimes. On a aussi remarqué que les dissemblances des domaines susmentionnés reflètent une question parallèle à la violence domestique, c'est à dire, informer et sensibiliser l'opinion publique sur ce problème.

D'après les informations fournies par les rapporteurs de ce Projet, il était possible de mettre en relief toute ampleur du concept de la violence domestique qui dans la majorité est délimité par les dispositions législatives, réglementaires et administratives de chaque pays, vu qu'en Espagne, en Grèce et en France le concept de violence de genre apparaît comme la définition principale de violence domestique. Par contre, au Portugal et en Italie le concept de violence domestique est entendu au sens plus large, dans la mesure où il est associé à la violence familiale, y compris les conjoints, les concubins, les enfants et les personnes âgées. Néanmoins, il y a une évolution progressive dans le but d'étendre le concept de violence domestique à la violence de genre, de façon à englober quelques groupes de victimes particulièrement vulnérables, tels que les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées. La France, l'Espagne et plus récemment le Portugal se préoccupent depuis longtemps par les populations migrantes, vu qu'on est plus conscient de leur vulnérabilité. En Espagne, les altérations récentes au niveau législatif et

introduites par la réforme du 29 septembre 2003, ont aussi élargi ce concept par rapport à l'éventail de victimes et de situations, en s'approchant du Portugal et de l'Italie.

Les divers rapports ont encore permis de noter l'énorme dissemblance parmi les dispositions législatives, réglementaires et administratives de chaque pays, visible surtout en Grèce. Quoique l'Espagne et le Portugal aient élaboré des Plans Nationaux pour la Lutte contre la Violence Domestique dans le but d'intervenir directement en faveur des victimes de ce phénomène social, les rapporteurs ont mis en évidence de nombreuses difficultés à l'application des dispositions législatives, réglementaires et administratives de chaque pays. La récente réforme législative espagnole mérite toute notre attention, étant donné qu'elle lance des défis nouveaux et difficiles au système judiciaire du pays et aux institutions d'aide aux victimes gouvernementales et non gouvernementales.

La violence domestique à l'égard des femmes est un phénomène d'extension et d'intensité évidemment significatives, car il faut qu'on comprenne sa dimension à travers des instruments adéquats, tels que le traitement statistique et les travaux de recherche.

En Italie, les données sur le profil quantitatif et qualitatif des victimes et des agresseurs ne sont pas disponibles, compte tenu la loi relative à l'intimité des personnes. En Grèce, on a observé également le manque des données, bien que la rapporteuse ait mentionné quelques expériences pilote faites sur un plan local. Les autres pays intervenants dans le Projet PENELOPE ont indiqué des instruments statistiques utilisés par les autorités policières et les différentes organisations non gouvernementales (en particulier celles qui s'occupent des cas graves des femmes et/ou victimes de crimes): la réalisation d'enquêtes et de sondages près de la population dans l'intention de dresser le profil des victimes et des agresseurs dans le cadre de la violence domestique.

On a aussi mis l'accent sur les dissemblances parmi les informations statistiques fournies par la France, l'Espagne et le Portugal à travers les diverses organisations, compte tenu des données quantitatives surtout revêtant plusieurs aspects et collectées de façon différente auprès des groupes cibles aussi différents (tels que les femmes qui ont porté plainte au Commissariat ou celles qui sont venues à certains services d'aide).

Outre ces dissemblances, les rapporteurs, certes, ont garanti que le nombre de cas de violence domestique exercée sur les femmes a tendance à augmenter, malgré l'information et la sensibilisation aux victimes de violence domestique et le changement de mentalités par rapport au comportement inacceptable de l'agresseur par la société. Cette augmentation ne s'observe pas forcément dans les pays susmentionnés.

Une autre question soulevée par les rapporteurs de ce Projet concerne le manque d'études sur la *survictimation* ou la *récidive* dans les cas de violence domestique, des domaines essentiels pour comprendre ce phénomène social.

Parallèlement, le manque de données sur les conséquences personnelles, professionnelles et sociales des victimes a mérité l'attention des rapporteurs, en particulier du rapporteur français.

On a aussi accordé de l'importance aux enquêtes et sondages auprès de la population en général, visant à déterminer les *chiffres noirs*, c'est à dire les cas où la violence domestique est souvent tenue occultée ou déniée. Face aux informations mentionnées ci-dessus, il est difficile de dresser un profil des victimes et des agresseurs de la violence domestique au Sud de l'Europe, ainsi que le type d'aide dont ils ont profité.

En ce qui concerne les mesures de prévention et d'intervention dans cette question, les rapporteurs du Projet PENELOPE ont signalé que la violence domestique est un phénomène social qui requiert une intervention de la part de l'Etat, des municipalités et de la société à travers les communautés locales, les institutions de solidarité sociale et les organisations non gouvernementales reconnues d'utilité publique qui ont pour objet social d'aider les femmes et/ou les victimes de crimes.

D'une manière générale, tous les rapporteurs ont mis en relief l'intervention des organisations non gouvernementales intégrées dans les mouvements féministes ou associées à la protection des victimes de crimes, malgré un soutien financier faible, directe ou indirecte de l'Etat et de son intervention réduite dans la prise de décisions politiques. Quoique l'intervention des organisations ait été observée surtout au niveau local et régional, le Portugal et l'Italie ont souligné l'effort de quelques organisations dans le but de développer une intervention plus vaste géographiquement, sur le plan national et européen. L'Italie a attiré son attention sur la création de une plateforme commune de concertation parmi les différents types d'organisations, en terme de mécanismes de coordination nationale.

D'autre part, il ne faut pas oublier que le Portugal et la France disposent de services nationaux d'aide aux victimes de crimes. Cependant, le Forum Européen des Services d'Aide aux Victimes avec le cofinancement de la Commission Européenne vient de réaliser des études pour viabiliser la mise en œuvre de ces structures nationales dans un court délai.

Les rapporteurs ont pris connaissance des Plans Nationaux pour la Lutte contre la Violence Domestique en Espagne et au Portugal. Les rapporteurs espagnol et portugais leur ont accordé une importance très positive, les envisageant comme le modèle d'orientation politique pour aborder le

problème en question, ayant pour but la résolution et coordination de toutes entités dans le problème de la violence domestique.

Cependant, quelques difficultés à l'application de ces Plans ont été signalées, ayant un retentissement plus accentué au Portugal qu'en Espagne. Dans ces pays on a aussi signalé l'existence d'Observatoires de Violence Domestique.

Malgré l'application des Plans Nationaux pour la Lutte contre la Violence Domestique au Portugal et en Espagne, il est évident que tous les pays du Sud de l'Europe ont de nombreuses difficultés surtout en ce qui concerne: le manque de ressources financières et matérielles, le manque de centres d'aide spécifiques pour ce phénomène social, le nombre réduit de professionnels spécialisés, afin de garantir une meilleure qualité des services et le manque d'information et de guides de bonnes pratiques pour les travailleurs qui interviennent directement et/ou indirectement dans ce domaine.

Les rapporteurs ont encore signalé la réalisation de nombreuses actions et campagnes d'information et sensibilisation sur le thème de la violence domestique dans plusieurs lieux, en diffusant des messages tels que: «*Faire Face*», «*Briser le Silence*», «*Qui ne dit mot, consent*», «*Ta femme, n'est pas ta Femme*», «*Avec Violence, tu dois t'en aller*» et «*Personne n'a le droit de maltraiter qui que ce soit*». Ces messages s'adressaient à des groupes cibles variés comme les victimes et celles susceptibles d'actes violents, les hommes et les intervenants impliqués directement ou indirectement dans cette question, entre autres.

Quelques rapporteurs ont mentionné les campagnes d'information et sensibilisation réalisées dans le cadre de la Campagne Européenne *Tolérance Zéro: Violence contre les Femmes*. Cette campagne n'a pas eu de l'impact désiré sur tous les pays qui ont pris cette initiative. Dans le cas des travailleurs intervenants directement ou indirectement dans la violence domestique, le Portugal et l'Espagne ont signalé la réalisation d'actions de formation initiale et continue dans l'intention d'améliorer la qualité des services prêtés aux victimes.

Il convient de citer également que quelques rapporteurs en particulier (la rapporteuse grecque) ont souligné que les dispositions législatives, réglementaires et administratives de chaque pays réglant l'intervention dans la violence domestique, peuvent limiter sérieusement l'intervention de tous les travailleurs impliqués directement. Parmi les différents travailleurs, on a mis en relief l'intervention des autorités policières dans les dernières années, dans le sens de garantir une aide qualifiée aux victimes de violence domestique et aux femmes victimes de ce phénomène social en particulier.

Après avoir dressé brièvement le profil de la situation actuelle de la violence domestique au Sud de l'Europe, il convient de signaler les principales recommandations faites par les rapporteurs du Projet PENELOPE.

La première question posée a été la nécessité d'atténuer des irrégularités visibles dans les pays, au niveau local, régional, national et européen, dans le but de garantir la sécurité aux victimes de violence et de renforcer les mécanismes de surveillance des agresseurs. Pour atteindre ce but, il faut établir une association à plusieurs niveaux: créer ou encourager des partenariats entre les systèmes formels et informels qui travaillent avec les victimes, concerter de différents types de réponses visant à aider, protéger et veiller sur la sécurité des femmes et renforcer les systèmes de sécurité des agresseurs. Pour améliorer cette association, il faudra atteindre la mise en œuvre d'un Plan Européen pour la Lutte contre la Violence Domestique, dans le cadre de la Commission Européenne et peut-être sous la conduite de la Direction Générale de Justice et Affaires Intérieures (DGJAI). Cela serait un pas en avant pour l'Union Européenne entendue comme une dimension de liberté, sécurité et justice, agissant de concert avec le Traité d'Amsterdam (mai 1999) et les Conclusions du Conseil Européen de Tampere (octobre 1999), établissant le minimum d'étalons pour assurer la protection des femmes victimes de violence domestique, en particulier: leur accès à la justice et à leurs droits d'indemnisation y compris les frais de justice et l'établissement de programmes nationaux pour financer des mesures publiques et non gouvernementales.

A cet égard, un plan commun pour la lutte contre ce phénomène social serait envisagé comme un instrument pour s'efforcer et renforcer les réponses à la violence domestique, étant donné que les codes de bonnes pratiques seraient davantage adoptés ainsi que les protocoles d'intervention et les procédures qualifiées et efficaces.

Un Plan Européen pour la Lutte contre la Violence Domestique pourrait encourager la création de Plans Nationaux dans chaque Etat Membre, en particulier au Sud de l'Europe et aux Etats Membres récents, dont leur adhésion serait adoptée dans le cadre de la proposition de l'élargissement de l'Union Européenne et en apportant leur contribution à diminuer ou atténuer significativement les différences de développement entre les quinze Etats Membres (à partir le 25 mai 2004).

Ce Plan Européen portant sur la question de la violence domestique apporterait sa contribution décidément à une prise plus vaste de la Décision-Cadre du Conseil du 15 mars 2001, relative au Statut de la Victime de Crime en Procédure Pénale. Face à ce que l'on a exposé, il faut remarquer que, seule, l'adoption de programmes d'intervention ne pourrait assurer l'élimination de la violence domestique.

Cela suppose une aide très ferme et concertée du système de justice pénale. Sur ce plan, il convient de signaler que les actions visant à assurer les droits des victimes, doivent disposer d'un cadre légal dans le domaine pénal portant sur:

- a) La garantie d'un traitement adéquat au niveau de la défense et sécurité de la vie privée;
- b) La responsabilité de la police et de la justice pénale afin de garantir une assistance, une aide, des conseils, une participation, une médiation et une protection (face aux menaces de l'agresseur ou du prévenu), pas dans son sens strict mais dans un sens plus large d'intervention de chaque juridiction.

Un Plan Européen pour la Lutte contre la Violence Domestique pourrait encourager également l'établissement de programmes communautaires, afin d'atténuer moins la violence et développer plus les actions entre les communautés plus harmonieuses ayant de bas indices de violence et défendant l'idée de développement communautaire de façon à dépasser la division et dynamique du pouvoir. A cet égard, on a eu l'idée d'encourager la création d'un réseau de *Commissions d'Aide aux Victimes de Violence Domestique* ou des *Forums d'Aide aux Victimes de Violence Domestique* dans les pays du Sud de l'Europe, entendus comme des plateformes locales et/ou régionales de diverses institutions communautaires, afin de former uniquement un réseau et une seule intervention dans la question de la violence domestique. En conséquence, leurs objectifs principaux pourraient être l'acquisition de connaissances dans ce domaine, le travail en liaison avec les institutions d'intervention et la définition des stratégies de prévention de la violence dans les communautés locales et régionales.

Parallèlement aux mesures susmentionnées, la création d'Observatoires de Violence Domestique au niveau européen et national pourrait atténuer les irrégularités identifiées dans les Etats Membres, permettant donc d'évaluer les orientations actuelles, les pratiques et les procédures et en même temps d'identifier des erreurs et définir des objectifs dans l'avenir.

Une analyse attentive et solide de l'évolution de la violence domestique sur le plan de l'Union Européenne a été une des recommandations pour combattre ce phénomène social:

- a) Evolution de la criminalité globale, les tendances des groupes et l'origine des faits blâmables pénalement: *les groupes d'âge de délinquance, la criminalité comme phénomène urbain surtout et leurs causes plausibles;*



- b) Etudes sur l'éventuelle aggravation du sentiment d'insécurité: *l'identification de la peur, l'explication de l'angoisse et les réactions de la peur,*
- c) Etudes sur les conditions d'atténuation du sentiment d'insécurité: *les moyens de dissuasion, les mesures de protection et l'action d'information.*

Parallèlement, on a considéré que le traitement de données statistiques fait par les institutions d'aide aux victimes, devait obéir à des critères nationaux uniformes, d'après le modèle adopté par le Conseil de Ministres de l'Union Européenne en décembre 2002, reposant sur l'institutionnalisation du traitement de données et les fiches normalisées et élaborées selon les critères mentionnés ci-dessus. En terme d'investigation, on a encore signalé la nécessité d'encourager la réalisation d'études sur les pertes humaines, sociales et matérielles, ainsi que les projets de recherche pour l'identification de facteurs culturels qui perpétuent la violence domestique.